



10 JUIN 1915

# Gazette Officielle de Québec

PUBLIÉE PAR AUTORITÉ

# Quebec Official Gazette

PUBLISHED BY AUTHORITY

PROVINCE DE QUÉBEC

QUEBEC, SAMEDI, 5 JUIN 1915

## Nomination

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR, par arrêté ministériel, en date du quinze mai 1915, de nommer M. J.-Honoré Joannette, avocat, de la ville de Saint-Laurent, recorder, de la dite ville. 3373

## Proclamations

Canada,  
Province de  
Québec.

P.-E. LEBLANC.

[L. S.]

GEORGE V, par la Grâce de Dieu, Roi du Royaume Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande et des possessions britanniques au-delà des mers, Défenseur de la Foi, Empereur des Indes,

A tous ceux qui ces présentes verront ou qu'elles peuvent concerner—SALUT:

## PROCLAMATION.

ROBERT ROCHER, Assistant-Procureur-Général-Intérimaire. } ATTENDU qu'en vertu des dispositions de l'article 7486 des Statuts refondus de la province de Québec, il est décrété qu'il sera préparé, sous la direction du Ministre de la colonisation, des

PROVINCE OF QUEBEC

QUEBEC, SATURDAY, 5th JUNE, 1915

## Appointment

His Honor the LIEUTENANT-GOVERNOR has been pleased, by order in Council, bearing date the fifteenth day of May, 1915, to appoint Mr. J.-Honoré Joannette, advocate, of the town of Saint Laurent, recorder of the said town. 3374

## Proclamations

Canada,  
Province of  
Québec.

P.-E. LEBLANC.

[L. S.]

GEORGE THE FIFTH, by the Grace of God, of the United Kingdom of Great Britain and Ireland, and of the British Dominions beyond the Seas, KING, Defender of the Faith, Emperor of India,

To all to whom these presents shall come or whom the same may concern,—GREETING:

## PROCLAMATION

ROBERT ROCHER, Assistant-Attorney-General-Interim. } WHEREAS in virtue of the provisions of article 7486 of the Revised Statutes of the Province of Quebec, it is enacted that the Honorable Minister of Colonization, Mines and Fisheries shall

Mines et des Pêcheries, un plan de chaque cité, ville et village constitué en corporation, paroisse, canton ou partie d'iceux, dans chaque comté ou division d'enregistrement dans la province, avec un livre de renvoi indiquant ces endroits et énonçant ce qui suit:

1. Une description générale de chaque lot ou lopin de terre désigné dans le plan qui s'y rapporte;

2. Le nom du propriétaire de chaque lot ou lopin de terre séparé, ou le nom du propriétaire de tout droit réel en tel lot, autant qu'il est possible de s'en assurer; et

3. Toute chose propre à faire comprendre le plan.

Chaque lot ou lopin de terre séparé, désigné sur le plan et indiqué dans le livre par un numéro qui est marqué sur le plan et inscrit sur le livre.

Le Ministre de la Colonisation, des Mines et des Pêcheries peut adopter tout moyen qu'il croit propre à en assurer l'exactitude.

Chaque plan et livre de renvoi sont dressés jusqu'à une date précise à laquelle ils sont corrigés aussi bien que possible; cette date y est marquée, et le plan qui est signé par le Ministre de la Colonisation, des Mines et des Pêcheries reste dans les archives de son bureau.

Et vu les dispositions suivantes des articles 2168, 2169, 2170, 2171, 2172, 2173 et 2176a du Code Civil du Bas-Canada, savoir:

"2168. Après que copie des plan et livre de renvoi a été déposée dans un bureau d'enregistrement pour toute sa circonscription, et qu'il a été donné avis par proclamation, tel que mentionné en l'article 2169, le numéro donné à un lot sur le plan et dans le livre de renvoi est la vraie description de ce lot et suffit dans tout document quelconque; et toute partie de ce lot est suffisamment désignée en déclarant qu'elle fait partie de ce lot et en indiquant à qui elle appartient, avec ses tenants et aboutissants; et tout terrain composé de parties de plus d'un lot numéroté est suffisamment désigné en déclarant qu'il est ainsi composé et en indiquant quelle partie de chaque lot numéroté il contient.

"La description d'un immeuble dans l'avis d'une demande en ratification de titre, ou dans l'avis d'une vente par le shérif, ou par licitation forcée, ou de toute autre vente ayant les effets du décret, ou dans telle vente ou jugement de ratification, ne sera censée suffisante que si elle est faite conformément aux prescriptions du présent article.

"Aussitôt après que le dépôt de tel plan et livre de renvoi a été fait et qu'il en a été donné avis, les notaires sont tenus, en rédigeant les actes concernant les immeubles indiqués sur tel plan, de désigner ces immeubles par le numéro qui leur est donné sur le plan et dans le livre de renvoi de la manière prescrite ci-dessus; à défaut de telle désignation l'enregistrement ne peut affecter le lot en question, à moins qu'il ne soit produit une requisition ou avis indiquant le numéro sur le plan et livre de renvoi comme étant celui du lot qu'on veut affecter par tel enregistrement.

"2169. Le dépôt des plan et livre de renvoi primitifs dans une circonscription d'enregistrement est annoncé par proclamation du Gouverneur en Conseil, fixant en même temps le jour auquel les dispositions de l'article 2168 y deviendront en force.

"2170. A compter de ce dépôt, le registraire doit préparer l'index mentionné en second lieu dans l'article 2161.

"2171. A compter de l'époque fixée dans telle proclamation, le registraire doit faire l'index des immeubles et le continuer jour par jour en

cause to be prepared, under his superintendence, a plan of each city, town, village, parish, township or part thereof, in each county or registration division in the province, with a book of reference to each, showing these places and in which are set forth:

1. A general description of each lot or parcel of land shown on the plan to which it refers;

2. The name of the owner of each separate lot or parcel of land or of any estate therein, so far as it can be ascertained; and

3. Everything necessary to the right understanding of such plan. Each separate lot or parcel of land, shewn on the plan, shall be referred to in the said book, by a number which shall be marked upon the plan and entered in the book.

The Minister of Colonization, Mines and Fisheries may adopt any means he thinks proper to ensure the correctness thereof.

Each plan and book of reference shall be made up to some precise date, up to which it shall be corrected as far as possible; and such date is marked upon it, and the plan which is signed by the Minister of Colonization, Mines and Fisheries remains of record in his office.

And considering the following provisions of articles 2168, 2169, 2170, 2171, 2172, 2173 and 2176a of the Civil Code of Lower Canada, to wit:

"2168. When a copy of the plan and book of reference for the whole of a registration division has been deposited in the office for such division, and notice has been given by proclamation, in the manner mentioned in article 2169, the number given to a lot upon the plan and in the book of reference is the true description of such lot, and is sufficient as such in any document whatever; and any part of such lot is sufficiently designated by stating that it is part of such lot and mentioning who is the owner thereof and the properties conterminous thereto; and any piece of land composed of parts or more than one numbered lot is sufficiently designated by stating that it is so composed and mentioning what part of each numbered lot it contains.

"The description of an immoveable in the notice of application for confirmation of title or in the notice of a sale by the sheriff or by forced licitation or of any sale having the effect of a sheriff's sale, or in the sheriff's deed, or in the judgment of confirmation, will not be deemed sufficient, unless it is made in conformity with the provisions of this article.

"As soon as such plan and book of reference have been deposited and notice thereof has been given, notaries passing acts concerning immoveables indicated on such plan are bound to designate such immoveables by the number given to them upon such plan and in the book of reference, in the manner above prescribed; in default of such designation, the registration does not effect the lot in question, unless there is filed a requisition or notice indicating the number on the plan and book of reference as being that of the lot intended to be affected by such registration.

"2169. The deposit of the original plan and book of reference in any registration division is declared by a proclamation from the Governor in Council fixing at the same time the day on which the provisions of article 2168 shall come into force therein.

"2170. The registrar, so soon as such deposit has been made, must prepare the index to immoveables mentioned in the second place in article 2161.

"2171. From and after the day appointed by such proclamation, the registrar must from day to day, make up and continue the index to immo-

inscrivant sous chaque numéro le lot indiqué séparément au plan et au livre de renvoi, un renvoi à chaque entrée faite subséquemment dans les autres livres et registres affectant tel lot de manière à mettre toute personne en état de constater facilement toutes les entrées faites subséquemment concernant ce lot.

"2172. Dans les deux ans qui suivent la date fixée par la proclamation du lieutenant-gouverneur, pour la mise en vigueur des dispositions de l'article 2168, dans une division d'enregistrement, l'enregistrement de tout droit réel sur un lot de terre compris dans cette division, y doit être renouvelé au moyen de la transcription, dans le livre tenu à cet effet, d'un avis désignant l'immeuble affecté, en la manière prescrite en l'article 2168, et observant les autres formalités prescrites en l'article 2131 pour le renouvellement ordinaire de l'enregistrement des hypothèques.

"Il est tenu un index des livres employés à la transcription de l'avis mentionné au présent article, de la même manière que l'index mentionné en l'article 2131.

"2173. A défaut de tel renouvellement, les droits réels conservés par le premier enregistrement n'ont aucun effet à l'égard des autres créanciers, ou des acquéreurs subséquents dont les droits sont régulièrement enregistrés.

"2176a. Chaque fois que le plan des lots d'une cité, d'une ville, d'un village, d'une paroisse, d'un canton, ou d'une division quelconque de ces localités, faisant partie d'une division d'enregistrement, a été fait conformément à la loi, le lieutenant-gouverneur en Conseil peut faire déposer au bureau du registraire de la division d'enregistrement qu'il appartient, une copie correcte de ce plan, ainsi qu'une copie du livre de renvoi qui s'y rapporte.

"Le dépôt de ces plan et livre de renvoi, est annoncé par une proclamation du lieutenant-gouverneur en Conseil, fixant en même temps le jour auquel les dispositions de l'article 2168 deviendront en vigueur dans cette division d'enregistrement, relativement à la localité dont le plan a été ainsi déposé; et à dater de l'époque fixée dans la proclamation, toutes les dispositions de ce code s'appliquent à ces plan et livre de renvoi, ainsi qu'aux propriétés qui y sont comprises et aux contrats, hypothèques ou actes quelconques, concernant ou affectant ces propriétés, de la même manière que si le dépôt du plan de toute la division d'enregistrement eût été fait conformément à l'article 2166.

ET ATTENDU que l'Honorable Ministre de la Colonisation, des Mines et des Pêcheries, de Notre Province de Québec, a fait préparer, sous sa direction, un plan et livre de renvoi officiels du cadastre du canton Tourelle.

ET ATTENDU que les dits plan et livre de renvoi ont été dressés jusqu'à une date précise marquée en iceux, lesquels sont signés par Notre dit Ministre de la Colonisation, des Mines et des Pêcheries, et restent dans les archives de son bureau; ET ATTENDU qu'une copie, des dits plan et livre de renvoi certifiée par le dit Ministre de la Colonisation, des Mines et des Pêcheries, a été déposée dans le bureau d'enregistrement de la division d'enregistrement de Sainte-Anne-des-Monts, comté de Gaspé, et reste ouverte à l'inspection du public, pendant les heures de bureau, savoir : depuis neuf heures du matin jusqu'à trois heures de l'après-midi, chaque jour de la semaine, les dimanches et les fêtes exceptés; ET ATTENDU qu'à l'égard des dits plan et livre de renvoi, Notre dit Ministre de la Colonisation, des Mines et des Pêcheries s'est en tout point conformé aux dispositions du dit article 7486 des Statuts refondus de la province de

veables by entering under the number of such lot separately designated upon the plan and book of reference, a reference to each entry thereafter made in the other books and registers affecting such lots, so as to enable any person easily to ascertain all the entries concerning it, made after that time.

"2172. Within two years from the date fixed by the Lieutenant-Governor's proclamation, bringing the provisions in article 2168 into force in any registration division, the registration of any real right upon any lot of land within such division must be renewed by means of the registry at length in the book kept for that purpose, of a notice describing the immoveable affected in the manner prescribed in article 2168, and conforming to the other formalities prescribed in article 2131 for the ordinary renewal of the registration of hypothecs.

"An index must be kept for the books used for the registration of the notice mentioned in this article, in the same manner as the index mentioned in article 2131.

"2173. If such renewal be not affected, the real rights preserved by the first registration have no effect against other creditors and subsequent purchasers whose claims have been regularly registered.

"2176a. Whenever the plan of the lots of any city, town, village, parish, township or any division whatsoever of such localities, forming part of any registration division, has been made in conformity with the law, the Lieutenant Governor in Council may cause to be filed in the registrar's office of the proper registration division, a correct copy of such plan together with a copy of the book of reference relating thereto.

"The deposit of these plan and book of reference is announced by a proclamation of the Lieutenant Governor in Council, which at the same time determines the day upon which the provisions of the article 2168 shall come into force in such registration division, respecting the localities whereof the plan has been so filed; and from the date of the period fixed in such proclamation, all the provisions of this code apply to these plan and to such book of reference, and to all properties comprised in the same plan, and to all contracts, hypothecs or acts whatever concerning or affecting these properties, in the same manner as if the plan of the whole registration division has been deposited in conformity with article 2166.

AND WHEREAS the Honorable Minister of Colonization, Mines and Fisheries of Our Province of Quebec has caused to be prepared under his superintendance, an official plan and book of reference of the cadastre of the township of Tourelle.

AND WHEREAS such plan and book of reference have been made up to some precise date marked upon the same, which bears also the signature of Our said Minister of Colonization, Mines and Fisheries, and remain of record in his office; AND WHEREAS a copy of such plan and book of reference certified by the said Minister of Colonization, Mines and Fisheries, have been deposited in the registry office of Sainte Anne des Monts, in the county of Gaspé, and there remains open to the inspection of the public during office hours, that is to say : between the hours of nine in the forenoon and three in the afternoon, every day of the week, excepting sundays and holidays; AND WHEREAS, so far as regards such plan and book of reference, Our said Minister of Colonization, Mines and Fisheries has, in every respect, complied with the provisions of the said article 7486 of the Revised

Québec, et à celles du Code Civil du Bas-Canada qui s'y rapportent :

ET ATTENDU que le Lieutenant-Gouverneur de Notre dite province de Québec, de l'avis du Conseil Exécutif de la dite province, a fixé le cinquième jour du mois de juin prochain, comme devant être le jour à partir duquel les dispositions de l'article 2168 du Code Civil du Bas-Canada deviendront et seront en vigueur dans la dite division d'enregistrement de Sainte-Anne-des-Monts, relativement au cadastre du canton Tourelle, faisant partie de la dite division d'enregistrement :

A CES CAUSES, Nous déclarons, par Notre présente Proclamation, qu'à partir du dit cinquième jour du mois de juin prochain, les dispositions de l'article 2168 du Code Civil du Bas-Canada, deviendront et seront en vigueur dans la dite division d'enregistrement de Sainte-Anne-des-Monts, relativement au cadastre du canton Tourelle.

Et par ces présentes, Nous invitons toutes personnes ayant des hypothèques enregistrées dans la dite division d'enregistrement de Sainte-Anne-des-Monts, de les renouveler dans les deux ans qui suivront le dit cinquième jour du mois de juin prochain, à peine de perdre la priorité conférée par le dit Code Civil.

De tout ce que dessus tous Nos féaux sujets et tous autres que les présentes pourront concerner, sont requis de prendre connaissance et de se conduire en conséquence.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre Nos présentes lettres patentes et sur icelles apposer le grand sceau de Notre province de Québec. TÉMOIN: Notre très fidèle et bien-aimé l'honorable PIERRE-EVARISTE LEBLANC, lieutenant-gouverneur, du gouvernement de Notre province de Québec.

En l'Hôtel du Gouvernement, de Notre province de Québec, à Québec, ce VINGT-SEPTIÈME jour de MAI, en l'année mil neuf cent quinze, de l'ère chrétienne et de Notre règne la sixième année.

Par ordre,

C. J. SIMARD,

3187 Sous-secrétaire de la province.

Canada,  
Province de  
Québec.

P.-E. LEBLANC

L. S.

GEORGE V, par la grâce de Dieu, roi du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande et des possessions britanniques au delà des mers, défenseur de la foi, empereur des Indes:—

A Nos très aimés et fidèles conseillers les membres du conseil législatif et de l'assemblée législative de la province de Québec,

SALUT.

ATTENDU que la législature de la province de Québec se trouve convoquée pour le vingt-cinq mai mil neuf cent quinze, mais que, pour diverses considérations, Nous avons, sur l'avis du conseil exécutif de ladite province, jugé à propos de la proroger de nouveau jusqu'au cinq juillet prochain ;

A CES CAUSES, Nous vous faisons maintenant savoir que vous êtes dispensés de vous réunir en la cité de Québec, le vingt-cinq mai courant ; vous convoquons par les présentes pour le CINQ JUILLET prochain, et, en conséquence, vous mandons et ordonnons de vous assembler à cette date au palais législatif, en ladite cité de Québec.

Statutes of the Province of Quebec, and with those of the Civil Code of Lower Canada relating thereto:

AND WHEREAS the Lieutenant Governor of Our said Province of Quebec, with the advice of the Executive Council thereof, has fixed the fifth day of the month of June next, as the day from and after which the provisions of article 2168 of the Civil Code of Lower Canada, shall come into force in the said registration division of Sainte-Anne-des-Monts, relating to the cadastre of the township of Tourelle, forming part of the said registration division;

NOW KNOW YE, that We do by this Our Proclamation, declare that from the said fifth day of the month of June next, the provisions of article 2168 of the Civil Code of Lower Canada, shall come into force in the said registration division of Sainte Anne des Monts, relating to the cadastre of the township of Tourelle.

And We do hereby call upon all persons having hypothecs registered in the said registration division of Sainte Anne des Monts, to renew the same within the period of two years after the said fifth day of the month of June next, on pain of the forfeiture of priority provided in the said Civil Code.

Of all which Our loving subjects, and all others whom these presents may concern are hereby required to take notice and to govern themselves accordingly.

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these our letters to be made Patent, and the Great Seal of Our said Province of Quebec to be hereunto affixed: WITNESS, Our Right Trusty and Well Beloved the Honourable PIERRE EVARISTE LEBLANC, Lieutenant Governor of the Government of Our Province of Quebec.

At Our Government House, in Our City of Quebec, in Our said Province of Quebec, this TWENTY SEVENTH day of MAY, in the year of Our Lord, one thousand nine hundred and fifteen, and in the sixth year of Our Reign.

By command,

C. J. SIMARD,

3188 Deputy Provincial Secretary.

Canada,  
Province of  
Quebec.

P.-E. LEBLANC

L. S.

GEORGE THE FIFTH, by the Grace of God, of the United Kingdom of Great Britain and Ireland, and of the British Dominions beyond the Seas, King, Defender of the Faith, Emperor of India:—

To Our Beloved and Faithful Councillors the Members of the Legislative Council and of the Legislative Assembly of the Province of Quebec,

GREETING.

WHEREAS the Legislature of the Province of Quebec stands prorogued to the twenty fifth of May, one thousand nine hundred and fifteen, but that, for various considerations, We have, with the advice of the Executive Council of the said Province, thought fit to further prorogue it to the fifth July next.

THEREFORE, We inform you that you are dispensed from meeting in the city of Quebec, on the twenty fifth May instant ; and hereby convene you for the FIFTH of JULY next, and, accordingly, command and order you to meet on such date at the Parliament Buildings, in the said city of Quebec.

EN FOI DE QUOI, NOUS AVONS fait rendre Nos présentes lettres patentes et sur icelles apposer le grand sceau de la province de Québec.

TEMOIN: Notre très fidèle et bien-aimé l'honorable M. PIERRE-EVARISTE LEBLANC, lieutenant-gouverneur de ladite province.

Donné en Notre hôtel du gouvernement, à Québec, ce dix-septième jour de mai, l'an de grâce mil neuf cent quinze, et de Notre règne le sixième.

Par ordre,

Le greffier de la couronne en chancellerie,  
Québec,  
3235 L.-P. GEOFFRION.

### Avis du Gouvernement

#### Bleury Realities, Limited.

Avis est donné au public que, en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-Gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires, en date du vingt-six mai 1915, à la compagnie "Bleury Realities, Limited" par lesquelles son fonds social est augmenté au montant de trente-huit mille (\$38,000.00) piastres, divisant le nouveau fond social de vingt mille piastres (\$20,000.00), en deux cents (200) actions de cent piastres (\$100.00) chacune.

Daté au bureau du secrétaire de la province, ce vingt-sixième jour de mai 1915.

C. J. SIMARD,  
3203—23—2 Sous-secrétaire de la province.

#### La Compagnie Neuville, Limitée.

Avis est donné au public que, en vertu de la loi de compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-Gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du vingt-six mai 1915, constituant en corporation M.M. Alphonse O. Beauchemin, ingénieur-civil; Adrien Lockquell, employé civil; Joachim Fortin, ingénieur-civil; Alphonse Gauthier, dessinateur; Duberger Gauvin, employé civil; de la cité de Québec, dans les buts suivants:

Prendre des options sur tous terrains, carrières ou droits miniers dans la province et spécialement dans le comté de Portneuf, les explorer ou y faire des fouilles, les mettre en valeur comme lots à bâtir, carrières ou mines suivant le cas, les acquérir, les exploiter les louer, les échanger, les vendre, céder les options sur iceux ou en donner de nouvelles et faire au sujet des dits terrains, carrières ou droits de mines, tous contrats qu'une personne physique en possession de ses droits peut faire et les exécuter;

Faire les mêmes actes et exercer les mêmes attributions *mutatis mutandis*, relativement à tous pouvoirs d'eau dans le comté de Portneuf;

Faire enregistrer des marques de commerce, des brevets d'invention, des procédés ou formules de fabrication, en acheter ou autrement en acquérir, acheter ou autrement acquérir le droit de s'en servir, en disposer ou concéder à d'autres le droit de se servir de ceux appartenant à la compagnie;

Organiser, promouvoir et aider à l'organisation ou promotion et devenir actionnaire dans toute compagnie subsidiaire, alliée ou faisant un commerce en tout ou en partie semblable à celui de cette compagnie;

Vendre tout ou aucune partie de l'actif de la compagnie ou en disposer autrement pour un prix

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these Our Letters to be made Patent and the great Seal of Our Province of Quebec to the hereunto affixed.

WITNESS: Our Right Trusty and Well Beloved the Honourable Mr. PIERRE-EVARISTE LEBLANC, Lieutenant Governor of the said Province.

Given at Our Government House, in Quebec, this seventeenth day of May, the year of Our Lord one thousand nine hundred and fifteen and in the sixth year of Our Reign.

By command,

L.-P. GEOFFRION,  
Clerk of the Crown in Chancery,  
3236 Québec.

### Government Notices

#### Bleury Realities, Limited.

Public notice is hereby given that under the Quebec Companies' Act, supplementary letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty sixth day of May, 1915, whereby the capital stock of the company "Bleury Realities, Limited" was increased up to the sum of thirty eight thousand dollars (\$38,000.00), the new stock of twenty thousand dollars (\$20,000.00) to be divided into two hundred (200) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

Dated from the office of the provincial secretary, this twenty sixth day of May, 1915.

C. J. SIMARD,  
3204—23—2 Deputy Provincial Secretary.

#### La Compagnie Neuville, Limitée.

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the province of Quebec, bearing date the twenty sixth day of May, 1915, incorporating Messrs. Alphonse O. Beauchemin, civil engineer; Adrien Lockquell, civil employee; Joachim Fortin, civil engineer; Alphonse Gauthier, draughtsman; Duberger Gauvin, civil employee, of the city of Quebec, for the following purposes:

To take options upon any lands, quarries or mining rights in the province and especially in the county of Portneuf, prospect or search upon and turn the same into building lots, quarries or mines as the case may be, acquire, exploit, lease, exchange, sell the same, transfer the above options or give new options thereon, and to make in connection with the said lands, quarries or mining rights all contracts which an individual in the full enjoyment of his rights may enter into and execute;

To do the same acts and exercise the same powers *mutatis mutandis* respecting water powers in the county of Portneuf;

To procure the registration of trade marks, patents, manufacturing processes or formulas, purchase or otherwise acquire the same purchase or otherwise acquire the rights to use the same, dispose of or grant to others the right to make use of those belonging to the company;

To organize, promote and assist in the organization or promotion of and become a shareholder in any subsidiary, allied or other company carrying on a business altogether or partly similar to that of the company;

To sell the whole or any part of the assets of the company or otherwise dispose of same for a cer-

payable, en tout ou en partie, en obligations ou en actions acquittées d'autres compagnies, et distribuer telles obligations ou actions à ses propres actionnaires;

Emettre des actions acquittées en paiement d'aucun prix d'acquisition de biens meubles ou immeubles ou droits sur iceux, ou en paiement d'aucune dette due par la compagnie

Emprunter sur bons ou obligations conformément à la loi et être partie à des lettres de change billets promissaires, chèques et autres effets négociables, sous le nom de "La Compagnie Neuville, Limitée", avec un fonds social de vingt mille piastres (\$20,000.00), divisé en deux cents (200) actions de cent piastres (\$100.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation, est dans la cité de Québec.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce vingt-sixième jour de mai 1915.

C. J. SIMARD,

3221—23—2 Sous-secrétaire de la province.

#### Ideal Gas Company, Incorporated.

Avis est donné au public que, en vertu de la loi des compagnies de Québec il a été accordé par le Lieutenant-Gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du vingt-six mai 1915, constituant en corporation MM. Joseph Armand Oligny et Ives Irène Auger, comptables Avila Busseau, boulanger; Francis Busseau, gentilhomme, et Charles Auger, électricien; de la cité de Montréal, dans les buts suivants

Manufacturer, utiliser, produire, préparer et vendre pour le commerce, du gaz au moyen de la tourbe ou autres matières convenables à cette fin;

Bâtir des usines, acheter, vendre des terrains, mines et produits résultants du dit commerce;

Acheter ou acquérir ou posséder par bail, immeubles, brevets ou procédés qui peuvent être jugés nécessaires pour les fins pour laquelle la dite compagnie est incorporée, et payer pour telle acquisition au besoin en argent ou obligations ou en actions acquittées de la compagnie

Vendre du gaz pour l'éclairage ou le chauffage ou la force motrice produite du gaz de tourbe ou autres gaz

Obtenir des privilèges, à cette fin, creuser, poser des tuyaux avec le consentement des municipalités ou villes intéressées;

Faire le commerce de charbon-tourbe et produits dérivants de la fabrication du gaz de tourbe préparée pour servir à faire du gaz et pour toute autre utilité commerciale;

Opérer des fonderies, hauts-fourneaux ou autres industries pour les fins du gaz et de ses sous-produits

Acheter, acquérir utiliser tous droits exclusifs, patentes, droits de brevets d'invention ou privilèges se rattachant aux produits de la dite compagnie;

Vendre ou autrement disposer de l'entreprise en entier ou aucune partie d'icelle que la compagnie jugera convenable de fusionner avec toute autre compagnie ou s'engager dans un entreprise similaire, sous le nom de "Ideal Gas Company, Incorporated", avec un fonds social de cent vingt-cinq mille piastres (\$125,000.00), divisé en six mille deux cents cinquante (6250) actions de vingt piastres (\$20.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation, est dans la cité de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce vingt-sixième jour de mai 1915.

C. J. SIMARD,

3223—23—2 Sous-secrétaire de la province.

tain price payable in whole or in part in bonds or in paid up shares of other companies and to allot such bonds or shares to its own shareholders;

To issue paid up shares in payment of any purchase price of moveable or immoveable property or rights thereon or in payment of any debt due by the company;

To borrow on bonds or obligations according to law and to be a party to bills of exchange promissory notes, cheques and other negotiable instruments, under the name of "La Compagnie Neuville, Limitée", with a capital stock of twenty thousand dollars (\$20,000.00), divided into two hundred (200) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The principal place of business of the corporation, will be in the city of Quebec.

Dated from the office of the provincial secretary, this twenty sixth day of May, 1915

C. J. SIMARD,

3222—23—2 Deputy Provincial Secretary.

#### Ideal Gas Company, Incorporated.

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the province of Quebec, bearing date the twenty sixth day of May, 1915, incorporating Messrs. Joseph Armand Oligny, and Ives Irène Auger, accountants; Avila Busseau, baker; Francis Busseau, gentleman; and Charles Auger, electrician, of the city of Montreal, for the following purposes:

To manufacture, utilize, produce, prepare and sell for the trade, gas, by means of peat or any other materials suitable for the above purposes;

To build works, purchase and sell lands, mines and products resulting from the above business;

To purchase or acquire or hold by lease, real estate, patents or processes which may be deemed necessary for the purposes wherefor the said company is incorporated, and to pay for such acquisition as needs be in cash or bonds or in paid up shares of the company;

To sell gas for light and heat or motive power generated from peat gas or other gas;

To obtain privileges to that effect, dig for and lay pipes with the consent of interested municipalities or towns;

To deal in peat coal and products derived from the manufacturing of peat gas prepared for the making of gas and for any other commercial use;

To operate foundries, blast furnaces or other industries for the making of gas and by-products thereof;

To purchase, acquire, utilize any exclusive rights, patents, patent rights, brevets d'invention or privileges incidental to the products of the said company;

To sell or otherwise dispose of the whole or any part of the undertaking as the company may deem convenient, to amalgamate with any other company or engage in any similar undertaking, under name of "Ideal Gas Company, Incorporated", with a capital stock of one hundred and twenty five thousand dollars (\$125,000.00), divided into six thousand two hundred and fifty (6250) shares of twenty dollars (\$20.00) each.

The principal place of business of the corporation, will be in the city of Montreal.

Dated from the office of the provincial secretary, this twenty sixth day of May, 1915

C. J. SIMARD,

3224—23—2 Deputy Provincial Secretary.

**The Canadian Garment Company,  
Limited.**

Avis est donné au public qu'en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-Gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-deuxième jour de mai 1915, constituant en corporation MM. Robert Thomas Mullin, avocat, John Gilmore, comptable, Alexandre Papineau Mathieu, avocat, Arthur Glen Ernest Rankin, notaire public, Armand Mathieu, avocat, de la cité de Montréal, pour les objets suivants:

Acheter, vendre manufacturer et commercer sur tous effets, denrées et marchandises de toutes espèces et descriptions et plus particulièrement sur vêtements d'enfants et tabliers, de toute nature et description;

Acheter et autrement acquérir des biens immobiliers pour les objets de la compagnie;

Faire tout commerce relatif au précédent que la compagnie jugera susceptible d'être convenablement exercé en rapport avec aucun des commerces et objets ci-haut mentionnés ou de nature à augmenter la valeur d'aucun des biens et droits de la compagnie ou à les rendre productifs dans le temps;

Acquérir et assumer par achat ou autrement toutes ou aucune partie des affaires, des biens ou de l'entreprise de toute personne ou compagnie exerçant le commerce que cette compagnie est autorisée à exercer ou en possession de biens de la nature de ceux qui sont propres aux objets de la compagnie, le tout à titre de commerce en opération, et les payer soit avec de l'argent comptant soit avec des actions entièrement libérées de la compagnie, en partie, en argent et avec des parts entièrement acquittées de la compagnie;

Souscrire, assumer et par tout moyen acquérir du capital, des parts, des obligations, des débetures, ou autres créances et valeurs dans toute compagnie et obligation et les vendre ou autrement en disposer;

Garantir toutes les obligations, débetures, créances et valeurs ainsi vendues et aliénées par cette compagnie, ou les obligations, débetures, créances d'aucune compagnie exerçant un commerce susceptible d'être exercé au bénéfice de cette compagnie;

Vendre ou autrement disposer des biens meubles et immeubles et de l'entreprise de la compagnie ou d'aucune partie d'icelle, en considération de ce que la compagnie jugera convenable, et spécialement, pour des parts, débetures et valeurs de toute autre compagnie ayant des objets en tout ou partie identiques à ceux de cette compagnie;

S'associer ou faire toutes conventions pour le partage des bénéfices, l'union des intérêts, la co-opération, le risque conjoint, concession réciproque ou autre, avec toute personne ou compagnie exerçant ou sur le point d'exercer tout commerce ou faisant ou étant sur le point de faire toute transaction que cette compagnie est autorisée à exercer ou à faire, susceptible d'être exercés de manière à tourner directement ou indirectement au bénéfice de la compagnie;

Demander, acheter ou acquérir toute patente, brevets d'invention, licences, concessions et autres semblables conférant un droit exclusif ou non exclusif, ou restrictif à l'usage d'aucun secret, ou autre renseignement se rapportant à aucune invention qui pourra paraître susceptible d'être utilisée pour aucune des objets de la compagnie ou dont l'acquisition pourra être calculée directement ou indirectement bénéficiaire à la compagnie, ou employer, exercer, développer ou accorder les permis s'y rapportant, ou faire autrement tourner au profit de la compagnie les biens, privilèges et renseignements ainsi acquis;

**The Canadian Garment Company,  
Limited.**

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant Governor of the province of Quebec, bearing date the twenty second day of May, 1915, incorporating Messrs. Robert Thomas Mullin, advocate, John Gilmore, accountant, Alexander Papineau Mathieu, advocate, Arthur Glen Ernest Rankin, notary public, Armand Mathieu, advocate, of this city of Montreal, for the following purposes:

To buy, sell, manufacture and deal in goods, wares and merchandise of all kinds and descriptions and more particularly children dresses and aprons, of all sorts and kinds;

To purchase or otherwise acquire real estate for the purposes of the company's business;

To carry on any business germane to the foregoing which may seem to the company capable of being conveniently carried on in connection with any of the above businesses or objects or calculated to enhance the value or render profitable any of the company's properties or rights for the time being;

To acquire and take over by purchase or otherwise all or any part of the business, property or undertaking of any person or company carrying on business the company is authorized to carry on or possessed of property suitable for the purposes of the company as a going concern and to pay for the same either in money or in fully paid up shares of the company or partly in money and partly in fully paid up shares of the company;

To subscribe for, take over or in any way acquire stocks, shares, bonds, debentures, or other obligations or securities of any company or corporations and the same to sell or otherwise dispose of;

To guarantee any bonds, debentures, obligations or securities so sold or disposed of by this company, or the bonds, debentures or obligations of any company carrying on any business capable of being conducted so as to benefit this company;

To sell or otherwise dispose of the immoveable and moveable property and the undertaking of the company or any part thereof for such consideration as the company may think fit, and in particular for shares, debentures or securities of any other company having objects altogether or in part similar to those of this company;

To enter into partnership or into any arrangement for sharing profits, union of interest, co-operation, joint adventure, reciprocal concession or otherwise, with any person or company carrying on, or engaged in or about to carry on, or engage in any business or transaction which the company is authorized to carry on or engage in or any business or transaction capable of being conducted so as directly or indirectly to benefit this company;

To apply for, purchase or otherwise acquire any patent, brevets d'invention, licenses, concessions and the like conferring any exclusive or non exclusive or limited right to use, or any secret or other information as to any invention which may seem capable of being used for any of the purposes of the company or the acquisition of which may seem calculated directly or indirectly to benefit the company and to use, exercise, develop or grant licenses in respect of or otherwise turn to account the property, rights or information so acquired;

Rémunérer toute personne ou compagnie pour les services rendus ou à rendre dans le placement ou l'aide au placement ou la garantie du placement d'aucune des actions du capital de la compagnie, dans ou à l'occasion de la formation ou de l'organisation de la compagnie ou dans la gestion de ses affaires;

Faire tous et chacun des actes permis par les présentes, soit seuls, soit conjointement avec d'autres, comme mandataires, fiduciaires ou agents d'autres personnes;

Faire toutes choses se rapportant à aucun des objets de la compagnie ou tendant à leur réalisation;

Aucun des pouvoirs conférés en vertu des paragraphes précédents ne pourra être restreint par référence à un autre paragraphe quelconque ou par induction d'icelui, sous le nom de "The Canadian Garment Company, Limited", avec un capital actions de vingt mille (\$20,000.00) piastres, divisé en deux cents actions (200) de cent (\$100.00) piastres chacune.

La principale place d'affaires de la corporation, est en la cité de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce vingt-deuxième jour de mai 1915.

C. J. SIMARD,

3225-23-2 Sous-secrétaire de la province.

#### Winder's, Limited.

Avis est donné au public qu'en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-Gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du dix-neuvième jour de mai 1915, constituant en corporation MM. Andrew Ross McMaster, conseil du Roi, de la cité de Westmount, Auguste Angers, avocat,

Patrick Sylvestre Kennedy, étudiant en droit, Mademoiselle Minnie Bradley, secrétaire, Mademoiselle Margaret Hartley, secrétaire, de la cité de Montréal, pour les objets suivants:

Faire le commerce d'effets denrées et marchandises de toutes espèces et descriptions;

Exercer tout autre commerce qui pourra paraître à la compagnie susceptible d'être conduit convenablement en rapport avec celui de la compagnie, ou jugé, directement ou indirectement de nature à augmenter les biens et droits de la compagnie ou à les rendre productifs;

Faire le commerce d'agents de manufacturiers;

Acquérir et assurer, en tout ou en partie, l'actif et le passif de toute personne ou compagnie faisant le commerce que cette compagnie est autorisée à exercer ou en possession de biens convenables aux objets de la compagnie, et payer ces acquisitions avec des actions ou des obligations de la compagnie;

Acquérir des brevets d'invention ou concessions conférant tous droits à l'usage d'aucune invention qui pourra sembler susceptible d'être utilisée à la réalisation des objets de la compagnie, ou tout renseignement y relatif;

Se fusionner avec aucune autre compagnie ou faire des conventions pour le partage des profits avec toute personne ou compagnie faisant un commerce ou des affaires semblables au commerce et aux affaires pour lesquels cette compagnie a obtenu son autorisation, ou étant engagée ou sur le point de s'engager dans tel commerce ou faire affaires, ou qui pourraient être conduits, directement ou indirectement au bénéfice de cette compagnie;

Vendre et disposer de l'entreprise de la compagnie ou d'aucune partie d'icelle, en considération de ce que la compagnie jugera convenable, et spécialement, pour des actions, obligations ou

To remunerate any person or company for services rendered or to be rendered in placing or assisting to place or guaranteeing the placing of any of the shares of the company's capital stock or any debentures, debenture stock or other securities of the company, in or about the formation or promotion of the company or the conduct of its business;

To do all or any of the acts hereby authorized either alone or in conjunction with others or as factors, trustees or agents of others;

To do all such things as are incidental or conducive to the attainment of any of the above objects;

Any powers granted in any of the paragraphs hereof shall not be restricted from reference or inference to any other paragraph herein, under the name of "The Canadian Garment Company Limited" with a capital stock of twenty thousand dollars (\$20,000.00), divided into two hundred (200) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The principal place of business of the corporation, is in the city of Montreal.

Dated from the office of the provincial secretary, this twenty second day of May, 1915.

C. J. SIMARD,

3226-23-2 Deputy Provincial Secretary.

#### Winder's, Limited.

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant Governor of the Province of Quebec, bearing date the nineteenth day of May, 1915, incorporating Messrs. Andrew Ross McMaster, King's Counsel, of the city of Westmount, Auguste Angers, advocate, Patrick Sylvestre Kennedy, student at law, Miss Minnie Bradley, secretary, Miss Margaret Hartley, secretary, of the city of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of dealer in all sorts and kinds of goods, wares and merchandise;

To carry on any other business, manufacturing or otherwise, which may seem to the company capable of being conveniently carried on in connection with the company's business, or calculated directly or indirectly to enhance the value or render profitable any of the company's property or rights;

To carry on the business of manufacturers' agents;

To acquire and undertake the whole or any part of the business, property and liabilities of any person or company carrying on any business which the company is authorized to carry on, or possessed of property suitable for the purposes of the company, and to pay for the same in stock or bonds of the company;

To acquire any patents or concessions conferring any right of use or any information as to any invention which may seem capable of being used for the purposes of the company;

To amalgamate with any other company or enter into any arrangement for sharing profits with any person or company carrying on or engaged in or about to carry on or engage in any business or transaction which this company is authorized to carry on or engage in, or any business or transaction capable of being conducted so as directly or indirectly to benefit this company;

To sell or dispose of the undertaking of the company or any part thereof, for such consideration as the company may deem fit, and in particular for shares, bonds or securities of any other

valeurs d'aucune autre compagnie identifiée à celle-ci dans ses objets en tout ou en partie, sous le nom de "Winder's, Limitée", avec un capital action de dix mille piastres (\$10,000.00), divisé en deux cents actions (200) de cinquante piastres (\$50.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation, est en la cité de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce dix-neuvième jour de mai 1915.

C. J. SIMARD,

3093—22-2 Sous secrétaire de la province.

**Majestic Moving Pictures Theatre,  
Incorporated**

Avis est donné au public qu'en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-Gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du dix-septième jour de mai 1915, constituant en corporation MM. Louis Heber, charretier; Elias Herskovitch, tailleur; Harry Singer, pharmacien; Nathan Adler, marchand, et Max Berenstein, marchand, de la cité de Montréal, pour les objets suivants:

Construire des théâtres et autres édifices et installations convenables à ces fins, les entretenir, les administrer, gérer les dits théâtres et autres édifices quand ils seront érigés et construits;

Faire le commerce de propriétaires de théâtres et de gérants et spécialement voir à la production, représentation des opéras, jeux scéniques, opérettes, comédies burlesques, vaudevilles, ballets, pantomines, pièces à sensation, promenades et autres concerts, représentations dramatiques et musicales et amusements;

Faire le commerce de restaurateurs, marchands de vins et de spiritueux, conformément aux prescriptions de la loi des licences de Québec, agents de théâtres, bureau de location, propriétaires de salles de concerts, gérants d'hôtel, éditeurs et imprimeurs de musique et de drame, et tout autre commerce qui pourrait être exercé convenablement en rapport avec aucun de ces objets et qui pourrait paraître de nature à faire profiter les biens et droits de la compagnie, dans le temps;

Faire des conventions avec les auteurs ou autres personnes pour les droits de représentations des opéras, pièces de théâtres, opérettes, comédies burlesques, vaudevilles, ballets, pantomines, pièces à sensation, compositions musicales, et autres amusements dramatiques et musicaux, ou pour leur représentation, dans la Puissance du Canada et ailleurs, et être parties à des arrangements de toutes sortes avec des artistes et autres personnes;

Faire toute autre commerce qui pourrait paraître à la compagnie propre à être exercé en rapport avec les objets ci-hauts, ou calculé directement ou indirectement de nature à augmenter la valeur des biens et droits de la compagnie ou à les rendre productifs;

Acquérir et assumer, en tout ou en partie, le commerce, l'actif et le passif et la clientèle de toute personne ou compagnie faisant un commerce que cette compagnie est autorisée à faire, ou en possession de biens propres aux objets de cette compagnie, et les payer en parts libérées et non sujettes à appel de cette compagnie;

Faire des arrangements pour le partage des bénéfices, union d'intérêts, coopération, risque conjoint, concession réciproque, ou autrement, avec toute personne ou compagnie faisant ou sur le point de faire un commerce ou un genre d'affaires pour lequel cette compagnie se fait autoriser, ou toutes affaires susceptibles d'être conduites de manière à profiter à la compagnie directement ou indirectement, prêter de l'argent, garantir

company having objects altogether or in part similar to those of this company, under the name of "Winder's, Limited", with a capital stock of ten thousand dollars (\$10,000.00), divided into two hundred (200) shares of fifty dollars (\$50.00) each.

The principal place of business of the corporation, is in the city of Montreal.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this nineteenth day of May, 1915.

C. J. SIMARD,

3094—22-2 Deputy Provincial Secretary.

**Majestic Moving Pictures Theatre,  
Incorporated.**

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant Governor of the Province of Quebec, bearing date the seventeenth day of May, 1915, incorporating Messrs. Louis Heber, carter; Elias Herskovitch, tailor; Harry Singer, druggist; Nathan Adler, merchant and Max Berenstein, merchant, of the city of Montreal, for the following purposes:

To construct theatres and other buildings and works convenient for the purposes thereof, and to manage, maintain, and carry on the said theatres and other buildings when so erected or constructed.

To carry on the business of theatre proprietors and managers and in particular to provide for the production, representation and performance of opera, stage plays, operettas, burlesques, vaudevilles, ballets, pantomines, spectacular pieces, promenade and other concerts, and other musical and dramatic performances and entertainments;

To carry on the business of restaurant keepers, wine and spirit merchants, according to the prescriptions of the Quebec License Act, theatrical agents, box office keepers, concert room proprietors, hotel keepers, dramatic and musical publishers and printers, and any other business which can be conveniently carried on in connection with any of those objects as may seem calculated to render profitable any of the company's property and rights for the time being;

To enter into agreements with authors or other persons for the dramatic rights of operas, plays, operettas, burlesques, vaudevilles, ballets, pantomines, spectacular pieces, musical compositions, and other dramatic and musical purposes and entertainments, or for the representation thereof, in the Dominion of Canada and elsewhere, and to enter into engagements of all kinds with artists and other persons;

To carry on any other business which may seem to the company capable of being conveniently carried on in connection with the above, or calculated directly or indirectly to enhance the value of or render profitable any of the company's property or rights;

To acquire and undertake the whole or any part of the business, property, goodwill and liabilities of any person or company carrying on any business which this company is authorized to carry on, or possessed of property suitable for the purposes of this company and to pay for the same in paid up and non assessable shares of the said company;

To enter into any arrangement for sharing of profits, union of interests, co-operation, joint adventure, reciprocal concession, or otherwise, with any person or company carrying on or engaged in, or about to carry on or engaged in, any business or transaction which this company is authorized to carry on or engaged in, or any business or transaction capable of being, conducted, so as directly or indirectly to

l'exécution des contrats, ou autrement aider ces personnes et compagnies; prendre et autrement acquérir des actions et valeurs de ces compagnies, les vendre, les détenir, les re-émettre, avec ou sans garantie, ou autrement en disposer;

Prendre et autrement acquérir et détenir des actions dans aucune autre compagnie similaire dans ses objets à cette compagnie, en tout ou en partie, ou faisant des affaires susceptibles d'être conduites, directement ou indirectement au bénéfice de cette compagnie;

Emprunter, prélever ou se procurer les paiements d'argent de toute autre manière que la compagnie jugera convenable et spécialement, par l'émission de débetures, obligations perpétuelles ou autrement, au débit de tous et aucun des biens de la compagnie, y compris le capital souscrit et non payé, racheter et payer ces valeurs;

Rémunérer toute personne et compagnie pour services rendus ou à rendre dans la souscription, l'aide à la souscription ou la garantie de souscription d'aucune action du capital de la compagnie à d'aucune débeture ou autre valeur de la compagnie, dans l'organisation ou à l'occasion de l'organisation de la compagnie, ou dans la gestion de ses affaires;

Tirer, faire, accepter, endosser, escompter, payer et émettre des billets promissoires, lettres de change, connaissements, mandats, débetures et autres effets négociables et transportables; les opérations de la compagnie devant s'étendre à toute la province de Québec, sous le nom de "Majestic Moving Pictures Theatre incorporated", avec un capital action de dix-neuf mille piastres (\$19,000.00) divisé en cent quatre-vingt-dix parts (190) de cent piastres (\$100.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation, sera en la cité de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce dix-septième jour de mai 1915.

C. J. SIMARD,

3091-22-2 Sous-secrétaire de la province.

#### National Bakeries, Limited.

Avis est donné au public qu'en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-Gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du dix-neuvième jour de mai 1915, constituant en corporation MM. John Swinwood Rigby, courtier; Herbert Kingsley, gérant; Roland Edward Kingsley, comptable; William Budge Baikie, agent et Lawrence Elwin Barrett, gérant de la cité de Montréal, pour les fins suivantes:

Acquérir, prendre à bail, posséder, donner à bail, gérer et exploiter des boulangeries, manufactures, entrepôts, machinerie, réfrigérateurs, magasins de gros et de détail; fabriquer, acheter, vendre et faire commerce des gateaux, pâtisseries, pain, biscuits, confiserie, crème à la glace, gomme à mâcher, viandes cuites, provisions, légumes, fruits, et toutes autres catégories d'aliments et de matières alimentaires, et manufacturer, extraire et fabriquer tous produits et leurs dérivés;

Faire pour les fins susdites le commerce de transport, d'entrepôt, camionneurs, expéditeurs, et acquérir, détenir, exploiter et utiliser du matériel roulant;

Faire tout autre commerce de manufacture ou autre qui pourrait paraître à la compagnie susceptible d'être exercé en rapport avec son propre commerce, ou jugé bon à augmenter directement ou indirectement la valeur des biens et droits de la compagnie ou à les rendre productifs;

benefit this company, and to lend money to, guarantee the contracts of, or otherwise assist any such person or company, and to take or otherwise acquire shares and securities of any such company, and to sell, hold, re-issue, with or without guarantee, or otherwise deal with the same;

To take or otherwise acquire, and hold shares in any other company having objects altogether or in part similar to those of this company or carrying on any business capable of being conducted so as directly or indirectly to benefit to this company;

To borrow or raise or secure the payment of money in such other manner as the company shall think fit, and in particular by the issue of debentures, or debenture stock, perpetual or otherwise, charged upon all or any of the company's property, including its uncalled capital, and to redeem or pay of any such securities;

To remunerate any person or company for services rendered, or to be rendered in placing or assisting to place, or guaranteeing the placing of any of the shares in the company's capital, of any debentures or other securities of the company or in or about the formation of the company, or the conduct of its business;

To draw, make, accept, endorse, discount, execute and issue promissory notes, bills of exchange, bills of lading, warrants, debentures and other negotiable or transferable instruments; the operations of the company to be carried throughout the province of Quebec, under the name of "Majestic Moving Pictures Theatre, Incorporated", with a capital stock of nineteen thousand dollars (\$19,000.00), divided into one hundred and ninety (190) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The principal place of business of the corporation, is in the city of Montreal.

Dated from the office of the provincial secretary, this seventeenth day of May, 1915.

C. J. SIMARD,

3092-22-2 Deputy Provincial Secretary.

#### National Bakeries, Limited.

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant Governor of the province of Quebec, bearing date the nineteenth day of May, 1915, incorporating Messrs. John Swinwood Rigby, broker; Herbert Kingsley, manager; Roland Edward Kingsley, accountant; William Budge Baikie, agent, and Lawrence Elwin Barrett, manager, of the city of Montreal, for the following purposes:

To acquire, rent, possess, lease, manage and operate bakeries, factories, warehouses, machinery, refrigerating plants, stores (both wholesale and retail); and to manufacture, buy, sell and deal in cakes, pastry, bread, biscuits, confectionery, ice cream, chewing gum, cooked meats, provisions, vegetables, fruits, and all other classes of foods and food-stuffs, and to manufacture, extract and produce all products and by-products thereof;

To carry on for the purposes aforesaid the business of carters, warehousemen, draymen, and forwarders, and to acquire, hold, operate, and dispose of rolling stock;

To carry on any other business, whether manufacturing or otherwise, which may seem to the company capable of being carried on, in connection with its business, or calculated directly or indirectly to increase the value of, and render profitable, any of the company's property or rights;

Acquérir par achat, louage ou autrement, l'entreprise, l'actif, le commerce, les biens personnels et réels, la clientèle, les franchises, droits patentés, droits de reproduction, marques de commerce, droits privilégiés, contrats, créances et obligations utiles ou se rapportant au commerce de la compagnie, aux termes et conditions qui paraîtront convenables, de toute personne, société ou compagnie, et payer ces acquisitions argent comptant, avec des actions libérées, obligations, débiteures et autres valeurs de la compagnie dont on pourra convenir, les vendre ou autrement en disposer, transiger sur toutes et chacune d'icelles.

Acquérir par achat, vente ou autrement, tout bien réel et personnel, propriété mobilière et immobilière, que la compagnie jugera nécessaire d'acquérir, pour la réalisation de ses fins, ou pour tout autre objet;

Acquérir, détenir et posséder des actions dans toute autre corporation faisant un commerce identique, en tout ou en partie, et les payer totalement ou partiellement avec de l'argent comptant, ou émettre des actions de la compagnie entièrement libérées en paiements total ou partiel d'icelles, ou autrement, de la manière dont on pourra convenir, les rendre ou autrement en disposer;

Émettre en paiement de toute propriété ou droits acquis par la compagnie par suite de combinaison ou autre entente à l'effet de réaliser les objets de la compagnie, des débiteures, du stock commun ou préférentiel de la compagnie, ce stock devant être libéré et non sujet à appel;

Demander, acheter, louer ou autrement acquérir, aucune patente, invention, droits patentés, marques de commerce, noms de commerce, formules, agences ou autres droits, privilèges, concessions se rapportant aux droits ou à aucun d'iceux, et payer ces acquisitions de même que les services rendus à la compagnie, soit en tout soit en partie, avec de l'argent comptant, ou partiellement par l'émission de capital libéré de la compagnie ou autrement;

Sans en aucune manière, restreindre le sens général de ce qui précède, acquérir et entreprendre, en tout ou en partie, le commerce, les droits, la clientèle, les propriétés, l'actif, brevets d'invention, patentes, clientèle, marques de commerce, de toute personne, société, agence, corporation exerçant le commerce que cette compagnie est autorisée à faire; assumer toutes les obligations ou parties d'icelles, et payer ces acquisitions, en tout ou en partie, avec de l'argent comptant, des obligations; répartir et émettre, comme entièrement libérées et non sujettes à appel, des actions du capital de la compagnie, souscrites ou non;

Vendre ou autrement disposer, en tout ou en partie, des biens, créances, droits, entreprises et clientèle de la compagnie, et recevoir, en paiement total ou partiel de ces valeurs, de l'argent comptant, des obligations, des actions ou autres valeurs dans toute corporation ou compagnie, cette vente ou autre moyen de disposition devant être valide et engager la compagnie, pourvu que ces paiements soient approuvés par les actionnaires représentant les deux-tiers en valeur du capital souscrit dans cette compagnie;

Faire des conventions pour le partage des bénéfices, l'union des intérêts, la coopération, le risque conjoint ou autre, avec toute personne ou compagnie faisant un commerce ou ayant l'intention de faire le commerce que cette compagnie est autorisée à exercer ou qui peut être rapporté au bénéfice direct ou indirect de la compagnie;

Il est par le présent déclaré qu'il est de l'intention de la compagnie que les objets spécifiés aux paragraphes précédents ne devront en aucune façon être restreints ou limités par référence aux

To acquire by purchase, lease or otherwise, the undertaking, assets, business and property, real and personal, and the goodwill, franchises, patents, copyrights, trade-marks, rights, privileges, contracts and assets and liabilities useful or incidental to the business of the company, upon such terms and conditions as may be deemed advisable; from any individual, firm, or corporation and to pay for the same in cash, or fully paid up shares, bonds or other securities of the company, or otherwise, as may be agreed upon, and to sell or otherwise dispose of, or deal with, all or any portion of the same;

To acquire, by purchase, lease or otherwise, any real or personal, moveable or immovable property, which the company may deem necessary, for the purpose of carrying out the objects of the company, or for any other purposes;

To acquire, hold and own shares in any other corporation, doing business, in whole or in part, of a like nature, and to pay for the same, either in cash, or part cash, or to issue fully paid up shares of the company, in payment or part payment thereof, or otherwise, as may be arranged, and to sell, or otherwise deal with the same;

To issue in payment of any property, or rights acquired by the company, in consideration of any amalgamation other arrangement for the pursuance of the company's objects, bonds or common or preferred shares of stock of the company, as fully paid up and non assessable;

To apply for, purchase, lease or otherwise acquire, any patents of invention, patent rights, trade marks, trade names, formulae, agencies or other rights, privileges, or concessions relating to the foregoing objects, or any of them, and to pay for the same, or for services rendered to the company either in whole, or in part, by cash, or partly by cash and by the issue of paid up stock of the company, or otherwise;

Without in any way restricting the generality of the foregoing, to acquire and undertake the whole or any part of the business, rights, goodwill, property and assets, patents of invention, patent rights, trade marks, of any individual, firm, agency, or corporation, carrying on any business which the company is authorized to carry on; and to assume the whole or any part of the liabilities thereof, and to pay for the same in whole or in part, in cash, or in bonds, in payments or in part payment thereof; to allot and issue, as fully paid up and non assessable, shares of the capital stock of the company, whether subscribed for, or not

To sell or otherwise dispose of the whole or any part of the property, assets, rights, undertakings or goodwill of the company, and to accept payment for the same wholly or in part in cash, bonds, stock or other securities, in any corporation or company, any such sale or disposal to be valid and binding on the company, provided the same is accepted by shareholders representing two-thirds of the subscribed capital of the company;

To enter into any arrangement for the sharing of profits, union of interest, co-operation, joint adventure or otherwise, with any person or company carrying on, or intending to carry on any business which this company is authorized to carry on, or is capable of being conducted, so as to directly or indirectly benefit the company;

It is hereby declared to be the intention of the company that the objects specified in the foregoing paragraphs shall be in no wise restricted or limited by reference to, or inference from the

termes d'aucun autre paragraphe, ni par induction d'iceux, ni du nom de la compagnie;

Distribuer aux actionnaires de la compagnie, en nature, tout bien d'icelle, et spécialement, ses actions, débetures, ou valeurs, qui lui appartient et dont elle pourra disposer, sous le nom de "National Bakeries, Limited", avec un capital action de vingt mille piastres (\$20,000.00), divisé en deux cents (200) actions de cent (\$100.00) piastres chacune.

La principale place d'affaires de la corporation, est en la cité de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce dix-neuvième jour de mai 1915.

C. J. SIMARD,  
3089—22-2 Sous-secrétaire de la province.

#### Victoria Athletic Club, Limited.

Avis est donné au public que, en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-Gouverneur de la province de Québec, des lettres-patentes, en date du dix-neuf mai 1915, constituant en corporation M.M. Armand Laverne, avocat; Louis Harry Gaudry, industriel; Louis Létourneau, négociant; Jacques Joseph Timmons, manufacturier, et Henri Fontaine, propriétaire d'hôtel, de Québec, dans les buts suivants:

L'encouragement des sports et des jeux athlétiques dans la province de Québec; dans ce but de tenir des concours, donner des exhibitions publiques, des tournois et des jeux athlétiques dans toutes les branches; d'acheter toutes les affaires, crédits, achalandage de tous individus, compagnies ou sociétés faisant le même genre d'affaires, et de payer pour cela en parts acquittées de la compagnie; d'acheter, louer ou autrement acquérir ou obtenir des propriétés pour remplir les objets de la compagnie; de vendre des billets de membres pour l'admission des porteurs d'iceux à toutes exhibitions, tous concours ou tournois donnés par la compagnie;

De construire des théâtres et autres bâtisses et travaux pour cette fin, et de gérer, maintenir et et opérer ces dits théâtres et autres bâtisses une fois construits;

De faire affaires comme propriétaires et gérant de théâtres.

D'acquérir ou de détenir des actions de toutes autres compagnies ou d'exercer toute autre entreprise capable de faire bénéficier la compagnie, soit directement ou indirectement;

De rémunérer toutes personnes ou compagnie pour services rendus, ou à être rendus en plaçant ou aidant à placer, vendre, ou garantissant le placement d'aucune part du capital-actions de la compagnie, aucune débeture ou autres suretés de la compagnie, ou dans la formation de la compagnie ou l'organisation de ses affaires;

De tirer, faire, accepter, endosser, escompter, exécuter ou émettre des billets promissoires, lettres de change, débetures ou autres effets négociables, sous le nom de "Victoria Athletic Club, Limited", avec un fonds social de vingt mille piastres (\$20,000.00), divisé en deux mille (2000) actions de dix piastres (\$10.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation, est dans la cité de Québec.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce dix-neuvième jour de mai 1915.

C.-J. SIMARD,  
3067—22-2 Sous-secrétaire de la province.

terms of any other paragraphs, or the name of the company;

To distribute among the shareholders of the company in kind, any property of the company, and in particular shares, debentures, or securities of the company, belonging to the company and which the company may have power to dispose of under the name of "National Bakeries, Limited", with a capital stock of twenty dollars (\$20,000.00) divided into two hundred (200) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The principal place of business of the corporation, is in the city of Montreal.

Dated from the office of the provincial secretary, this nineteenth day of May, 1915.

C. J. SIMARD,  
3090—22-2 Deputy Provincial Secretary.

#### Victoria Athletic Club, Limited.

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the province of Quebec, bearing date the nineteenth day of May, 1915, incorporating Messrs. Armand Laverne, advocate; Louis Harry Gaudry, manufacturer; Louis Létourneau, merchant; James Joseph Timmons, manufacturer, and Henri Fontaine, hotel proprietor, of Quebec, for the following purposes:

The promotion of sports and athletics in the province of Quebec; for the above purpose to hold contests, give public exhibitions, tournaments and athletic games in all branches thereof; to purchase the business, credits, goodwill of any individual, company or firms carrying on the same kind of business and to pay therefor in paid up shares of the company; to purchase, lease or otherwise acquire or secure any property for the attainment of the company's objects; to sell membership cards for the admission of holders thereof to all exhibitions, contests and tournaments held by the company;

To construct theatres and other buildings and works for the above purposes and manage, maintain and operate said theatres and works when constructed;

To carry on the business of theatre owners and managers;

To acquire or hold shares in any other companies and carry on any other undertaking capable of directly or indirectly benefiting the company;

To remunerate any persons or companies for services rendered or to be rendered in placing, selling or guaranteeing the placing of any shares of the capital stock of the company, any debenture or other securities of the company, or in or about the formation of the company or the organization of its business;

To draw, make, accept, endorse, discount, execute or issue promissory notes, bills of exchange, debentures or other negotiable instruments, under the name of "Victoria Athletic Club, Limited", with a capital stock of twenty thousand dollars (\$20,000.00), divided into two thousand (2000) shares of ten dollars (\$10.00) each.

The principal place of business of the corporation, will be in the city of Quebec

Dated from the office of the Provincial Secretary, this nineteenth day of May, 1915.

C.-J. SIMARD,  
3068 Deputy Provincial Secretary.

Avis est par le présent donné, que la compagnie "The Barber, Alphas Paving Company" a nommé par nouvelle procuration, M. Rosaire Dupuis, de la cité de Montréal, son agent principal, pour la province.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce trente-et-unième jour de mai 1915.

C. J. SIMARD,  
3229 Sous-secrétaire de la province.

SOCIETE COOPERATIVE AGRICOLE.

Avis est donné qu'en vertu de la loi concernant les sociétés coopératives agricoles, 1908, M. Eugène Vincent, cultivateur, d'Albanel, comté du Lac Saint-Jean, et autres, ont formé une société coopérative agricole sous le nom de "Société Coopérative Agricole de Sainte-Lucie-D'Albanel", avec sa principale place d'affaires dans la municipalité du canton d'Albanel, dans le comté du Lac Saint-Jean.

Les objets pour lesquels cette société est formée sont: l'amélioration et le développement de l'agriculture ou de l'une ou de quelques-unes de ses branches, la fabrication du beurre ou du fromage, ou des deux, l'achat et la vente d'animaux, d'instruments d'agriculture, d'engrais commerciaux et d'autres objets utiles à la classe agricole, l'achat, la conservation, la transformation et la vente de produits agricoles.

Le soussigné, ministre de l'Agriculture de la province de Québec, autorise la formation de cette société.

Daté à Québec, le premier jour du mois de juin, 1915.

JOS.-ED. CARON,  
3375 Ministre de l'Agriculture.

AVIS

Avis est par le présent donné que "The Society for the Protection of Women and Children", de Montréal, P. Q., a obtenu un permis et a été enregistrée pour faire dans cette province les affaires d'une société charitable, tel qu'exposée dans la loi 2 Geo. V., 1912, chap. 115.

Le siège principal de la société est dans la cité de Montréal, P. Q.

Donné conformément à l'article 6950, S. R. Q., 1909, ce vingt-septième jour de mai 1915.

Pour le trésorier de la province de Québec.

WILLIAM CHUBB,  
Surintendant des assurances, P. Q.

Division des assurances,  
Département du Trésor.  
Québec, P. Q. 3193-23-2

AVIS.

Avis est par le présent donné que "The Protestant Relief Society", de Montréal, P. Q., a obtenu un permis et a été enregistrée pour transiger dans la province les affaires de société charitable tel que contenu dans la déclaration qui a précédé son autorisation par le lieutenant-gouverneur en conseil, savoir:

Distribuer des secours aux pauvres, et coopérer avec d'autres sociétés similaires pour assurer une sage administration des secours aux pauvres.

Prévenir la distribution sans discernement des secours aux pauvres, et le recouvrement d'iceux.

Procurer de l'emploi à ceux qui sont capables de se supporter eux-mêmes, en tout ou en partie.

Obtenir de l'aide du public et autres sources appropriées, pour ses fins.

Aider en encourageant des projets industriels pour les sans-emplois.

Notice is hereby given that "The Barber Asphalt Paving Company" has, by a new power of attorney, appointed Mr. Rosaire Dupuis, of the city of Montreal, its principal agent for the Province.

Dated from the office of the provincial secretary, this thirty first day of May, 1915.

C. J. SIMARD,  
3230 Deputy Provincial Secretary.

COOPERATIVE AGRICULTURAL ASSOCIATION.

Public notice is hereby given that by and in virtue of the Act respecting cooperative agricultural associations, 1908, Mr. Eugene Vincent, farmer, of Albanel, county of Lake Saint John, and others, have formed a cooperative agricultural association under the name of "Société Coopérative Agricole de Sainte-Lucie-d'Albanel", with its chief place of business in the municipality of the township of Albanel, in the county of Lake Saint John.

The objects for which the association is formed are: the improvement and development of agriculture or of one or any of its branches, the manufacture of butter or cheese or both, the purchase and sale of cattle, agricultural implements, commercial fertilizers and other things useful to the agricultural class, the purchase, the keeping, transformation and sale of agricultural products.

The undersigned, Minister of Agriculture of the province of Quebec authorizes the formation of the said association.

Dated at Quebec, this first day of the month of June, 1915.

JOS.-ED. CARON,  
3376 Minister of Agriculture.

NOTICE

Notice is hereby given that "The Society for the Protection of Women and Children", of Montreal, P. Q., has obtained a license and has been registered to transact in this province, the business of a charitable association as set forth in the Act 2 Geo. V., 1912, chap. 115.

The head office of the association is in the city of Montreal, P. Q.

Given pursuant to article 6950 R. S. Q., 1909, this twenty seventh day of May, 1915.

For the treasurer of the province of Quebec,  
WILLIAM CHUBB,

Superintendent of Insurance, P. Q.  
Insurance Branch,

Treasury Department,  
Quebec, P. Q. 3194-23-2

NOTICE.

Notice is hereby given that "The Protestant Relief Society", of Montreal, P. Q., has been licensed and registered to transact in the province the business of a charitable association as set forth in its declaration which preceded the authorization of the Lieutenant Governor in council, namely:

To dispense relief to the poor, and co-operate with other similar associations in order to better secure a wise administration or relief to the poor.

To prevent indiscriminate relief to the poor and over-lapping of the same.

To procure employment for those who are capable of being wholly or partly self-supporting.

To obtain aid for its purposes from the public and other appropriate sources;

To assist in promoting industrial schemes for the unemployed.

Accommoder les personnes nécessiteuses en les envoyant dans leurs familles ou autres endroits convenables.

Faire les recherches nécessaires dans les cas de nécessité.

Tenir des registres et livres dans lesquels sont consignées les opérations de la société, y compris les recettes et dépenses en argent et toutes autres pièces justificatives des déboursés faits.

Encourager le bien-être en général du pauvre.

S'efforcer de diminuer le paupérisme par tous les moyens possible, et

A faire toutes actions et choses nécessaires pour atteindre les fins de la société.

Le bureau chef de la société est dans la cité de Montréal.

Donné conformément à l'article 6950 des S. R. P. Q., 1909, ce premier jour de juin, 1915.

Pour le trésorier de la province de Québec.

WILLIAM CHUBB,

Surintendant des Assurances, P. Q.

Division des assurances,

Département du trésor,

Québec, P. Q.

3337—23-2

1083-15.

DÉPARTEMENT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE.

Québec, 31 mai 1915.

Le Surintendant donne avis qu'il a reçu une requête demandant d'ériger en municipalité scolaire distincte, sous le nom de Honfleur, tout le territoire compris dans les limites de la paroisse de Honfleur, dans le comté de Bellechasse, telle qu'érigée par 5 Geo. V, ch. 111, en y ajoutant le lot No 51 du cadastre officiel de la paroisse de Sainte-Claire, lequel lot sera détaché de la municipalité scolaire de Saint-Lazare. Le territoire ci-haut mentionné sera formé, au point de vue scolaire, de parties des municipalités scolaires de Saint-Gervais, de Saint-Lazare, de Saint-Anselme et de Sainte-Claire.

3211—23-2

1236-15.

DÉPARTEMENT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE.

Québec, 31 mai 1915.

Le Surintendant donne avis qu'il a reçu une requête demandant de détacher de la municipalité scolaire des Ecureuils, dans le comté de Portneuf, sous le territoire compris dans les limites de la municipalité du village de Donnacona, telle qu'érigée par une proclamation du lieutenant-Gouverneur en conseil, en date du 29 avril 1915, et de former de tout ce territoire une municipalité scolaire distincte sous le nom de Donnacona.

3213—23-2

199-15.

DÉPARTEMENT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE.

Québec, 31 mai 1915.

Le Surintendant donne avis qu'il a reçu une requête demandant de détacher de la municipalité scolaire de Saint-Barnabé, dans le comté de Saint-Maurice, les parties de lots Nos 581, et qui appartient à N. Ricard, 576 qui appartient à A. Ricard, 581 qui appartient à la Corporation épiscopale de Trois-Rivières et 582 partie qui appartient à la susdite Corporation épiscopale de Trois-Rivières, parties de lots appartenant au cadastre officiel de la paroisse de Saint-Barnabé et de les annexer à celle de Saint-Etienne des Grès, comté de Saint-Maurice.

3217—23-2

To facilitate needy persons being sent to their original homes or other suitable places.

To make necessary investigation of cases of need;

To keep proper registers and books in which to conserve a correct record of the Society's operations including its receipt and expenditure of moneys and all vouchers of disbursements made;

To promote the general welfare of the poor.

To endeavor in every way possible to diminish pauperism; and

To do all such other acts and things as are necessary to the attainment of the purposes of the Society.

The Head Office of the Society is in the city of Montreal.

Given pursuant to article 6950, R. S. P. Q., 1909, this first day of June, 1915.

For the treasurer of the province of Québec.

WILLIAM CHUBB,

Superintendent of insurance, P. Q.

Insurance Branch,

Treasury Department,

Québec, P. Q.

3338—23-2

1083-15.

DEPARTMENT OF PUBLIC INSTRUCTION.

Québec, 31st May, 1915.

The Superintendent gives notice that application is made to erect into a separate school municipality, under the name of Honfleur, the whole of the territory comprised within the limits of the parish of Honfleur, in the county of Bellechasse, as erected by Act 5 Geo. V, chap. 111, and in addition thereto lot No. 51 of the official cadastre of the parish of Sainte Claire, said lot to be detached from the school municipality of Saint Lazare. The above mentioned territory will be made up, for school purposes, of parts of the school municipalities of Saint Gervais, of Saint Lazare, of Saint Anselme and of Sainte Claire.

3212—23-2

1236-15.

DEPARTMENT OF PUBLIC INSTRUCTION.

Québec, 31st May, 1915.

The Superintendent gives notice that application is made to detach from the school municipality of Les Ecureuils, in the county of Portneuf, the whole of the territory comprised within the limits of the municipality of the village of Donnacona, as erected by Proclamation of the Lieutenant Governor in Council, bearing date the 29th April, 1915, and to erect said territory into a separate school municipality under the name of Donnacona.

3214—23-2

199-15.

DEPARTMENT OF PUBLIC INSTRUCTION.

Québec, 31st May, 1915.

The Superintendent gives notice that application is made to detach from the school municipality of Saint Barnabé, in the county of Saint Maurice, the portions of lot Nos. 581 belonging to N. Ricard, 576 belonging to A. Ricard, 581 belonging to the Episcopal Corporation of Three Rivers and 582, the portion thereof belonging to the aforesaid Episcopal Corporation of Three Rivers, the above portions of lots belonging to the official cadastre of the parish of Saint Barnabé, and to annex the same to the school municipality of Saint Etienne des Grès, county of Saint Maurice.

3218—2-2

1185-15.

## DÉPARTEMENT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE.

Québec, 31 mars 1915.

Le Surintendant donne avis qu'il a reçu une requête demandant de détacher de la municipalité scolaire de Weedon, dans le comté de Wolfe, tout le territoire compris dans les limites de la paroisse de Saint-Raymond de Pennafort telle qu'érigée canoniquement par décret en date du 23 avril 1915, borné comme suit: au nord-est par le canton Stratford, au sud est par le canton Lingwick, au sud-ouest par la ligne entre les lots 13 et 14, sur la profondeur des rangs 1, 2 et 3 du canton Weedon, au nord-ouest par la ligne entre les rangs 3 et 4 du dit canton Weedon, et d'ériger tout ce territoire en municipalité scolaire distincte sous le nom de Fontainebleau.

3215—23-2

370-15.

## DÉPARTEMENT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE.

Québec, 31 mai 1915.

Le Surintendant donne avis qu'il a reçu une requête demandant que la municipalité scolaire du Canton Loranger, comté de Labelle, soit divisé pour former deux municipalités scolaires distinctes, savoir:

1. La municipalité scolaire du canton Loranger devant comprendre, à l'avenir, tout le territoire inclus dans la municipalité rurale de village de Nominuingue, suivant son incorporation;

2. L'autre partie devant former une municipalité scolaire distincte sous le nom de canton Loranger.

3219—23-2

656.15.

## DÉPARTEMENT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE.

Québec, 31 mai, 1915.

Le Surintendant donne avis qu'il a reçu une requête demandant de détacher de la municipalité scolaire de Saint-Michel de Rougemont, dans le comté de Rouville les lots suivants du cadastre officiel de la paroisse de Saint-Michel de Rougemont, savoir:

Nos 499 à 524 et 561 à 581 inclusivement et de former de tout ce territoire une municipalité scolaire distincte sous le nom de Saint Michel de Rougemont, village, l'autre partie de la municipalité scolaire devant être désignée sous le nom de Saint-Michel de Rougemont, paroisse.

3237—23-2

3479.14.

## DÉPARTEMENT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE.

Québec, 31 mai 1915.

Le Surintendant donne avis qu'il a reçu une requête demandant de détacher de la municipalité scolaire de l'Anse Saint-Jean, dans le comté de Chicoutimi, les lots suivants, savoir:

1. Rang 1er est Rivière Petit Saguenay, les Nos 3, 4, 6, 7, 12, à 17 inclus, 19, 20, 22, 24, 26 à 29 inclus;

2. Rang 1 Saguenay: les Nos 1, 2, 4, 5, 6, 7, 9, 10, 11, 12, 13 rang; 2 Saguenay: les Nos 4, 5, 10, 11, 12, 13, 15; No B;

3. Rang nord: Nos 1, 2, 3, 6, 7, 8 et 19, et de former de tout ce territoire une municipalité scolaire distincte sous le nom de "Petit Saguenay".

3335—23-2

1185-15.

## DEPARTMENT OF PUBLIC INSTRUCTION.

The Superintendent gives notice that application is made to detach from the school municipality of Weedon, in the county of Wolfe, the whole of the territory comprised within the limits of the parish of Saint Raymond de Pennafort, as erected by canonical decree bearing date the 23rd April, 1915, bounded as follows: towards the north-east by the township of Stratford, towards the south east by the township of Lingwick, towards the south-west by the line between lots 13 and 14, across ranges 1, 2 and 3 of the township of Weedon, towards the north west by the line between ranges 3 and 4 of said township of Weedon, and to erect the whole of the above territory into a separate school municipality under the name of Fontainebleau.

3216—23-2

370-15.

## DEPARTMENT OF PUBLIC INSTRUCTION.

Quebec, 31st May, 1915.

The Superintendent gives notice that application is made to divide the school municipality of the township of Loranger into two separate school municipalities, to wit:

1. The school municipality of the township of Loranger to include, in future, the whole of the territory comprised within the limits of the rural municipality of the village of Nominuingue, according to its incorporation.

2. The other part to form a distinct school municipality under the name of township Loranger.

3220—23-2

656.15.

## DEPARTMENT OF PUBLIC INSTRUCTION.

Quebec, 31st May, 1915.

The Superintendent gives notice that application is made to detach from the school municipality of Saint Michel de Rougemont, in the county of Rouville, the following lots of the official cadastre of the parish of Saint Michel de Rougemont, to wit:

Nos. 499 to 524 and 561 to 581 inclusively, and to erect the whole of the above territory into a separate school municipality under the name of Saint Michel de Rougemont, village, the other part of the school municipality to be henceforth designated under the name of Saint Michel de Rougemont, parish.

3238—23-2

3479.14.

## DEPARTMENT OF PUBLIC INSTRUCTION.

Quebec, 31st May, 1915.

The Superintendent gives notice that application is made to detach from the school municipality of Anse Saint Jean, in the county of Chicoutimi, the following lots, to wit:

1. First range east of Little Saguenay River; the lots Nos. 3, 4, 6, 7, 12, to 17 inclusively, 19, 20, 22, 24, 26 to 29, inclusively;

2. Range 1 Saguenay: the lots Nos. 1, 2, 4, 5, 6, 7, 9, 10, 11, 12, 13 range; 2 Saguenay: the lots Nos. 4, 5, 10, 11, 12, 13, 15, No. B;

3. Range North: lots Nos. 1, 2, 3, 6, 7, 8 and 19, and to erect the above territory into a separate school municipality under the name of "Petit Saguenay"

3336—23-2

1183-15

## DÉPARTEMENT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE

Québec, 29 mai 1915.

Le Surintendant donne avis qu'il a reçu une requête demandant de détacher de la municipalité scolaire de Saint-Thomas de Pierreville, dans le comté de Yamaska, les lots Nos 889 à 903 inclus et la partie qui n'est pas comprise dans les limites du village de Pierreville, des Nos 904, 905 du cadastre officiel de la paroisse de Saint-Thomas de Pierreville et d'annexer tout ce territoire à celle de Saint-Thomas de Pierreville, paroisse.

3179-23-2

3825.14.

## DÉPARTEMENT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE.

Québec, 31 mai 1915.

Le Surintendant donne avis qu'il a reçu une requête demandant de détacher:

1. De la municipalité scolaire de Saint-Césaire, dans le comté de Rouville, tous les terrains portés aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Saint-Césaire, excepté la partie du No 478 situé à l'ouest du ruisseau Soulanges et les lots Nos 479 à 488 inclus, 595, 596 et 597 du même cadastre, mais qui font partie de la municipalité scolaire de Saint-Michel de Rougemont;

2. De la municipalité scolaire de Sainte-Brigide, comté d'Iberville, les lots Nos 217 à 241 inclus des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Sainte-Brigide, et de former de tout ce territoire une municipalité scolaire distincte sous le nom de "Saint-Césaire, paroisse", l'autre partie de la municipalité scolaire de Saint-Césaire devant à l'avenir s'appeler "Saint-Césaire, village".

3329-23-2

605.15.

## DÉPARTEMENT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE.

Québec, 31 mai 1915.

Le Surintendant donne avis qu'il a reçu une requête demandant de détacher de la municipalité scolaire de Lotbinière, dans le comté de Lotbinière, tout le territoire compris dans les limites du village tel qu'érigé civilement par une proclamation parue dans la Gazette officielle du 7 novembre 1914, (page 2756), et de l'ériger en municipalité scolaire distincte sous le nom de "Village de Lotbinière", l'autre partie devant à l'avenir porter le nom de "Paroisse de Lotbinière".

3331-23-2

910-15.

## DÉPARTEMENT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE.

Québec, 31 mai 1915.

Le Surintendant donne avis qu'il a reçu une requête demandant de détacher de la municipalité scolaire de Shoolbred, dans le comté de Bonaventure, les lots Nos 10 à 14 inclusivement, plus 1 A, 1 B et 2 du cadastre officiel du canton Nouvelle et d'annexer tout ce territoire à celle de Nouvelle, même comté.

3333-23-2

1138.15.

## DÉPARTEMENT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE.

Québec, 2 juin 1915.

Le Surintendant donne avis qu'il a reçu une requête demandant d'ériger en municipalité scolaire distincte, sous le nom de "Rivière Croche", dans le comté de Champlain, les lots Nos.

1183-15

## DEPARTMENT OF PUBLIC INSTRUCTION

Quebec, 29th May, 1915.

The Superintendent gives notice that application is made to detach the school municipality of Saint Thomas de Pierreville, in the county of Yamaska, the lots Nos. 889 to 903 both inclusive and the portion outside of the limits of the village of Pierreville, of lots Nos. 904, 905 of the official cadastre of the parish of Saint Thomas de Pierreville, and to annex the whole of the above territory to the school municipality of Saint Thomas de Pierreville parish.

3180-23-2

3825.14.

## DEPARTMENT OF PUBLIC INSTRUCTION.

Quebec, 31st May, 1915.

The Superintendent hereby gives notice that application is made to detach:

1. From the school municipality of Saint-Césaire, in the county of Rouville, all the lots of land on the official plan and book of reference of the parish of Saint Césaire, save and except that part of lot No. 478 situated to the west of Soulanges brook, and the lots Nos. 479 to 488 both inclusive, 595, 596 and 597 of said cadastre, but forming part of the school municipality of Saint Michel de Rougemont;

2. From the school municipality of Sainte-Brigide, county of Iberville, the lots Nos. 219 to 241, both inclusive, of the official plan and book of reference of the parish of Sainte-Brigide, and to erect the whole of the above territory into a separate school municipality under the name of "Saint Césaire, parish", the remaining part of the school municipality to be henceforth known under the name of "Saint Césaire, village".

3330-23-2

605.15.

## DEPARTMENT OF PUBLIC INSTRUCTION.

Quebec, 31st May, 1915.

The Superintendent gives notice that application is made to detach from the school municipality of Lotbinière, in the county of Lotbinière, the whole of the territory comprised within the limits of the village as civilly erected by proclamation published in the Official Gazette of the 7th November, 1914 (Page 2756) and to erect the above territory into a separate school municipality under the name of "Village of Lotbinière" the other part of the municipality to be henceforth known under the name of "Parish of Lotbinière".

2332-23-2

910.15.

## DEPARTMENT OF PUBLIC INSTRUCTION.

Quebec, 31st May, 1915.

The Superintendent gives notice that application is made to detach from the school municipality of Shoolbred, in the county of Bonaventure, the lots Nos. 10 to 14 inclusively plus 1 A, 1 B and 2 of the official cadastre of the township of Nouvelle and to annex the above territory to the school municipality of Nouvelle, aforesaid county.

3334-23-2

1138.15.

## DEPARTMENT OF PUBLIC INSTRUCTION.

Quebec, 2nd June, 1915.

The Superintendent gives notice that application is made to erect into a separate school municipality, under the name of "Rivière Croche", in the county of Champlain, the lots Nos.

1 à 100 des rangs est et ouest du canton Lange-  
lier.

Ces lots n'appartiennent à aucun territoire  
organisé. 3377—23-2

1001. 15.

DEPARTEMENT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE.

Québec, 25 mai, 1915.

Le Surintendant donne avis qu'il a reçu une  
requête demandant d'ériger en municipalité sco-  
laire distincte sous le nom de Saint-Etienne de  
Bolton, pour les catholiques seulement, dans  
les comtés de Brome et de Shefford, le territoire  
suivant, savoir:

1. Les lots Nos 1 et 2 des rangs I, II, III, IV,  
V, VI du canton Bolton;
2. Les Nos 3 à 9 inclus des rangs I, II, III, IV,  
V, VI et VII du même canton;
3. Les Nos 10 à 17 des rangs III, IV, V, VI et  
VII du même canton;
4. Les Nos 18 à 28 inclus des rangs VI et VII,  
même canton, et de plus, les Nos 6 à 10 inclus  
des rangs I, II et III du canton Stukely, ainsi  
que les parties de lot Nos II dans le I et IV rangs  
du dit canton Stukely, appartenant à Emery  
Ménard, Hubert Caron et François Larouche,  
tous ces lots devant être détachés des municipalités  
scolaires de Bolton est, de Bolton ouest et de  
Stukely sud, cette dernière étant le comté de  
Shefford. 3109—22-2

1066. 15.

DEPARTEMENT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE.

Québec, 26 mai 1915.

Le Surintendant donne avis qu'il a reçu une re-  
quête demandant de détacher de la municipalité  
scolaire de Lac Noir, dans le comté de l'Islet,  
les lots Nos 1 à 29 inclus du rang A, canton  
d'Ashford, 1 à 24 inclus du rang A, canton Four-  
nier, plus 1 à 21 inclus du 4ième rang, plus 1 à 31  
inclus du 5ième rang, plus 1 à 43 inclus du 6ème  
rang, tous du dit canton Fournier et d'annexer  
tout ce territoire à celle d'Ashford. 3111—22-2

1031. 15.

DEPARTEMENT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE.

Québec, 25 mai 1915.

Le surintendant donne avis qu'il a reçu une  
requête demandant de détacher de la municipa-  
lité scolaire de Sainte-Perpétue, dans le comté  
de l'Islet, les lots Nos 1 et 2 du rang A du canton  
Garneau et les lots Nos 1 et 2 du rang A du canton  
Lafontaine, et de les annexer à celle du Lac Noir,  
même comté. 3113—22-2

637. 15.

DEPARTEMENT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE.

Québec, 25 mai 1915.

Le surintendant donne avis qu'il a reçu une  
requête demandant de détacher:

1. De la municipalité scolaire de Berthier,  
dans le comté de Berthier, les lots Nos 651, 655  
à 666 inclus du cadastre officiel de la paroisse  
de Sainte Geneviève de Berthier.
2. De la municipalité scolaire de la Vérendrye,  
même comté, les lots Nos. 441 à 444 inclus du  
cadastre officiel de la paroisse de la Visitation  
de l'Île du Pads, et d'annexer tout ce territoire  
à celle de l'Île du Pads. 3115—22-2

2

1 to 100 of ranges East and West of the township  
of Langelier.

The above lots form no part of any organized  
territory. 3378—23-2

1001. 15.

DEPARTMENT OF PUBLIC INSTRUCTION.

Quebec, 25th May, 1915.

The Superintendent gives notice that applica-  
tion is made to erect into a distinct school munici-  
pality under the name of Saint Etienne de  
Bolton, for Catholics only, in the counties of  
Brome and Shefford, the following territory to  
wit:

1. The lots Nos. 1 and 2 of ranges I, II, III,  
IV, V, VI of the township of Bolton;
2. The lots Nos. 3 to 9 both inclusive of ranges  
I, II, III, IV, V, VI and VII of aforesaid township.
3. The lots Nos. 10 to 17 of ranges III, V,  
VI and VII of aforesaid township;
4. The lots Nos. 18 to 28 both inclusive of  
ranges VI and VII, said township, and in addition  
thereto, the lots Nos. 6 to 10 both inclusive of  
ranges I, II and III of the township of Stukely,  
and the parts of lots Nos. II in ranges I and IV  
of said township of Stukely, belonging to Emery  
Menard Hubert Caron and Francis Larouche,  
all the above lots to be detached from the school  
municipality of Bolton East, Bolton West and  
Stukely West, this latter municipality being in  
the county of Shefford. 3110—22-2

1066. 15.

DEPARTMENT OF PUBLIC INSTRUCTION.

Quebec, 25th May, 1915.

The Superintendent gives notice that applica-  
tion is made to detach from the school municipa-  
lity of Lac Noir, in the county of l'Islet, the lots  
Nos. 1 to 29, both inclusive of range A, township  
of Ashford; 1 to 24 both inclusive of range A,  
1 to 21 both inclusive of the 4th range, 1 to 31  
both inclusive of the 5th range, 1 to 43 both  
inclusive of the 6th range, all of the township of  
Fournier, and to annex the whole of above  
territory to the school municipality of Ashford.  
3112—22-2

1031. 15.

DEPARTMENT OF PUBLIC INSTRUCTION.

Quebec, 25th May, 1915.

The Superintendent gives notice that applica-  
tion is made to detach from the school municipa-  
lity of Sainte Perpetue, in the county of l'Islet,  
the lots Nos. 1 and 2 of range A of the township  
of Garneau, and the lots Nos. 1 and 2 of range A  
of the township of Lafontaine, and to annex  
the above lots to the school municipality of Lac  
Noir, said county. 3114—22-2

637. 15.

DEPARTMENT OF PUBLIC INSTRUCTION.

Quebec, 25th May, 1915.

The Superintendent gives notice that applica-  
tion is made to detach:

1. From the school municipality of Berthier, in  
the county of Berthier, the lots Nos. 651, 655  
to 666 both inclusive of the official cadastre of  
the parish of Sainte Genevieve de Berthier.
2. From the school municipality of La Verend-  
rye, said county, the lots Nos. 441 to 444 both  
inclusive of the official cadastre of the parish of  
La Visitation de l'Île du Pads, and to annex  
the whole of the above territory to the school  
municipality of "Île du Pads". 3116—22-2

756. 15.

## DÉPARTEMENT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE.

Québec, 25 mai 1915.

Le Surintendant donne avis qu'il a reçu une requête demandant de détacher de la municipalité scolaire de Saint-Adolphe de Dudswell, dans le comté de Wolfe, les lots Nos 22a, 22b, 22c, 23a, 23b, 23c du 8ème rang du canton de Dudswell et de les annexer à celle de Saint-Adolphe de Marbleton, même comté.

3117—22-2

1135-15.

## DÉPARTEMENT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE.

Québec, 26 mai 1915.

Le Surintendant donne avis qu'il a reçu une requête demandant de détacher de la municipalité scolaire de Sainte-Thècle, dans le comté de Champlain, tout le territoire ci-après décrit, comprenant le tiers longitudinal nord-est du lot No 73 du cadastre officiel de la paroisse de Sainte-Thècle, rang B, sud et les lots Nos 74 à 84 inclus aussi dans le rang B sud, plus le lot No 85 du même rang, moins les emplacements situés au nord du terrain occupé par la Fabrique de Sainte-Thècle, plus le lot No 86 aussi du même rang B sud, moins tous les emplacements situés au nord du petit lac à la Mousse, coupant transversalement le dit lot No 86, plus les Nos 87 à 89 inclus du dit rang B sud, ainsi que les Nos 22 à 26 du cadastre de Sainte-Thècle, pour le rang Saint-Georges, et de former de tout ce territoire une municipalité scolaire distincte sous le nom de Sainte-Thècle, village, l'autre partie devant à l'avenir être désignée sous le nom de Sainte-Thècle, paroisse.

3119—22-2

1050-15.

## DÉPARTEMENT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE.

Québec, 26 mai 1915.

Le Surintendant donne avis qu'il a reçu une requête demandant de détacher de la municipalité scolaire de Témiscamingue-Nord, dans le comté de Témiscamingue, les lots Nos 10 à 55 du rang 1, 1 à 55 des rangs 11 et 111, les lots 45 à 55 des rangs IV, V et VI, inclus, du canton Nèdelec, et d'ériger tout ce territoire en municipalité scolaire distincte sous le nom de Nèdelec.

3121—22-2

1547-14.

## DÉPARTEMENT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE.

Québec, 26 mai 1915.

Le Surintendant donne avis qu'il a reçu une requête demandant que le canton Kensington, dans le comté d'Ottawa, soit érigé en municipalité scolaire pour les protestants seulement sous le nom de "Kensington".

3123—22-2

1306-14.

## DÉPARTEMENT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE.

Québec, 27 mai 1915.

Le Surintendant donne avis qu'il a reçu une requête demandant d'ériger en municipalité scolaire tous les lots du canton Masson, dans le comté de Maskinongé, sous le nom de "Saint-Ignace-du-Lac". Ce territoire ne faisant partie actuellement d'aucune municipalité scolaire.

3175—22-2

756. 15.

## DEPARTMENT OF PUBLIC INSTRUCTION.

Quebec, 25th May, 1915.

The Superintendent gives notice that application is made to detach from the school municipality of Saint Adolphe de Dudswell, in the county of Wolfe, the lots Nos. 22a, 22b, 22c, 23a, 23b, 23c of the 8th range of the township of Dudswell, and to annex the above lots to the school municipality of Saint Adolphe de Marbleton, said county.

3118—22-2

1135-15.

## DEPARTMENT OF PUBLIC INSTRUCTION.

Quebec, 26th May, 1915.

The Superintendent gives notice that application is made to detach from the school municipality of Sainte Thècle, in the county of Champlain, the whole of the territory hereafter described, comprising the north east longitudinal third part of lot No. 73 of the official cadastre of the parish of Sainte Thècle, range B south, and the lots Nos. 74 to 84 both inclusive, also of range B south, lot No. 85 of said range, save and except the emplacements situated north of the land occupied by the Fabrique of Sainte Thècle, plus the lot No. 86 also of said range B south, save and except all the emplacements situated north of the small "Lac à la Mousse" running across the said lot No. 86, plus the lot Nos. 87 to 89 both inclusive of said range B south, together with the lots Nos. 22 to 26 of the cadastre of Sainte Thècle, for Saint George range, and to erect the whole of the above territory into a separate school municipality under the name of Sainte Thècle, village, the remaining part of the said municipality to be henceforth known under the name of Sainte Thècle, parish.

3120—22-2

1050-15.

## DEPARTMENT OF PUBLIC INSTRUCTION.

Quebec, 26th May, 1915.

The Superintendent gives notice that application is made to detach from the school municipality of Témiscamingue-north, in the county of Témiscamingue, the lots Nos. 10 to 55 of range 1, 1 to 55 of ranges 11 and 111, the lots Nos. 45 to 55 of ranges IV, V and VI, inclusively, of the township of Nèdelec, and to erect the whole of above territory into a distinct school municipality under the name of Nèdelec.

3122—22-2

1547-14.

## DEPARTMENT OF PUBLIC INSTRUCTION.

Quebec, 26th May, 1915.

The Superintendent gives notice that application is made that the township of Kensington, Ottawa county, be erected into a school municipality for protestants only under the name of "Kensington".

3124—22-2

1306-14

## DEPARTMENT OF PUBLIC INSTRUCTION.

Quebec, 27th May, 1915.

The Superintendent gives notice that application is made to erect into a school municipality all the lots of the township of Masson, in the county of Maskinongé, under the name of "Saint Ignace du Lac". The above territory now forming no part of any school municipality.

3176—22-2

1676-15.

## DÉPARTEMENT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE.

Québec, 20 mai 1915.

Le Surintendant donne avis qu'il a reçu une requête demandant de détacher de la municipalité scolaire de Saint-Basile-le-Grand et du village de Belœil, comté de Chambly:

1. La partie située dans la paroisse de Saint-Basile-le-Grand, bornée: du côté sud-est par la rivière Richelieu; du côté nord-ouest par les terres du second rang, ou rang des "30"; du côté nord-est par la ligne de division de la paroisse de Saint-Basile-le-Grand et de la paroisse de Belœil, ou cette partie du dit territoire dans la paroisse de Belœil, et du côté sud-ouest par le lot cadastral No 34 de Saint-Joseph de Chambly [cette partie comprenant les lots Nos 1 à 33 inclusivement.]

2. Cette partie située dans la paroisse de Belœil bornée: du côté sud-est par la rivière Richelieu du côté sud-ouest par le chemin de fer du Grand Tronc, du côté nord-est par le chemin public, étant la ligne de division de la municipalité de Belœil et de la ville de Belœil, [cette partie comprenant les lots ou parties de lots Nos 1 à 24, inclusivement, non compris les lots 4, 5, 6, 7, 11, 12, 14, 15, 16, 17, 18, 20, 21, 22, tous situés du côté nord-ouest du chemin de fer du Grand Tronc, et d'ériger le tout en municipalité scolaire pour les protestants seulement sous le nom de "Belœil Station".

3125-22-2

704-15.

## DÉPARTEMENT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE.

Québec, 27 mai 1915.

Le Surintendant donne avis qu'il a reçu une requête demandant de détacher de la municipalité scolaire de Saint-Constant, toute l'étendue de terrain située dans la partie nord-est de la paroisse de Saint-Constant, comprenant, d'après le plan officiel et livre de référence de la dite paroisse, les lots du cadastre No 1 à 16 et 17 inclusivement; dans la concession Saint-François-Xavier; les lots du cadastre Nos 130, et 132 à 149, tous deux inclusivement, dans la concession Sainte-Catherine; les lots de cadastre Nos 150 à 157, tous deux inclusivement, dans la concession Sainte-Catherine; les lots du cadastre Nos 247 à 255, les deux inclusivement, dans la concession Saint-Pierre; à savoir: lots Nos 1 à 16 et 17, 130, 132 à 149, 150 à 157, 247 à 255, les deux inclusivement, avec les lots de subdivision de quelques-uns des lots originaux qui ont été subdivisés, et ériger le tout en municipalité scolaire pour les protestants seulement sous le nom de "Delson Junction", avec les bornes suivantes: tout le terrain compris entre une ligne qui partirait à l'extrémité sud-est du lot No 1 de Saint-Constant, et suivrait la ligne de division entre la paroisse de Saint-Constant et la paroisse de Saint-Philippe dans une direction sud-ouest jusqu'à sa jonction avec l'extrémité sud-ouest du lot No 16, de là, en suivant la ligne sud-ouest du dit lot No 16 dans une direction nord-ouest, jusqu'à sa rencontre avec la petite rivière Tortue qu'elle longe dans une direction nord jusqu'à sa rencontre avec la ligne sud-ouest du lot No 130; de là, en suivant la ligne sud-ouest des lots Nos 130 et 255 dans une direction nord-ouest jusqu'à l'extrémité nord-ouest du lot No 255, de là, elle prend une direction nord-est en suivant l'extrémité sud-est des fermes situées dans la concession Saint-Régis, jusqu'à sa rencontre avec le lot No 157 où elle longe partiellement la petite rivière Saint-Régis jusqu'à sa rencontre avec la ligne nord-ouest du lot No 156, qu'elle suit jusqu'à la paroisse de Laprairie, de là, enfin, elle prend une direction sud-est en

1676-15.

## DEPARTMENT OF PUBLIC INSTRUCTION.

Quebec, 20th May, 1915.

The Superintendent hereby gives notice that application is made to detach from the school municipalities of Saint-Basile-le-Grand and the village of Belœil, Chambly county.

1. That part situated in the parish of Saint-Basile-le-Grand, bounded: On the south east side by the Richelieu river, on the north west side by the lands of the second range, or rang des "30"; on the north east side by the division line of the parish of Saint-Basile-le-Grand and the parish of Belœil, or that part of the said territory in the parish of Belœil, and on the south west side by cadastral lot No. 34 of Saint Joseph of Chambly, [that part comprising the lot Nos. from 1 to 33 inclusive.]

2. That part situated in the parish of Belœil bounded: on the south east side by the Richelieu river; on the north west side by the Grand Trunk Railway, on the north east side by the public highway, being the division line of the municipality of Belœil and the town of Belœil, (that part of territory comprising the lots, or parts of lots from 1 to 24, inclusive, excluding lots 4, 5, 6, 7, 11, 12, 14, 15, 16, 17, 18, 20, 21, 22, all situated on the north west side of the Grand Trunk Railroad, and to erect the whole into a separate school municipality for protestants only under the name of "Belœil Station".

3126-22-2

704-15.

## DEPARTMENT OF PUBLIC INSTRUCTION.

Quebec, 27th May, 1915.

The Superintendent gives notice that application is made to detach from the school municipality of Saint-Constant, in the county of Laprairie, all that land situated in the north east part of the parish of Saint-Constant, containing according to the official plan and book of reference of said parish the cadastral lots numbers 1 to 16 and 17 inclusively; in the concession of Saint-François-Xavier; the cadastral lots Nos. 130, and 132 to 149, both inclusively, in the concession Saint-Catherine; the cadastral lots Nos. 150 to 157, both inclusively, in the concession Sainte-Catherine; the cadastral lots Nos. 247 to 255, both inclusively, in the concession Saint-Pierre; viz: lots Nos. 1 to 16 and 17, 130, 132 to 149, 150 to 157, 247 to 255, all inclusively, with the subdivision lots of some of those original lots which have been subdivided, and to erect the whole into a school municipality for protestants only under the name of "Delson Junction", with the following boundaries: that land comprised within a line, which would start at the south east extremity of lot number 1 of Saint-Constant, would follow the division line between the parish of Saint-Constant and the parish of Saint-Philippe in a south westerly direction till it joins the south west extremity of lot number 16, thence it follows the south west line of said lot number 16 in a north westerly direction till it joins the little River La Tortue which it follows in the northerly direction till it joins the southwest line of lot number 130, thence it follows to south west line of lots numbers 130 and 255 in a north-westerly direction till the northwest extremity of lot number 255, thence it takes a north-easterly direction following the south east end of the farms situated in concession Saint-Régis, till it joins the lot number 157 where it follows for a part the little River Saint-Régis till it joins the northwest line of lot number 156, which it follows till the parish of Laprairie, thence at last it takes the southeasterly direction following

suivant la ligne de division irrégulière entre la paroisse de Saint-Constant et la paroisse de Laprairie jusqu'à sa rencontre avec le point de départ. 3157—22-2

1011.15.

DÉPARTEMENT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE.

Québec, 27 mai 1915.

Le Surintendant donne avis qu'il a reçu une requête demandant de détacher de la municipalité scolaire de Leeds, le lot No 11 du rang 12, les lots No 9b et 10a du rang 13, le lot No 10a et la moitié des lots Nos 10 et 11b du rang 14, et de les annexer, pour fins d'Écoles Protestantes, à la municipalité scolaire de Leeds East, tous situés dans le comté de Mégantic. 3153—22-2

9641.14.

DÉPARTEMENT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE.

Québec, 26 mai 1915.

Le Surintendant donne avis qu'il a reçu une requête demandant d'annexer la municipalité scolaire protestante de la ville Emard à la municipalité scolaire protestante de la cité de Montréal pour fins scolaires. 3155—22-2

3415-14.

DÉPARTEMENT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE.

Québec, 27 mai 1915.

Le Surintendant donne avis qu'il a reçu une requête demandant de détacher:

1. De la municipalité scolaire de Saint-Romain, dans le comté de Huntingdon, premier rang du canton Havelock: Nos 30a, 30b, 30c, 30d, 30e, 30f, 31a, 31b, 31c, 31d, 32a, 32b, 32c, 32d, 33a, 33c, 33d, 34a, 34b, 34c, 35a, 35b, 35c, 35d, 36a, 36b, 37a, 37b, 38a, 38b, 39a, 39b, 40a, 40b, 40c, 41a, 41b, 41c, 41d, 42a, 42b;

Deuxième rang du canton Havelock: 81a, 81b, 81c, 81d, 81e, 81f, 81g, 81h, 81i, 82a, 82b, 83a, 83b, 84a, 84b, 85a, 85b, 85c, 86a, 86b, 87a, 87b, 87c, 87d, 88a, 88b, 88c, 89a, 89b, 89c, 89d, 90a, 91b, 91a, 99b, 91c, 92a, 92b, 93a, 93b, 93c;

Troisième rang du canton Havelock: Nos 133a, 133b, 133c, 133d, 133e, 134a, 134b, 134c, 134d, 135a, 135b, 135c, 136a, 136b, 136c, 137a, 137b, 137c, 137d, 135;

2. De la municipalité scolaire de Franklin, comté de Huntingdon, premier rang de Russeltown: Nos 1, 1c, 1b, 2a, 2b, 2c, 3a, 5b, 5c, 50a, 50b, 7b;

Deuxième rang de Russeltown: Nos 13a, 13b, 8, 1b, 1c, 6a, 51b, 7a, 6d, 2b, 3b, 11, 12a, 12b, 12c, 12d, 13a, 13b, 20b, 21b, 21a, 21c, 51a, 16b, 17a, 17b;

Troisième rang de Russeltown: Nos 2a, 2b, 1a, 1b, 1c, 17a, 17b, 17c, 14c, 19, 7, 8, 44a, 3b, 4b, 49a, 9, 16b;

Quatrième rang de Russeltown: Nos 3a, 4a, 4c, 2, 128;

3. Du septième rang de Jamestown: Nos 11b, 12a, 13c, 13a, 14, 7c, 8a, 5, 6, 15, 16;

Huitième rang de Jamestown: Nos 12, 13a, 13b, 13c, 14, 11, 16, 9;

Neuvième rang de Jamestown: Nos 11a, 12a, 11b, 12b, 12c, 14c, 8b, 12d, 13a, 13d, 14a;

4. Premier rang de Hinchinbrook: Nos 51b, 51j, 50c, 51a, 48b, 48c;

Second rang de Hinchinbrook: Nos 48c, 48j, 48l;

5. Du premier rang de Hemmingford, Nos 45b, 47b et d'annexer tout ce territoire à celle de Saint-Antoine Abbé, comté de Chateauguay.

3177—22-2

the irregular and division line between the parish of Saint Constant and the parish of Laprairie till it joins the starting point. 3158—22-2

1011.15.

DEPARTMENT OF PUBLIC INSTRUCTION.

Quebec, 27th May, 1915.

The Superintendent hereby gives notice that application is made to detach from the school municipality of Leeds lot No. 11 of range 12, lots Nos. 9b and 10a of range 13, lot No. 10a and half lots Nos. 10 & 11b of range 14, and to annex them for Protestant school purposes to the school municipality of Leeds East, all in Megantic county. 3154—22-2

9641.14.

DEPARTMENT OF PUBLIC INSTRUCTION.

Quebec, 26th May, 1915.

The Superintendent gives notice that application is made to annex the Protestant school municipality of the town of Emard to the Protestant school municipality of the city of Montreal, for school purposes. 3156—22-2

3415-14.

DEPARTMENT OF PUBLIC INSTRUCTION.

Quebec, 27th May, 1915.

The Superintendent gives notice that application is made to detach:

1. From the school municipality of Saint Romain, in the county of Huntingdon, first range of the township of Havelock: Nos. 30a, 30b, 30c, 30d, 30e, 30f, 31a, 31b, 31c, 31d, 32a, 32b, 32c, 32d, 33a, 33c, 33d, 34a, 34b, 34c, 35a, 35b, 35c, 35d, 36a, 36b, 37a, 37b, 38a, 38b, 39a, 39b, 40a, 40b, 40c, 41a, 41b, 41c, 41d, 42a, 42b;

Second range of the township of Havelock: Nos. 81a, 81b, 81c, 81d, 81e, 81f, 81g, 81h, 81i, 82a, 82b, 83a, 83b, 84a, 84b, 85a, 85b, 85c, 86a, 86b, 87a, 87b, 87c, 87d, 88a, 88b, 88c, 89a, 89b, 89c, 89d, 90a, 90b, 91a, 91b, 91c, 92a, 92b, 93a, 93b, 93c;

Third range of the township of Havelock: Nos. 133a, 133b, 133c, 133d, 133e, 134a, 134b, 134c, 134d, 135a, 135b, 135c, 136a, 136b, 136c, 137a, 137b, 137c, 137d, 135;

2. From the school municipality of Franklin, county of Huntingdon, first range of Russeltown: Nos. 1c, 1b, 2a, 2b, 2c, 3a, 5b, 5c, 50a, 50b, 7b;

Second range of Russeltown: Nos. 13a, 13b, 8, 1b, 1c, 6a, 51b, 7a, 6d, 2b, 3b, 11, 12a, 12b, 12c, 12d, 13a, 13b, 20b, 21b, 21a, 21c, 51a, 16b, 17a, 17b;

Third range of Russeltown: Nos. 2a, 2b, 1a, 1b, 1c, 17a, 17b, 17c, 14c, 19, 7, 8, 44a, 3b, 4b, 49a, 9, 16b;

Fourth range of Russeltown: Nos. 3a, 4a, 4c, 2, 128;

3. From the seventh range of Jamestown: Nos. 11b, 12a, 13c, 13a, 14, 7c, 8a, 5b, 5c, 15, 16;

Eighth range of Jamestown: Nos. 12, 13a, 13b, 13c, 14, 11, 16, 9;

Ninth range of Jamestown: Nos. 11a, 12a, 11b, 12b, 12c, 14c, 8b, 12d, 13a, 13d, 14a;

4. First range of Hinchinbrooke: Nos. 51b, 51j, 50c, 51a, 48b, 48c;

Second range of Hinchinbrooke: Nos. 48c, 48j, 48l;

5. From the first range of Hemmingford, Nos. 45b, 47b and to annex the whole of the above territory to the school municipality of Saint Antoine Abbé, county of Chateauguay.

3178—22-2

483-15.

## DÉPARTEMENT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE.

Québec, 27 mai 1915.

Le Surintendant donne avis qu'il a reçu une requête demandant de détacher de la municipalité scolaire de Sault-au-Récollet, dans le comté de Laval, les lots Nos 482, 483, 484 et partie de 486, 487, 490 du cadastre officiel de la paroisse de Sault-au-Récollet, lesquels lots sont bornés au nord par le chemin Côte Saint-Michel, à l'est par le chemin Papineau, au sud par les limites des Nos 482, 483, 484, à l'ouest par le No 488 et la rue Saint-Hubert, et d'annexer tout ce territoire à la municipalité scolaire du village de Villeray.

3163—22-2

924-15.

## DÉPARTEMENT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE.

Québec, 26 mai, 1915.

Le Surintendant donne avis qu'il a reçu une requête demandant de détacher de la municipalité scolaire de Sacré-Cœur de Jésus, dans le comté de Beauce, tous les lots suivants du cadastre officiel de la paroisse de Sacré-Cœur de Jésus, savoir:

La partie du rang 4 comprenant les lots Nos 6 jusqu'au lot No 28 inclus;

La partie du rang 5 comprenant les lots Nos 6 jusqu'au lot No 28 inclus, moins les lots (Nos 13a, et 14a, demie sud-ouest des lots Nos 13 et 14.

Le rang 6 à partir du lot No 6 jusqu'au lot No 28 inclus, moins les demies sud-ouest des lots Nos 10, 11 et 12, et les lots Nos 13, 14, 15 16 et 17a, demie nord-est du lot No 17 et les emplacements qui font partie du lot No 17c;

Le rang 7 du lot No 8 jusqu'au lot No 28 inclus moins les lots Nos 14, 15, 16 et les emplacements qui font partie du lot No 17a;

Le rang 8, à partir du lot No 10 jusqu'au lot No 28 inclus moins la demie nord est du lot No 15 et le lot No 16;

Le rang 9 à partir du lot No 10 jusqu'au lot No 28 inclus;

Le rang 10 à partir du lot No 10 jusqu'au lot No 28 inclus et les lots Nos 27 et 28 du 6ème rang et 28 du 7ème rang du canton de Tring, et de former de tout ce territoire une municipalité scolaire distincte sous le nom de "Sacré-Cœur de Jésus, paroisse" le reste devant, à l'avenir, porter le nom de Sacré-Cœur de Jésus, village.

3165—22-2

## Avis Divers

Cour Supérieure. Province de Québec. District de Montréal. No 4156. Dame Hermine Ethier, des cité et district de Montréal, épouse commune en biens de Théophile Lapière, du même lieu dûment autorisée à ester en justice, Demanderesse; et Le dit Théophile Lapière, du même lieu, Défendeur.

Une action en séparation de biens a été intentée dans cette cause le 20 mars 1915.

PARISEAULT, LAPIERRE,  
& ARCHAMBAULT,

Procureurs de la Demanderesse.  
Montréal, 28 Mai 1915. 3183—23-5

483-15.

## DEPARTMENT OF PUBLIC INSTRUCTION.

Quebec, 27th May, 1915.

The Superintendent gives notice that application is made to detach from the school municipality of Sault au Récollet, in the county of Laval, the lots Nos. 482, 483, 484 and part of 486, 487, 490 of the official cadastre of the parish of Sault au Récollet, the above lots being bounded on the north by Côte Saint Michel road, on the east by Papineau road, on the south by the limits of lots Nos. 482, 483, 484, on the west by the lot No. 488 and Saint Hubert street, and to annex the whole of above territory to the school municipality of the Village of Villeray. 3164—22-2

924-15.

## DEPARTMENT OF PUBLIC INSTRUCTION.

Quebec, 26th May, 1915.

The Superintendent gives notice that application is made to detach from the school municipality of Sacré-Cœur de Jésus, in the county of Beauce, all the following lots of the official cadastre of the parish of Sacré-Cœur de Jésus, to wit:

That part of range 4 including lots Nos 6 to 28, both inclusive;

That part of range 5 including lots Nos. 6 to 28, both inclusive, save and except lots Nos. 13a and 14a (south west halves of lots Nos. 13 and 14);

Range 6 from lot No. 6 to lot No. 28 inclusively save and except the south west halves of lots Nos. 10, 11 and 12, and the lots Nos. 13, 14, 15, 16 and 17a (north east half of lot No. 17), and the emplacements forming part of lot No. 17c;

Range 7 from lot No. 8 to lot No. 28 inclusively save and except the lots 14, 15, 16 and the emplacements forming part of lot No. 17a;

Range 8, from lot No. 10 to lot No. 28 inclusively save and except the north east half of lot No. 15 and the lot No. 16;

Range 9 from lot No. 10 to lot No. 28, inclusively;

Range 10 from lot No. 10 to lot No. 28, inclusively, and the lots Nos. 27 and 28 of the 6th range and 28 of the 7th range of the township of Tring, and to erect the whole of the above territory into a separate school municipality under the name of "Sacré-Cœur de Jésus parish", the residue of the above school municipality to be henceforth known under the name of "Sacré-Cœur de Jésus Village".

3166—22-2

## Miscellaneous Notices

Superior Court. Province of Quebec. District of Montreal. No. 4156. Dame Hermine Ethier, of the city and district of Montreal, wife common as to property of Théophile Lapière, of the same place duly authorized to ester *en justice*, Plaintiff; vs the said Théophile Lapière, of the same place, Defendant.

An action for separation as to property has been instituted in this cause on the 20th March, 1915.

PARISEAULT, LAPIERRE  
& ARCHAMBAULT,

Attorneys for the Plaintiff.  
Montreal, 28th May, 1915. 3184—23-5

Cour Supérieure. Province de Québec. District de Montréal. No 4125. Dame Alice Kelly, des cité et district de Montréal, épouse commune en biens de Alios Makaros, du même lieu, dûment autorisée à ester en justice, Demanderesse; et le dit Alios Makaros, du même lieu, Défendeur.

Une action en séparation de biens a été intentée dans cette cause le 21 avril 1915.

PARISEAULT, LAPIERRE,  
& ARCHAMBAULT,

Procureurs de la Demanderesse.

Montréal, 28 Mai 1915. 3181—23-5

Cour Supérieure. Province de Québec. District de Saint-François. No 431 Dame Maud Emeline Bigelow, du village de Beebe Plain, dans le dit district, épouse commune en biens de Georges-Albert McShane, eleveur de chevaux, du même endroit, dûment autorisée aux fins des présentes, Demanderesse; vs le dit Georges-Albert McShane, du même endroit, Défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause, ce vingt-huitième jour de mai, 1915.

FRASER & RUGG,

3189—23-5 Procureurs de la Demanderesse

Province de Québec. District de Saint-François. Cour Supérieure. No 414. Avis est par les présentes données, que Dame Olivine Choquette, de la ville de Scotstown, dit district; épouse commune en biens de Eusèbe St-Onge, commerçant, du même lieu, a ce jour poursuivi son mari en séparation de biens, après y avoir été dûment autorisée.

J. NICOL,

Procureur de la demanderesse.

Sherbrooke, 21 mai 1915. 3195—23-5

Province de Québec. District de Rimouski. Cour Supérieure. No 5204. Dame Marie R. de L. Cantin, épouse de Omer Levasseur, ci-devant marchand, de la paroisse de Saint-Ulric, district de Rimouski, dûment autorisé à ester en justice, a institué ce jour une action en séparation de biens contre son dit époux.

ASSELIN & ASSELIN,

Procureurs de la demanderesse.

Rimouski, 28 mai 1915. 3361—23-2

Cour supérieure. Province de Québec. District de Montréal. No 4291. Dame Admaide Burelle, épouse de Roch Marien, commerçant, de la cité de Montréal, district de Montréal, dûment autorisée à ester en justice, Demanderesse; vs Le dit Roch Marien & Willie Marien, comptable du même lieu, en sa qualité de curateur au dit Roch Marien, interdit, Défendeurs.

Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause le 21ème jour d'avril 1915.

BISAILLON, BISAILLON & BEIQUE,

Avocats de la demanderesse.

Montréal, 14 mai 1915. 3073—22-5

Cour supérieure. Province de Québec. District de Saint-François. Dame Léa Spooner, du canton de Ditton, dans le district de Saint-François, épouse de Arthur Bouchard, hôtelier, du même lieu, demanderesse; vs Arthur Bouchard, Défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause, le cinquième jour de Mai 1915.

O'BREADY & PANNETON,

Procureurs de la demanderesse.

Sherbrooke, 22 mai 1915. 3077—22-5

Superior Court. Province of Quebec. District of Montreal. No. 4215. Dame Alice Kelly, of the city and district of Montreal, wife common as to property of Alios Makaros, of the same place, duly authorized to *ester en justice*, Plaintiff; and the said Alios Makaros, of the same place, Defendant.

An action for separation as to property has been instituted in this cause on the 21st April, 1915.

PARISEAULT, LAPIERRE

& ARCHAMBAULT,

Attorneys for the Plaintiff.

Montreal, 28th May, 1915. 3182—23-5

Superior Court. Province of Quebec. District of Saint Francis, No 431. Dame Maud Emeline Bigelow, of the village of Beebe Plain, in the said district, wife commune en biens of George-Albert McShane, horse trainer, of the same place, for the purpose hereof duly authorized, Plaintiff; vs the said George-Albert McShane, of the same place, Defendant.

An action in separation of property has been issued in this cause this 28th day of May, 1915.

FRASER & RUGG,

3190—23-5 Attorneys for Plaintiff.

Province of Quebec. District of Saint-François. Superior Court. No. 414. Notice is hereby given that Dame Olivine Choquette of the town of Scotstown, said district, wife common as to property, of Eusèbe St-Onge, trader, of the same place, has this day, sued her husband for separation as to property, after having been duly authorized.

J. NICOL,

Attorney for Plaintiff.

Sherbrooke, 21st May, 1915. 3196—23-5

Province of Quebec. District of Rimouski. Superior Court. No. 5204. Mme Marie R. de L. Cantin, wife of Omer Levasseur, formerly merchant, of the parish of Saint Ulric, district of Rimouski, and duly authorized to *ester en justice*, has instituted to day an action in separation as to property against her said husband.

ASSELIN & ASSELIN,

Attorneys for the plaintiff.

Rimouski, 28th May, 1915. 3362—23-5

Superior Court. Province of Quebec. District of Montreal. No. 4291. Dame Admaide Burelle, wife of Roch Marien, trader, of the city of Montreal, district of Montreal, duly authorized to ester en justice, Plaintiff; vs the said Roch Marien and Willie Marien, accountant, of the same place, in his capacity of curator, of the same place, in his capacity of curator to the said Roch Marien, interdicted, Defendants.

An action for separation as to property has been instituted in this cause, on the 21st day of April, 1915.

BISAILLON, BISAILLON & BEIQUE,

Attorneys for the Plaintiff.

Montreal, 14th May, 1915. 3074—22-5

Superior Court. Province of Quebec. District of Saint Francis. Dame Lea Spooner, of the Township of Ditton, in the district of Saint Francis, wife of Arthur Bouchard, hotel-keeper, of the same place, Plaintiff; vs Arthur Bouchard, Defendant.

An action for separation as to property has been instituted in this cause, on the fifth day of May, 1915.

O'BREADY & PANNETON,

Attorneys for the Plaintiff.

Sherbrooke, 22nd May, 1915. 3078—22-5

Cour supérieure. Province de Québec. District de Montréal. No 2582. Dame Sarah Sabbath, des cité et district de Montréal, épouse commune en biens de Jonah Bacher, marchand, des mêmes lieux, et dûment autorisée à ester en justice, Demanderesse; vs Jonah Bacher, marchand, des mêmes lieux, Défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause, le 18 mai 1915.

N. SOLOMON,  
Procureur de la demanderesse.  
Montréal, 21 mai 1915. 3075—22-5

Cour supérieure. Canada. Province de Québec. District de Montréal. No 713. Dame Rose Louise LeBorgne, de Montréal, épouse de Victor Lucien Boissel, commis, du même lieu, dûment autorisée à ester en justice, Demanderesse; vs le dit Victor Lucien Boissel, Défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause le 21<sup>ème</sup> jour de mai 1915.

J. A. MOLLEUR,  
Procureur de la demanderesse.  
Montréal, 21 mai 1915. 3103—22-5

Cour Supérieure. Province de Québec. District de Montréal. No 3533. Dame Alice Lafèche, de la cité et du district de Montréal, épouse de Ovila Toupin, commerçant, du même lieu, dûment autorisée à ester en justice, Demanderesse; vs le dit Ovila Toupin, du même lieu, défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause, ce jour.

SAINT-GERMAIN, GUERIN & RAYMOND,  
Procureurs de la demanderesse.  
Montréal, 14 mai 1915. 2919—21-5

*Cour Supérieure.*

Canada,  
Province de Québec,  
District de Montréal.  
No 5378.

Dame Marie Picard, des cités et district de Montréal, épouse séparée de biens d'Ephrem Crete, charretier, du même endroit, la dite Dame Marie Picard dûment autorisée par un jugement de cette Honorable Cour, en date du 1<sup>er</sup> mai 1915 à prendre une action en séparation de corps contre le dit Ephrem Crete,  
Demanderesse;

vs

Le dit Ephrem Crete, charretier, des cités et district de Montréal, Défendeur.

Une action en séparation de corps a été instituée par la demanderesse contre le défendeur, le 5 mai, 1915.

CASGRAIN, MITCHELL, HOLT,  
MCDUGALL, CREELMAN & STAIRS,  
Procureurs de la demanderesse.  
Montréal, 10 mai 1915. 2845—20-5

Cour Supérieure. Province de Québec. District de Montréal. No 4396. Dame Annie Cheranin, des cité et district de Montréal, épouse commune en biens de Louis Berson des même lieux, marchand, la dite Dame Annie Cheranin, étant dûment autorisée à ester en justice, Demanderesse; vs Louis Berson, des cité et district de Montréal, Défendeur.

Une action en séparation de biens a été ce jour instituée contre le défendeur en cette cause.

WINFIELD & LEDIEU,  
Procureurs de la demanderesse.  
Montréal, 7 mai 1915. 2793—20-5

Superior Court. Province of Quebec. District of Montreal. No. 2585. Dame Sarah Sabbath, of the city and district of Montreal, wife common as to property of Jonah Bacher, marchand, of the same place, and duly authorized to ester en justice, Plaintiff; vs Jonah Bacher, merchant of the same place, Defendant.

An action for separation as to property has been instituted in this cause on the 18th day of May 1915.

N. SOLOMON,  
Attorney for Plaintiff.  
Montreal, 21st May, 1915. 3076—22-5

Superior Court. Canada. Province of Quebec. District of Montreal. No. 713. Dame Rose Louise Leborgne, of the city and district of Montreal, wife common as to property of Victor Lucien Boissel, clerk, of the same place, duly authorized *a ester en justice*, Plaintiff; vs The said Victor Lucien Boissel, Defendant.

An action in separation as to property has this day been instituted against the defendant.

J. A. MOLLEUR,  
Attorney for the Plaintiff.  
Montreal, 21st May, 1915. 3104—22-5

Superior Court. Province of Quebec. District of Montreal. No. 3533. Dame Alice Lafèche, of the city and district of Montreal, wife of Ovila Toupin, trader, of the same place, duly authorized to ester en justice, Plaintiff; vs The said Ovila Toupin, of the same place, Defendant.

An action for separation as to property has been instituted in this cause, this day.

SAINT GERMAIN, GUERIN & RAYMOND,  
Attorneys for the Plaintiff.  
Montreal, 15th May, 1915. 2920—21-2

*Superior Court.*

Canada,  
Province of Quebec,  
District of Montreal.  
No. 5378.

Dame Marie Picard, of the city and district of Montreal, wife separate as to property of Ephrem Crete, carter, of the same place, the said Dame Marie Picard duly authorized by judgment of this Honourable Court under date of the 1st of May, 1915, to institute an action in separation from bed and board against the said Ephrem Crete,  
Plaintiff;

vs

The said Ephrem Crete, carter of the city and district of Montreal, Defendant.

An action in separation from bed and board has been instituted by the plaintiff against the defendant on the 5th of May, 1915.

CASGRAIN, MITCHELL, HOLT,  
MCDUGALL, CREELMAN & STAIRS,  
Attorneys for plaintiff.  
Montreal, 10th May, 1915. 2846—20-5

Superior Court. Province of Quebec. District of Montreal. No. 4396. Dame Annie Cheranin, of the city and district of Montreal, wife common as to property of Louis Berson, of the same place, merchant, and the said dame Annie Cheranin being duly authorized a ester en justice, Plaintiff; vs Louis Berson, of the city and district of Montreal, Defendant.

An action for separation as to property has this day been instituted against the defendant.

WINFIELD & LEDIEU,  
Attorneys for Plaintiff.  
Montreal, 7th May 1915. 2794—20-5

*Cour Supérieure.* Province de Québec. District des Trois-Rivières. No 47. Dame Alexina Blanchette, de la cité des Trois-Rivières, épouse de Bruno Champagne, épiciier, du même lieu, dûment autorisée à ester en justice, Demanderesse; vs le dit Bruno Champagne, Défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause, le 30 avril 1915.

DESY & LANGLOIS,  
Procureurs du défendeur.  
Trois-Rivières, 7 mai 1915. 2795—20-5

*Cour Supérieure.* Province de Québec. District de Montréal. No 4437. Dame Exilda Rémillard, des cité et district de Montréal, épouse commune en biens de Alexandre Marciel, forgeron des mêmes lieux et la dite Exilda Rémillard, dûment autorisée à ester en justice, Demanderesse; vs Alexandre Marciel, des cité et district de Montréal, Défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause le 17ème jour de mai 1915.

TRUDEAU & GUERIN,  
Procureurs de la Demanderesse.  
Montréal, 17 mai 1915. 2979—21-2

*Cour Supérieure.* Province de Québec. District de Montréal. No 4449. Dame Victoria Trudeau, des cité et district de Montréal, épouse de J. Ferdinand Lemieux, maître-plombier, du même lieu, dûment autorisée à ester en justice, Demanderesse, vs Le dit Ferdinand Lemieux, Défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause, le 17 mai 1915.

PELLETIER, LETOURNEAU,  
BEAULIEU & MERCIER,  
Avocats de la demanderesse:  
Montréal, 17 mai 1915. 2981—21-4

*Cour Supérieure.* Province de Québec. District de Montréal. No 4399. Dame Délia Harbour alias Arbour, des cité et district de Montréal, épouse commune en biens de Napoléon Brunet, commerçant, du même lieu, dûment autorisé à ester en justice, Demanderesse; vs le dit Napoléon Brunet, Défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause le 6ième jour de mai 1915.

BRUCHESI & BRUCHESI,  
Procureurs de la demanderesse.  
30 Saint-Jacques, Montréal.  
Montréal, 7 mai 1915. 2791—20-5

*Cour Supérieure.* Province de Québec. District de Montréal. No 2572. Avis est par le présentes donné, que le 10 mai 1915, Dame Bertha alias Bruche Schierer, des cité et district de Montréal, épouse commune en biens de Izig Elie Weininger, manufacturier, du même lieu, dûment autorisée à ester en justice, a poursuivi son mari en séparation de biens.

R. G. de LORIMIER, C. R.,  
Avocat de la demanderesse.  
Montréal, 12 mai 1915. 2879

Une action en séparation de biens a été instituée ce jour par Dame Albina Cimon, de la paroisse de Saint-Hubert, épouse commune en biens de Joseph Pelletier, marchand, du même lieu, et dûment autorisée à ester en justice, sous le No 5698, Cour Supérieure, district de Kamouraska.

LEO BERUBE,  
Procureur de la demanderesse.  
Fraserville, 19 mai 1915. 3023—21-2

*Superior Court.* Province of Quebec. District of Three Rivers. No. 47. Dame Alexina Blanchette, of the city of Three Rivers, wife of Bruno Champagne, grocer, of the same place, duly authorized to ester en justice, Plaintiff; vs the said Bruno Champagne, Defendant.

An action for separation as to property has been instituted in this cause, on the 30th April, 1915.

DESY & LANGLOIS,  
Attorneys for the Plaintiff.  
Three Rivers, 7th May, 1915. 2796—20-2

*Superior Court.* Province of Quebec. District of Montreal. No. 4437. Dame Exilda Rémillard, of the city and district of Montreal, wife common as to property of Alexandre Marciel, of the same place, blacksmith, and the said Dame Exilda Rémillard, being duly authorized à ester en justice, Plaintiff; vs Alexandre Marciel, of the city and district of Montreal, Defendant.

An action in separation as to property has this day been instituted against the Defendant.

TRUDEAU & GUERIN,  
Attorneys for Plaintiff.  
Montreal, 17th May, 1915. 2980—21-2

*Superior Court.* Province of Quebec. District of Montreal. No. 4449. Dame Victoria Trudeau, of the city and district of Montreal, wife of J. Ferdinand Lemieux, master plumber, of the same place, duly authorized to ester en justice, Plaintiff, vs The said J. Ferdinand Lemieux, Defendant.

An action for separation as to property has been instituted in this cause, on May 17th, 1915.

PELLETIER, LETOURNEAU,  
BEAULIEU & MERCIER,  
Attorneys for the Plaintiff  
Montreal, 17th May, 1915. 2982—21-4

*Superior Court.* Province of Quebec. District of Montreal. No. 4399. Dame Délia Harbour alias Arbour, from the city and district of Montreal, wife common as to property of Napoléon Brunet, merchant of the same place, duly authorized to ester in justice, Plaintiff; vs the said Napoleon Brunet, Defendant.

An action in separation as to property has been instituted in this cause on the 6th day of April 1915.

BRUCHESI & BRUCHESI,  
Attorneys for Plaintiff.  
30 Saint Jacques, Montreal.  
Montreal, 7th May, 1915. 2792—20-5

*Superior Court.* Province of Quebec. District of Montreal. No. 2572. Notice is hereby given you that on the 10th day of May instant Dame Bertha alias Bruche Schierer, of the city and district of Montreal, wife common as to property of Izig Elie Weininger, of the same place manufacturer, duly authorized à ester en justice, has sued her husband for separation as to property.

R. G. de LORIMIER, K. C.,  
Attorney for Plaintiff  
Montreal, 12th May, 1915. 2880

An action for separation as to property, has, been instituted this day by Dame Albina Cimon, of Saint Hubert parish, wife common as to property of Joseph Pelletier, merchant, of the same place and duly authorized to ester en justice, under No. 5698, Superior Court, district of Kamouraska.

LEO BERUBE,  
Attorney for Plaintiff.  
Fraserville, 19th May, 1915. 3024—21-2

Cour Supérieure. Canada. Province de Québec. District de Québec. No 435. Dame Eliza Wardlaw Perry of Kingsbury, dans la province de Québec, épouse de Richard Pease des cité et district de Montreal, dûment autorisée aux fins des présentes par un jugement de la Cour supérieure de ce district rendu mercredi, le 28 avril 1915, Demanderesse, vs Le dit Richard Pease, conducteur, des cité et district de Montréal, Défendeur.

Une action en séparation de corps a été instituée en cette cause le 3ième jour de mai courant.

CASGRAIN, MITCHELL, HOLT,  
McDOUGALL, CREELMAN & STAIRS,  
Procureurs de la demanderesse.  
Montréal, 8 mai 1915. 2851—20-2

*Cour Supérieure.*

Province de Québec,  
District de Montmagny.

No 125.

Dame Amélie Bélanger, de Saint-Cajetan d'Armagh, district de Montmagny, a, ce jour, institué une action en séparation de biens contre son mari, Alexandre Duchesneau, entrepreneur, du même lieu.

GAGNE & GAGNE,  
Procureurs de la demanderesse.  
Montmagny, 29 avril 1915. 2763—19-5

Province de Québec. District de Montréal. No 4121. Cour Supérieure. Dame Amanda Guindon, de la cité et du district de Montréal, épouse commune en biens de Hormisdas Bélair, du même lieu, dûment autorisée à ester en justice, Demanderesse; vs Hormisdas Bélair, du même lieu, défendeur.

Une action en séparation de biens a été intentée contre le défendeur, le 2 mars 1915.

ARCHAMBAULT & CHASSE,  
3025—21-2 Avocats de la demanderesse.

Cour Supérieure. Province de Québec. District de Montréal. No 608. Dame F. Litofsky, épouse commune en biens de Salomon Grabstein, des cité et district de Montréal, dûment autorisée à ester en justice aux fins des présentes par un jugement de la Cour supérieure, Demanderesse; vs Salomon Grabstein, du même endroit, Défendeur.

Une action en séparation de biens a été prise par la demanderesse contre le défendeur, le sixième jour de mai 1915.

JACOBS, HALL,  
COUTURE & FITCH,  
3127—22-5 Procureurs de la Demanderesse.

Cour Supérieure. Province de Québec. District de Montréal. No 5400. Dame Sara Paul épouse commune en biens de Jacob Schierer, fourreur, de Montréal, dûment autorisée à ester en justice, Demanderesse; vs Jacob Schierer, fourreur, de Montréal, Défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée contre le défendeur, le quatrième jour de mai 1915.

TRIHEY, BERCOVITCH,  
KEARNEY & LAFONTAINE,  
3129—22-5 Procureurs de la demanderesse

Superior Court. Canada. Province of Quebec. District of Montreal. No. 4359. Dame Eliza Wardlaw of Kingsbury in the Province of Quebec, wife of Richard Pease of the city and district of Montreal, duly authorized for the purposes of these presents by a judgment of the Superior Court for this district rendered on Wednesday, the 28th April, 1915, Plaintiff, vs The said Richard Pease, conductor, of the city and district of Montreal, Defendant.

An action in separation from bed and board has been instituted in this case on the 3rd of May instant.

CASGRAIN, MITCHELL, HOLT,  
McDOUGALL, CREELMAN & STAIRS,  
Attorneys for Plaintiff.  
Montreal, 8th May, 1915. 2852—20-5

*Superior Court.*

Province of Quebec,  
District of Montmagny.

No. 125.

Dame Amélie Bélanger, of Saint-Cajetan d'Armagh, district of Montmagny, has, this day, instituted an action for separation as to property against her husband Alexandre Duchesneau, contractor, of the same place.

GAGNE & GAGNE,  
Attorneys for plaintiff.  
Montmagny, 29th April, 1915. 2764—19-5

Province of Quebec. District of Montreal. No. 4121. In the Superior Court. Dame Amanda Guindon, of the city and district of Montreal, wife common as to property of Hormisdas Bélair, of the same place; duly authorized to ester en justice, Plaintiff; vs Hormisdas Bélair, of the same place, Defendant.

An action for separation as to property has been instituted against the defendant, on the 2nd of March, 1915.

ARCHAMBAULT & CHASSE,  
3026—21-2 Attorneys for Plaintiff.

Superior Court. Province of Quebec. District of Montreal. No. 608. Dame F. Litofsky, wife common as to property of Solomon Grabstein, of the city and district of Montreal, duly authorized to ester en justice for the purposes of these presents by judgment of the Superior Court, Plaintiff; vs Salomon Grabstein, of the same place, Defendant.

An action for separation of property has been instituted by plaintiff against defendant, on May 6th, 1915.

JACOBS, HALL,  
COUTURE & FITCH,  
3128—22-5 Attorneys for Plaintiff.

Superior Court. Province of Quebec. District of Montreal. No 5400. Dame Sara Paul, wife common as to property of Jacob Schierer, furrier, of Montreal, and duly authorized to ester en justice, Plaintiff; vs Jacob Schierer, furrier, of Montreal, Defendant.

An action in separation as to property was instituted herein against the defendant on the fourth day of May, 1915.

TRIHEY, BERCOVITCH,  
KEARNEY & LAFONTAINE,  
3130—22-5 Attorneys for Plaintiff.

## Avis de Faillites

*Cour Supérieure.*

Province de Québec,  
District des Trois-Rivières.

No 472.

Napoléon E. Godin, marchand, de la cité des  
Trois-Rivières, Requéant-cession;

et

J. Napoléon Gervais et L. Théophile Laflamme,  
tous deux marchands de vaisselle, de la cité des  
Trois-Rivières et y faisant affaires ensemble en  
société comme tels sous la raison de "Gervais  
& Laflamme, Débiteurs-cédants.

Avis est par le présent donné que les dits débi-  
teurs ont fait le 25 mai, 1915, un abandon judi-  
ciaire de leurs biens pour le bénéfice de leurs  
créanciers, au bureau du protonotaire de la Cour  
supérieure, à Trois-Rivières.

FERDINAND BELLEFEUILLE,  
Gardien-provisoire.

Trois-Rivières, 25 mai 1915. 3191

*In re* J. Maurice Lavigne, Hôtelier, Ville-Marie,  
P. Q.

Avis vous est par le présent donné que le dit  
insolvable a fait à la cour, cession judiciaire de ses  
biens pour le bénéfice de ses créanciers et que j'ai  
été nommé gardien-provisoire.

Veillez envoyer votre réclamation assermentée  
au soussigné aussitôt que possible.

J.-E. COUTURE,  
Gardien provisoire.

Bryson, 26 mai 1915. 3197

*Cour Supérieure.*

Province de Québec,  
District de Montréal.

No 189.

*In re* S. Léveillé, Insolvable.

Avis est par le présent donné que le 9ème jour  
d'avril, 1915, le soussigné a été nommé par ordon-  
nance de cette cour, curateur en cette affaire.

Les créanciers du dit insolvable sont requis  
de produire leurs réclamations à mon bureau,  
No 3, rue Notre-Dame-Est, sous trente jours du  
présent avis—, s'ils ne l'ont déjà fait.

JOS. BEAUMONT,  
Curateur.

Bureau: 3 Notre-Dame-Est,  
Montréal, 26 Mai 1915. 3199

*Cour Supérieure.*

Canada,  
Province de Québec,  
District de Terrebonne.

No 186.

Dans l'affaire de John Scarborough, marchand,  
du township de Chatham, district de Terre-  
bonne, Débiteur-Insolvable;

et

Hyacinthe Paquin, du même lieu,  
Créancier-Requéant-Cession.

Avis est par le présent donné que le dit débiteur  
a fait ce jour un abandon judiciaire de ses biens  
pour le bénéfice de ses créanciers, au bureau du  
protonotaire de la Cour supérieure, à Sainte-  
Scholastique.

GRIGNON & FORTIER,  
Protonotaire, C. S.

Sainte-Scholastique, 26 Mai 1915. 3201

## Bankrupt Notices

*Superior Court.*

Province of Quebec,  
District of Three Rivers.

No. 472.

Napoléon E. Godin, merchant, of the city of  
Three Rivers, Petitioner for assignment;

and

J.-Napoléon Gervais and L. Théophile Laflamme  
both dealers in China, glass and earthenware,  
of the city of Three Rivers, and there carrying  
on business together in partnership as such  
under the firm name and style of "Gervais &  
Laflamme", Insolvent Debtors.

Notice is hereby given that the said insolvent  
debtors, have, on the 25th May, 1915, made a  
judicial abandonment of their property for the  
benefit of their creditors, at the office of the  
prothonotary of the Superior Court, at Three  
Rivers.

FERDINAND BELLEFEUILLE,  
Provisional Guardian.

Three Rivers, 25th May, 1915. 3192

*In re* J. Maurice Lavigne, Hotel-Keeper, Bille-  
Marie, P. Q.

Notice is hereby given that said insolvent, has  
made in the court a judicial assignment for the  
benefit of his creditors and that I have been  
appointed provisional guardian.

Kindly send by return mail your sworn claim  
in this matter.

J. E. COUTURE,  
Provisional Guardian.

Bryson, 26th May, 1915. 3198

*Superior Court.*

Province of Quebec,  
District of Montreal.

No. 189.

*In re* S. Léveillé, Insolvent.

Notice is hereby given that on the 9th day of  
April, 1915, the undersigned has been appointed  
by an ordonnance of this court, curator to the  
above estate.

Creditors of said insolvent are requested to file  
their claims at my office, No.3, Notre-Dame street  
East, if they have not already done so within  
thirty days of present notice.

JOS. BEAUMONT,  
Curator.

Office: 3 Notre-Dame street-East,  
Montreal, 26th May, 1915. 3200

*Superior Court.*

Canada,  
Province of Quebec,  
District of Terrebonne.

No. 186.

In the matter of John Scarborough, merchant, of  
the township of Chatham, district of Terre-  
bonne, Insolvent-Debtor;

and

Hyacinthe Paquin, of the same place,  
Creditor-Petitioner-Assignment.

Notice is hereby given that the above debtor  
has made, this day, a judicial abandonment of  
his property for the benefit of its creditors, at the  
office of the prothonotary of the Superior Court,  
at Sainte Scholastique.

GRIGNON & FORTIER,  
Prothonotary, S. C.

Sainte Scholastique, 26th May, 1915. 3202

*Cour Supérieure.*

Province de Québec,  
District de Montréal.  
*Re* Abraham Goldstein, marchand de Montréal,  
Failli.

Avis est par les présentes donné que le sus-nommé a fait ce jour un abandon judiciaire de ses biens pour le bénéfice de ses créanciers.

CHARTRAND & TURGEON,  
Sub-gardiens-provisoires.  
Montréal, 31 mai 1915. 3209

*Cour Supérieure.*

Province de Québec,  
District de Montréal.  
No 187.

Dans l'affaire de Nicholas Maker, Montréal, Qué.  
Failli.

Avis est par le présent donné qu'un premier et dernier dividende a été déclaré en cette affaire lequel sera sujet à objection jusqu'au 22 juin 1915, après cette date, ce dividende sera payable à notre bureau.

J. G. DUHAMEL,  
H. H. BEAULIEU,  
Curateurs.

Bureau de Duhamel, Jenkinson & Beaulieu:  
Edifice "La Sauvegarde",  
92, Notre-Dame-Est, Montréal.  
Montréal, 27 mai 1915. 3205

*Cour Supérieure.*

Province de Québec,  
District de Bedford.  
*In re* Edward Rogers, marchand, West-Shefford,  
Que., Failli.

Avis est par les présentes donné que le susdit insolvable a fait cession de ses biens le 27 mai courant (1915), et que j'ai été nommé gardien provisoire.

LOUIS-JOSEPH JODOIN,  
Gardien-provisoire.  
Waterloo, P. Q., 29 Mai 1915. 3207

*Cour Supérieure.*

Province de Québec,  
District de Montréal.  
Dans l'affaire de "Canada Optical Manufacturing Co., Limited, En liquidation.

Avis est par le présent donné qu'un deuxième bordereau de dividendes a été préparé et sera payable à nos bureaux le 21 juin 1915.

Toute contestation de ce dernier doit être déposée entre nos mains avant la date susmentionnée.

A. TURCOTTE & FILS,  
Liquidateurs.  
Bureaux de Kent & Turcotte,  
Montréal. 3363

*Cour Supérieure.*

Canada,  
Province de Québec,  
District de Gaspé,  
Comté de Bonaventure.

Dans l'affaire de Kingsley-James Carter, Dealer in Engine Supplies, de Gaspé Basin, dans les comté et district de Gaspé, Insolvable,

&  
Fletcher Blois, agent de New Carlisle, dans le comté de Bonaventure, dans le district de Gaspé, Créancier requérant cession.

Avis est par le présent donné que le dit débiteur: Kingsley-James Carter, a fait, ce jour, un abandon judiciaire de ses biens pour le bénéfice

*Superior Court.*

Province of Quebec,  
District of Montreal.  
*Re* Abraham Goldstein, merchant of Montreal,  
Insolvent.

Notice is hereby given that the above named insolvent, has, this day made a judicial assignment of all his property for the benefit of his creditors.

CHARTRAND & TURGEON,  
Sub-Provisional-Guardians.  
Montreal, 31st May, 1915. 3210

*Superior Court.*

Province of Quebec,  
District of Montreal.  
No. 187.

In the matter of Nicholas Maker, Montreal, Que.  
Insolvent.

Notice is hereby given that a first and final dividend has been declared in this matter which is open to objection until the 22nd day of June, 1915, after which date this dividend will be payable at our office.

J. G. DUHAMEL,  
H. H. BEAULIEU,  
Curators.

Office of Duhamel, Jenkinson & Beaulieu:  
"La Sauvegarde" Building.  
No. 92, Notre Dame street East, Montreal.  
Montreal, 27th May, 1915. 3206

*Superior Court.*

Province of Quebec,  
District of Bedford.  
*In re* Edwards Rogers, trader of West-Shefford,  
Que., Insolvent.

Notice is hereby given that the said Insolvent has made of the 27th day, of May instant, (1915), judicial abandonment of his property and that I have been appointed provisional guardian.

LOUIS-JOSEPH JODOIN,  
Provisional Guardian.  
Waterloo, P. Q., 29th May, 1915. 3208

*Superior Court.*

Province of Quebec,  
District of Montreal.  
In the matter of The Canada Optical Manufacturing Co., Limited, In liquidation.

Notice is hereby given that a second and final dividend has been prepared and will be payable at our office on the 21st of June, 1915.

Any contestation of same must be deposited with us before the date above mentioned.

A. TURCOTTE & SON,  
Liquidators.  
Office of Kent & Turcotte,  
Montreal. 3364

*Superior Court.*

Canada,  
Province of Quebec,  
District of Gaspé,  
County of Bonaventure.

In the matter of Kingsley-James Carter, Dealer in Engine supplies, of Gaspe Basin, in the county and district of Gaspé, Insolvent.

&  
Fletcher Blois, agent of New-Carlisle, in the county of Bonaventure, in the district of Gaspé, Creditor petitioning in abandonment.

Notice is hereby given that the said debtor: Kingsley-James Carter, has, this day, made a judiciary abandonment of his property to the

de ses créanciers, au bureau du Protonotaire de la Cour Supérieure, à New Carlisle.

J. F. MARCOTTE,  
Gardien provisoire.  
New-Carlisle, 28 mai 1915. 3359

EN VERTU DE LA LOI DES LIQUIDATIONS

*Cour Supérieure.*

Province de Québec,  
District de Montréal.

Dans l'affaire de "The Goodform Clothing Company, Ltée, Montréal, En liquidation.

Avis est par le présent donné que le vingt-huitième jour de mai, par ordre de cour, je, sousigné, a été nommé liquidateur des biens de la dite compagnie en liquidation.

Les réclamations assermentées doivent être produites entre mes mains dans les trente jours du présent avis.

JOHN MCD. HAINS,  
Liquidateur.

412 Edifice Coristine,  
20 rue Saint-Nicholas.  
Montréal, 1er juin 1915. 3357

Avis

Les examens pour l'admission à l'étude et à la pratique de l'architecture dans cette province auront lieu, le 26 juillet 1915 et les jours suivants, dans les salles de l'Association des Architectes de la province de Québec, Hôtel de ville, Québec, P. Q., à neuf heures de l'avant-midi de chaque jour.

Les témoignages d'étude, item "A" des examens (voir annuaire) devront être remis au bureau de l'Association, le ou avant le 26 juin de l'année courante. Ces témoignages d'étude devront être accompagnés d'un honoraire de dix dollars (\$10.00) pour les examens d'immatriculation et d'un honoraire de vingt cinq dollars (\$25.00) pour les examens d'enregistrement.

3365

LA COMMISSION DES EAUX COURANTES DE QUEBEC

BARRAGE-RESERVOIR PROJETE SUR LA RIVIERE SAINT-AURICE

AVIS AUX ENTREPRENEURS

Des soumissions cachetées adressées au soussigné et portant cette mention "Soumission pour Barrage à La Loutre sur la rivière Saint-Maurice" seront reçues au bureau de la Commission des Eaux Courantes de Québec, chambre 264, Edifice du Parlement à Québec, jusqu'à midi mardi, le 15 juin 1915.

Les plans et devis peuvent être examinés au bureau ci-haut mentionné ou au bureau de la Commission, chambre 803, Edifice McGill, Montréal.

Les personnes qui désirent soumissionner devront accepter l'échelle des salaires préparée ou à être préparée par le Département du Travail de Québec, et cette échelle des salaires fera partie du contrat.

Les soumissionnaires doivent se rappeler que les soumissions ne seront considérées que si elles sont faites selon les formules fournies à cet effet.

Chaque soumission doit être accompagnée d'un chèque accepté par une banque canadienne et fait

benefit of his creditors, at the office of the Protonotary of the Superior Court, at New-Carlisle.

J. F. MARCOTTE,  
Provisional guardian.  
New Carlisle, 28th May, 1915. 3360

UNDER THE WINDING UP ACT.

*Superior Court.*

Province of Quebec,  
District of Montreal.

In the matter of The Goodform Clothing Company, Limited, Montreal, In liquidation

Notice is hereby given that on the 28th day of May, by an order of the Court, I, the undersigned was appointed liquidator to the property of the said company in liquidation.

Sworn claims must be filed with me within thirty days from this notice.

JOHN MCD. HAINS,  
Liquidator.

412 Coristine Building,  
20 Saint Nicholas street.  
Montreal, 1st June, 1915. 3358

Notice

The examinations for admission to study of Architecture or registration in this province, will be held, the 26th July, 1915, and the following days, at the rooms of the province of Québec Association of Architects, City Hall, Québec, P. Q., at nine o'clock in the forenoon each day.

Testimonies of study, item "A" of the examinations, (see Year Book) shall have to be in the rooms of the Association, on or before the 26th June next. The said testimonies to be accompanied by a fee of ten dollars (\$10.00) for candidates for matriculation and a fee of twenty five dollars (\$25.00) for registration.

3366

THE QUEBEC STREAMS COMMISSION

PROPOSED STORAGE DAM ON THE SAINT MAURICE RIVER

NOTICE TO CONTRACTORS

Sealed Tenders addressed to the undersigned and marked "Tender for Storage Dam at La Loutre on the Saint Maurice river" will be received at the office of the Quebec Streams Commission, Room 264, Parliament Building, Quebec, until twelve o'clock, on tuesday, the 15th of June, next, 1915.

Plans and specifications can be seen on or after this date at the said office or at the Quebec Streams Commission's Office, Room 803, McGill Building, Montreal.

Parties tendering will be required to accept the fair wages schedule prepared or to be prepared by the Department of Labour of the Province of Quebec, which schedule will form part of the contract.

Tenderers are notified that tenders will not be considered unless made strictly in accordance with the printed forms.

An accepted bank check for the sum of one hundred and fifty thousand dollars (\$150,000.00),

payable à l'ordre du Trésorier Provincial, pour une somme de cent cinquante mille (150,000) dollars et cette somme sera confisquée si le soumissionnaire à qui l'ouvrage sera adjudgé refuse de signer un contrat pour les prix mentionnés dans sa soumission.

Le chèque ainsi fourni sera retourné aux entrepreneurs dont la soumission ne sera pas acceptée.

Le chèque du soumissionnaire à qui l'ouvrage sera adjudgé sera retenu comme garantie totale ou partielle que l'ouvrage sera exécuté selon le contrat à être signé.

La Commission ne s'engage pas à accepter la plus basse ni aucune des soumissions.

Par ordre,

O. LEFEBVRE,  
Ingénieur en Chef.

La Commission des Eaux Courantes de Québec.  
Montréal, le 29 avril 1915.

N.-B.—Les journaux qui publieront cet avis sans l'autorisation de la Commission ne seront pas payés. 2783

made payable to the order of the Provincial Treasurer, must accompany each tender, which sum will be forfeited if the party tendering declines entering into contract for the work, at the rates stated in the offer submitted.

The cheque thus sent in will be returned to the respective contractors whose tenders are not accepted.

The cheque of the successful tenderer will be held as security, or part security, for the due fulfilment of the contract to be entered into.

The lowest of any tender not necessarily accepted.

By order,

O. LEFEBVRE,  
Chief Engineer.

The Quebec Streams Commission.  
Montreal, 29th April, 1915.

Newspapers inserting this advertisement without authority from the Commission will not be paid for it. 2784

### En liquidation

*In re* "The Janneville Coy, Ltd.",

Par résolution passée par les actionnaires de la compagnie, à leur assemblée générale spéciale, tenue le 27ème jour de mai courant, 1915, la liquidation et la dissolution de la compagnie ont été décrétées.

Daté à Montréal, ce 28ème jour de mai 1915.

J. L. PERRON,  
H. DUVERGER,  
Liquidateurs.

3231

### In Liquidation

*In re* The Jeanneville Land Company Limited.

By resolution passed by the shareholders of the company, at their special general meeting held on the 27th day of May, 1915, it was resolved to liquidate and dissolve the said company.

Dated at Montréal, this 28th day of May, 1915.

J. L. PERRON,  
H. DUVERGER,  
Liquidators.

3232

### Ordre de Cour

*Cour Supérieure.*

Province de Québec,  
District de Montréal,  
No 5147.

J. W. JACOBS.

Demandeur.

vs

Frank Harel,

Défendeur.

Sur l'ordre de l'Honorable Juge Bruneau, donné le dix-neuvième jour de mai, 1915, vu les allégations de l'insolvabilité de Frank Harel, des cité et district de Montréal, le défendeur; les créanciers du dit défendeur qui n'auraient pas encore produit leurs réclamations, sont maintenant appelés à les produire en cette cause au bureau du protonotaire de la Cour supérieure pour le district de Montréal, à Montréal, dans les quinze jours de la première insertion dans la *Gazette Officielle* de Québec, conformément aux articles Nos 673-674 du Code de procédure civile.

T. DEPATIE,  
Dep. P. C. S.  
3101—22-2

Montréal, 20 mai 1915.

### Order of the Court

*Superior Court.*

Province of Quebec,  
District of Montreal,  
No. 5147.

J. W. Jacobs,

Plaintiff;

vs

Frank Harel,

Defendant.

By order of the Honourable Mr. Justice Bruneau, given on the nineteenth day of May, 1915, and seeing the allegations concerning the insolvency of Frank Harel, of the city and district of Montreal, the defendant; the creditors of the said defendant, who have not yet produced their claims, are now called to file them in the office of the Prothonotary of the Superior Court, for the district of Montreal, at the city of Montreal, within fifteen days from the first insertion of the order in the *Quebec Official Gazette*, in conformity with articles 673-674 of the Code of civil Procedure.

T. DEPATIE,  
Dep. P. C. S.  
3102—22-2

Montreal, 20th May, 1915.

## Ratification

AVIS POUR RATIFICATION DE TITRE  
*Cour Supérieure.*

Province de Québec,  
District de Rimouski,  
No 5045.

Avis est par le présent donnée, que Arthur Charles Landry, de Mont-Joli, district susdit, marchand, par acte de vente passé devant L. de G. Belzile, N. P., le 26 avril 1915, à Rimouski, a acheté les immeubles et accessoires suivants, de Joseph Dubé, notaire, de Mont-Joli, en sa qualité de liquidateur de la Compagnie de Fonderie et Machineries, Limitée, de Mont-Joli, savoir:

a. Un lopin de terre situé en la paroisse de Mont-Joli, de forme irrégulière, contenant environ quatre arpents et un quart en superficie; borné au sud au terrain acquis à la dite compagnie de Frs. Corriveau, au nord à la borne sud des terres du deuxième rang, à l'ouest partie à dame Marceline Gagnon (rue projetée), partie à C. Lévesque, partie à J. Charette, et partie à J. B. Fournier, et à l'est au terrain de l'I. C. R., à distraire trois emplacements appartenant à Pierre Labrie, Joseph Lévesque et Arthur Lévesque ou représentants;

b. Un terrain de trente pieds de largeur, adjacent au terrain ci-dessus décrit, à l'extrémité sud-est et se prolongeant vers l'ouest jusqu'à la rue Aubin, touchant par le côté sud le terrain vendu à la dite Cie. par Frs. Corriveau, pour servir de rue;

c. Un terrain situé en la paroisse de Mont-Joli, de un arpent et quelques pieds de profondeur sur cinq arpents de largeur, à distraire de la largeur du côté ouest une lisière de trente pieds pour une rue, devant former cinq arpents en superficie; borné au sud à Frs. Corriveau, à l'est, à Geo. Rioux, au nord aux terrains ci-dessus décrits, et à l'ouest à la rue de trente pieds distraite séparant ce terrain de celui de dame Marceline Gagnon; ces trois terrains font partie des lots quatre cent quatre vingt dix et quatre cent quatre vingt onze (490 & 491) du cadastre officiel de la paroisse de Sainte-Flavie. Que copie du susdit acte de vente a été déposé entre les mains de Joseph Dubé, liquidateur, à Mont-Joli, avec le certificat du registraire de la division d'enregistrement du comté de Rimouski, touchant les terrains ci-dessus décrits ainsi que les batisses érigées sur ces terrains, selon les exigences de l'article 7553 des Statuts refondus de la province de Québec.

Le propriétaire et le possesseur des dits immeubles pendant les trois dernières années avant le dit Arthur Charles Landry, fut la Compagnie de Fonderie et Machineries, Limitée, de Mont-Joli, qui les avait acquis le 9 décembre 1908.

JOSEPH DUBE,  
Liquidateur.  
Mont-Joli, 30 avril 1915. 2669—19-5

## Ratification

NOTICE FOR CONFIRMATION OF TITLE.  
*Superior Court.*

Province of Quebec,  
District of Rimouski,  
No. 5045.

Notice is hereby given that, Arthur Charles Landry, of Mont-Joli, aforesaid district, merchant, by deed of sale made and executed before L. de G. Belzile, N. P., on the 26th April, 1915, at Rimouski, purchased the following immovables and accessories, from Joseph Dube, notary, of Mont-Joli, in his capacity of liquidator of the "Compagnie de Fonderie et Machineries Limitée", of Mont Joli, to wit:

a. A parcel of land situate in the parish of Mont Joli, of irregular outline, containing about four arpents and a quarter in superficies; bounded on the south by the land acquired by the said company from Frs. Corriveau, on the north by the southern boundary of the lands of the second range, on the west partly by Dame Marceline Gagnon (a projected street), partly by C. Levesque, partly by J. Charette and partly by J. B. Fournier, and on the east by the land of the I. C. R., to deduct from above parcel of land three emplacements belonging to Pierre Labrie, Joseph Levesque and Arthur Levesque or representatives.

b. A lot of land of thirty feet in width, adjacent to the parcel of land above described, south east extremity thereof, and extending westerly to Aubin street, and contiguous, on the south side, to the land sold to the said company by Frs. Corriveau, said land to be used as a street.

c. A lot of land situate in the parish of Mont Joli, of one arpent and several feet in depth by five arpents in width, to deduct from the west side thereof, a strip of land thirty feet for a street, and containing about five arpents in superficies; bounded on the south by Frs. Corriveau, on the east by Geo. Rioux, on the north by the lands above described, and on the west by the street of thirty feet above deducted and separating the above lot of land from that of Dame Marceline Gagnon; The three lots of land above described forming part of the lots four hundred and ninety and four hundred and ninety one (490-491) of the official cadastre of the parish of Sainte Flavie. That copy of the above deed of sale has been filed with the said liquidator, Joseph Dubé, at Mont Joli, together with the registrar's certificate for the Registration Division of the county of Rimouski, respecting the immovables above described and the buildings thereon erected, pursuant to the provisions of article 7553 of the Revised Statutes of the province of Quebec.

The proprietor and owner of the said immovables for the three years now last past before the said Arthur Charles Landry, was the "Compagnie de Fonderie et Machinerie Limitée", of Mont Joli, which purchased the same on the 9th December, 1908.

JOSEPH DUBE,  
Liquidator.  
Mont Joli, 30th April, 1915. 2670—19-5

## Vente par Encan

## DOMINION EXPRESS COMPANY

Avis public est par le présent donné que, en vertu de la loi des chemins de fer du Canada, La Compagnie Dominion Express, vendra par encan public, dans le cité de Montréal, province de Québec, mardi, le 15 juin 1915, tous les effets non réclamés qu'elle a en sa possession depuis et avant le 1er juin 1914, aux bureaux de la Division Atlantique.

W. S. STOUT,  
2651—19-6 Président et Gérant Général.

## CHEMIN DE FER DU QUEBEC CENTRAL.

VENTE PAR ENCAN DE BAGGAGE ET D'EFFETS  
NON RÉCLAMÉS

La compagnie du chemin de fer du Québec Central, donne par le présent avis qu'elle vendra par enchère publique, à l'entrepôt Fuller & Wiggett, vis-à-vis son hangar à marchandises, Sherbrooke, P. Q., mardi, le 6 juillet 1915, à 10 heures de l'avant-midi, une quantité de pièces de machinerie, garnitures de maison et autres objets divers.

J. H. WALSH,  
Gérant-Général.  
Sherbrooke, 28 Mai 1915. 3133—22-6

## Auction Sale

## DOMINION EXPRESS COMPANY

Public notice is hereby given that under authority of Canadian Railway Act, the Dominion Express Company will sell at Public auction in the city of Montreal, in the province of Quebec, on Tuesday, 15th June, 1915, all unclaimed shipments that have been on hand since previous to June 1st, 1914, at offices in the Atlantic Division.

W. S. STOUT,  
2652—19-6 President and General Manager.

## QUEBEC CENTRAL RAILWAY COMPANY

AUCTION SALE OF UNCLAIMED FREIGHT AND  
BAGGAGE

The Quebec Central Railway Company hereby give notice that they will sell by public auction, at Fuller & Wiggett's warehouse, opposite their freight shed, Sherbrooke, P. Q., on Tuesday, 6th July, 1915, at ten o'clock in the forenoon, a quantity of machinery, household effects and other sundries.

J. H. WALSH,  
General Manager.  
Sherbrooke, 28th May, 1915. 3134—22-6

## Vente de Faillite

## Cour Supérieure.

Province de Québec,  
District de Montréal,  
No 26.

Dans l'affaire de Rose Cohen *et al.*, "Imperial  
Waste & Metal Co",  
&

Friedman & Miller, Curateurs.

Avis est par le présent donné que, mardi, le vingt-deuxième jour de juin 1915, à 11 hrs de l'avant-midi, au bureau de Marcotte Frères, 69 rue Saint-Jacques, Montréal, P. Q., seront vendus par enchères publiques les biens desdits insolubles comme suit:

1. Un lot situé dans la paroisse de LaPraire dans les limites de la première concession de Saint-Lambert, comprenant 40 arpents, faisant face au fleuve Saint-Laurent et connu comme étant les Nos 41 et 42 du Plan officiel de la paroisse de LaPraire—avec toutes constructions y érigées, s'il y en a.

2. Un lot situé dans la paroisse de LaPraire, connu et désigné au plan officiel de la paroisse de LaPraire sous le No 241.

Un lot situé dans la paroisse de LaPraire connu et désigné au plan officiel de la paroisse de LaPraire sous le No 244.

Le tout ayant une superficie de 64 arpents, plus ou moins, mesure française—avec toutes batisses ci-dessus construites.

3. Un lot situé dans la paroisse de LaPraire dans les limites de la première concession de Saint-Lambert, mesurant 40 arpents et 7 perches plus ou moins, mesure française, connu et désigné au plan officiel de la paroisse de LaPraire sous le No 43.

4. Un emplacement situé en la cité de Montréal, connu et décrit sous le dix-huit cent vint-trois (1823) au plan officiel et livre de renvoi

## Insolvent Sale

## Superior Court.

Province of Quebec,  
District of Montreal,  
No. 26.

In the matter of Rose Cohen *et al.*, "Imperial  
Waste & Metal Co.,"  
&

Friedman & Miller, Curators.

Notice is hereby given that on Tuesday the twenty second day of June, 1915, at eleven o'clock in the forenoon, at the office of Marcotte Freres, 69 Saint James street, Montreal, P. Q., shall be sold by public auction the property of the said insolvents consisting of:

1. One lot situate in the parish of LaPraire within the first concession of Saint Lambert consisting of 40 arpents, fronting on the River Saint Lawrence and known as Nos. 41 & 42 on the official plan of the parish of LaPraire—with whatever buildings erected thereon if any.

2. On lot situate in the parish of LaPraire known and designated on the official plan of the parish of LaPraire as No. 241.

One lot situate in the parish of LaPraire known and designated on the official plan of the parish of LaPraire as No. 244.

The whole containing a superficial area of 64 arpents more or less, French measure—with any buildings constructed thereon.

3. One lot situated in the parish of LaPraire in the first concession of Saint Lambert, measuring 40 arpents and 7 perches more or less, french measure, known and designated on the official plan and book of the parish of LaPraire as No. 43.

4. A lot of land situate in the city of Montreal known and described as lot official number eighteen hundred and twenty three (1823) on

du quartier Sainte-Anne de la cité de Montréal, ayant front sur la rue Saint-Paul, étant de forme irrégulière et ayant une superficie de dix mille trois cents cinquante cinq (10,355) pieds carrés, mesure anglaise, plus ou moins—avec bâtisses dessus construites.

5. Ces deux emplacements situés dans le quartier Sainte-Anne de la cité de Montréal, connus et désignés comme étant les lots Nos quinze cent quarante neuf et quinze cent cinquante-six (1549-1556) des plan et livre de renvoi officiel dudit quartier Sainte-Anne, ayant une étendue de dix-huit mille deux cents pieds carrés, mesure anglaise, plus ou moins—avec bâtisses dessus construites, portant les numéros municipaux 43 à 55 rue Prince et 40, rue Queen.

6. Un emplacement situé en la paroisse de LaPrairie connu et désigné au plan officiel de la paroisse de LaPrairie, sous le No 243.

Un lot adjoint à l'emplacement susdit, connu et désigné sur le plan officiel de la paroisse de LaPrairie sous le No 242, le tout ayant une superficie de 8 3-4, mesure française, plus ou moins.

C. J. FRIEDMAN & H. D. MILLER,  
Curateurs.

7 rue Queen, Montréal.  
Montréal, 25 mai 1915.

3095—22-2

the official plan and book of reference of Sainte Ann's ward of the city of Montreal, fronting on Saint-Paul street, being of irregular figure and having a superficial area of ten thousand three hundred and fifty five (10,355) square feet, English measure, more or less—with buildings erected thereon.

5. Those lots of land situated in the Saint Ann's ward of the city of Montreal, known and designated as being lots numbers fifteen hundred and forty nine and fifteen hundred and fifty six (1549-1556) of the official plan and book of reference of said Sainte Ann's ward, having a superficial area of eighteen thousand two hundred square feet, english measure, more or less—with buildings thereon erected, bearing civic numbers 43 to 55 Prince street and 40 Queen street.

6. One lot situate in the parish of LaPrairie known and designated on the official plan of the parish of LaPrairie as No. 243.

One lot adjoining aforesaid lot known and designated as on the official plan of the parish of LaPrairie as No. 242, the whole having a superficial area of 8 arpents and 3 quarters, french measure, more or less.

C. L. FRIEDMAN & H. D. MILLER,  
Curator.

7 Queen street, Montreal.  
Montreal, 25th May, 1915.

3096—22-2

Ventes par le Shérif—Arthabaska

AVIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS  
*Cour Supérieure.—District d'Arthabaska.*

Arthabaska, à savoir: ) THE A. A. AYER  
No. 52. ) COMPANY LI-  
MITED", Demanderesse; vs les héritiers de feu  
HONORE ROUX, Défendeurs.

Comme appartenant aux défendeurs:

Une bâtisse exploitée comme fromagerie, érigée sur un emplacement dans le neuvième rang, du canton d'Halifax, de soixante-quinze pieds de front sur soixante-quinze pieds de profondeur, connu et désigné au cadastre officiel de Sainte-Sophie d'Halifax, comme partie du numéro huit cent vingt (P. 820), comprenant l'appareil complet pour exploiter la dite fromagerie—circonstances et dépendances

Pour être vendue à la porte de l'église paroissiale de Sainte-Sophie d'Halifax, le DIX-SEPTIEME jour de JUIN prochain 1915, à ONZE heures de l'avant-midi.

J. E. GIROUARD,  
Bureau du shérif, Shérif.  
Arthabaska, 11 mai 1915. 2873—20-2  
[Première publication, 15 Mai 1915.]

Sheriff's Sales—Arthabaska

PUBLIC NOTICE is hereby given that the under-mentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS  
*Superior Court.—District of Arthabaska.*

Arthabaska, to wit: ) THE A. A. AYER COM-  
No. 52. ) PANY, Limited, Plain-  
tiff; vs the heirs of the late HONORE ROUX,  
Defendants.

As belonging to the defendants:

A certain building used as a cheese factory, erected upon an emplacement located in the ninth range, of the township of Halifax, measuring seventy five feet in front by seventy five feet in depth, known and designated upon the official plan and book of references of the said parish of Sainte Sophie d'Halifax, as part of lot number eight hundred and twenty (P. 820), comprising the whole wearing apparatus used to run the said cheese factory—circumstances and dependencies.

To be sold at the parochial door of Sainte Sophie d'Halifax, the SEVENTEENTH day of JUNE next, 1915, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

J. E. GIROUARD,  
Sheriff's office, Shérif.  
Arthabaska, 11th May, 1915. 2874—20-3  
[First published, 15th May, 1915.]

10 JUN 1915  
10 JUN 1915  
10 JUN

10 JUIN 1915

## Ventes par le Shérif—Beauce

AVIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

## FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

*Cour de Circuit.—District de Beauce.*

Beauce, à savoir: } **F**ELIX GEORGES  
No 363. } **F**ORTIER, Deman-  
deur; contre ADELARD THIBODEAU, Défendeur.

Le lot de terre, situé à Saint-Gédéon, étant le numéro quatorze B (14 B) du huitième rang du canton de Marlow—avec bâtisses dessus construites et dépendances.

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Gédéon, le QUINZE JUIN prochain (1915), à DIX heures de l'avant-midi.

JOS. POIRIER,

Bureau du shérif. Shérif.  
Saint-Joseph de Beauce, 10 mai 1915.

2847—20-2

[Première publication, 15 mai 1915].

## Sheriff's Sales—Beauce

PUBLIC NOTICE is hereby given that the under-mentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

## FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

*Circuit Court.—District of Beauce.*

Beauce, to wit: } **F**ELIX GEORGES FOR-  
No. 363. } **F**ORTIER, Plaintiff; against  
ADELARD THIBODEAU, Defendant.

The lot of land situate at Saint Gédéon, being the number fourteen B (14 B) of the eight range of the township of Marlow—with the buildings thereon erected and dependencies.

To be sold at the church door of the parish of Saint Gédéon, on the FIFTEENTH day of JUNE next, (1915), at TEN o'clock in the forenoon.

JOS. POIRIER,

Sheriff's office. Sheriff.  
Saint Joseph-Beauce, 10th May, 1915.

2848—20-2

[First published, 15th May, 1915].

## Ventes par le Shérif—Bedford

AVIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

## FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS

*Cour Supérieure.—District de Montréal.*

Province de Québec, } **I**MPERIAL BANK  
District de Bedford. } **O**F CANADA, De-  
No 1862. } manderesse; contre  
les meubles et effets, terres et ténements de F. A. HIBBARD.

Saisis en exécution comme appartenant au dit Défendeur:

Une certaine ferme faisant partie du lot No vingt-trois du troisième et quatrième rangs de l'ancienne subdivision du canton de Dunham, dans dans le district de Bedford, et maintenant connue sur le plan officiel et au livre de renvoi du dit canton de Dunham, comme suit: 1. Lot cadastral No trois cent quatre (304) contenant trente-huit acres et demi en étendue, plus ou moins, soumis aux droits de la "South Eastern Railway Company", ses représentants et ayants-droits, à une source sur le dit lot—avec toutes les améliorations ci-dessus, et: 2. Toute une certaine étendue de terrain faisant partie du lot de terre sur les dits plan officiel et livre de renvoi du dit canton de Dunham, comme étant le lot cadastral numéro deux cent quatre-vingt (280), la dite étendue de terrain bornée au nord par la limite municipale du village de Cowansville, à l'est par William S. Cotton, (partie du même lot), au sud par William A. Quackenboss (partie du même lot), et à l'ouest par la ligne de division entre le troisième et le quatrième rangs, contenant vingt-cinq acres en superficie, plus ou moins—avec toutes les améliorations y érigées.

La dite ferme contenant soixante-trois acres et demi, plus ou moins, bornée au nord par les bornes municipales de Cowansville et à l'ouest par le chemin public de Dunham.

## Sheriff's Sales—Bedford

PUBLIC NOTICE is hereby given that the under-mentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

## FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS

*Superior Court.—District of Montreal.*

Province of Québec, } **I**MPERIAL BANK OF  
District of Bedford. } **C**ANADA, Plain-  
No. 1862. } tiff; against the  
goods and chattels, lands and tenements of  
F. A. HIBBARD,

Taken in execution as belonging to the said Defendant:

That certain farm forming part of lot number twenty three of the third and fourth ranges of the primitive survey of the township of Dunham, in the district of Bedford, and now known on the official plan and in the book of reference of the said township of Dunham, as: 1. Cadastral lot number three hundred and four (304) containing thirty eight and one half acres in superficies, more or less, subject to the rights of the South Eastern Railway Company, its representatives and assigns to a spring on said lot—with all improvements thereon and: 2. All that certain piece or parcel of land forming part of the lot of land on the said official plan and book of reference of the said township of Dunham, as cadastral lot number two hundred and eighty (280), bounded the said piece of land on the north by the corporation line of the village of Cowansville, on the east by William S. Cotton (part of said lot), on the south by William A. Quackenboss (part of the same lot) and on the west by the division line between the third and fourth ranges, containing twenty five acres in superficies, more or less—with all improvements thereon.

The said farm containing sixty three and one half acres, more or less, bounded on the north by Cowansville corporation line and on the west by Dunham public road.

Pour être vendue à la porte de l'église paroissiale de la paroisse de Sainte-Rose de Lima de Sweetsburg, au village de Sweetsburg, dans le district de Bedford, le DIX-NEUVIEME jour de JUIN prochain, 1915, à UNE heure de l'après-midi.

CHAS. S. COTTON, Shérif.  
Bureau du shérif, Sweetsburg, 12 Mai 1915. 2909—20-2  
[Première publication, 15 Mai 1915.]

To be sold at the parochial church door of the parish of Sainte Rose de Lima de Sweetsburg, at the village of Sweetsburg, in the district of Bedford, on the NINETEENTH day of JUNE, next, 1915, at the hour of ONE of the clock in the afternoon.

CHAS.-S. COTTON, Sheriff.  
Sheriff's office, Sweetsburg, 12th May, 1915. 2910—20-2  
[First published, 15th May, 1915.]

### Ventes par le Shérif—Gaspé

AVIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

#### FIERI FACIAS DE TERRIS

*Dans la Cour du Magistrat, New-Carlisle*

Canada, Province de Québec, District de Gaspé, Comté de Bonaventure, No 310. } THE LEBOU-TILLIER BROTHERS COMPANY, LIMITED, Demandeurs; contre les terres et héritages de PHILIPPE BRYOLD, Défendeur.

Toute la partie du lot No 4, dans le septième rang du canton Hamilton, dans les comté et district susdit, situé du côté est de la route conduisant de Caplin Rivière à Musselyville, bornée à l'ouest et au nord-ouest par la dite route, à l'est par le lot No 5 et au sud par la ligne de séparant les sixième et septième rang, le dit emplacement contenant environ quarante cinq acres en superficie, plus ou moins, et maintenant connue comme faisant partie du lot cadastral No 1124a du canton Hamilton, en plus une maison et une grange dessus construites, circonstances et dépendances.

Pour être vendue à la porte de l'Eglise paroissiale de Saint-Alphonse de Caplan, JEUDI, le HUITIEME jour de JUILLET prochain, 1915, à ONZE heures de l'avant-midi.

W.-M. SHEPPARD, Shérif, C. B.  
Bureau du shérif, New-Carlisle, 1er juin 1915. 3353—23-2  
[Première publication, 5 juin 1915.]

#### FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

*Cour Supérieure.—New-Carlisle.*

Canada, Province de Québec, District de Gaspé, Comté de Bonaventure, No 2247. } PHILIPPE DUGUAY, fils d'Alexis, de Paspébiac, dans le comté de Bonaventure, district de Gaspé, cultivateur, Demandeur; contre la CORPORATION DE PASPEBIAC, Défenderesse.

Saisi comme appartenant au dit demandeur, feu Philippe Duguay, fils d'Alexis.

Un lot de terre étant la moitié est du lot primitif No 2, dans le deuxième rang du canton Cox, à l'ouest de la ligne Paspébiac, mesurant trois acres de front sur la profondeur du dit rang; borné en front par le premier rang, en profondeur par le troisième rang, à l'est par Oswald Duguay et à l'ouest par Edouard LeBrasseur, fils d'Edouard, et maintenant connu comme étant la partie est du lot du cadastre No 1230, contenant environ 48 35/100 acres de terre en superficie—avec une maison et grange y érigées, circonstances et dépendances.

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de Notre-Dame de Paspébiac, JEUDI, le DIX-

### Sheriff's Sales—Gaspé

PUBLIC NOTICE is hereby given that the under-mentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

#### FIERI FACIAS DE TERRIS

*In the Magistrates Court.—New-Carlisle*

Canada, Province de Québec, District de Gaspé, County of Bonaventure, No. 310. } THE LEBOU-TILLIER BROTHERS COMPANY LIMITED, Plaintiffs; against the lands and tenements of PHILIPPE BRYOLD, Defendant.

All that part of lot No. 4, in the seventh range of the township of Hamilton, in the county and district aforesaid, situated on the east side of the by-road leading from Caplin River to Musselyville, bounded on the west and north west by the said by-road, on the east by lot No. 5 and on the south by the base line dividing the sixth and seventh ranges, the said parcel of land containing about forty five acres in superficies, more or less and now known as forming part of cadastral lot No. 1124a of the township of Hamilton—together with a house and barn thereon erected, circumstances and dependencies.

To be sold at the Parochial Church door of Saint Alphonse de Caplan, on THURSDAY, the EIGHT day of JULY ensuing (1915), at the hour of ELEVEN in the forenoon.

W. M. SHEPPARD, Sheriff, C.B.  
Sheriff's office, New-Carlisle, 1st June, 1915. 3354—23-2  
[First published, 5th June, 1915.]

#### FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

*In the Superior Court.—New-Carlisle.*

Canada, Province de Québec, District de Gaspé, County of Bonaventure, No. 2247. } PHILIPPE DUGUAY, fils d'Alexis, of Paspébiac, in the county and district aforesaid, farmer, Plaintiff; against the CORPORATION OF PASPEBIAC, Defendant.

Seized as belonging to the said plaintiff, the late Philippe Duguay, son of Alexis.

A lot of land being the east half of the primitive lot No. 2, in the second range of the township of Cox, west of Paspébiac line, being three acres in front by the depth of the said range; bounded in front by the first range, in rear by the third range, on the east by Oswald Duguay, and on the west by Edouard LeBrasseur, fils d'Edouard, and now known as the east part of cadastral lot No. 1230, containing about 48 35/100 acres of land in superficies—with a house and barn thereon erected, circumstances and dependencies.

To be sold at the parochial church door of Notre Dame de Paspébiac, on THURSDAY,

SEPTIEME jour de JUIN prochain (1915), à ONZE heures de l'avant-midi.

W. M. SHEPPARD,  
Bureau-du shérif, Shérif  
New Carlisle, 8 mai 1915. 2811—20-2  
[Première publication, 15 mai 1915.]

### Ventes par le Shérif—Montmagny

AVIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

*Cour Supérieure.—Beauce.*

Montmagny, à savoir: } A DOLPHE LES-  
No 2234. } SARD, hôtelier,  
de Saint-Joseph, Beauce, Demandeur; contre  
OCTAVE COUTURE, de Sainte-Sabine, Défendeur.

1. Un terrain ou emplacement de la contenance de quatre-vingt pieds de largeur sur cent cinquante pieds de profondeur; borné sud au chemin, au nord au bout de la dite profondeur, à l'ouest et à l'est au terrain appartenant à la Société Audet-Chabot, Pilon & Cie, avec en outre un droit de passage en faveur du dit immeuble, à pieds et en voiture à perpétuité, sur toute la profondeur d'icelui, de douze pieds de largeur en commun avec la susdite société, du côté nord-est du susdit emplacement, le susdit terrain connu et désigné comme faisant partie du lot de terre numéro quarante-six pour le cinquième rang du canton Bellechasse—avec les bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

2. Un terrain ou emplacement de la contenance de un arpent de front sur un arpent de profondeur, connu et désigné au cadastre officiel du cinquième rang, du canton Bellechasse, comme faisant partie du lot numéro quarante-six (46); borné au sud-ouest au terrain du moulin appartenant à la Canadian Lumber Pulp & Co., au nord-est et à l'est à Ernest Labrecque, des deux autres côtés au terrain du Québec Central et en face par le terrain appartenant à la Cie Audet, Chabot, Pilon & Cie—avec les bâtisses dessus construites circonstances et dépendances.

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Camille, le SIXIEME jour de JUILLET prochain 1915, à DIX heures du matin.

GEO. ROY,

Bureau du shérif. Shérif.  
Montmagny, 2 juin 1915. 3415—23-2  
[Première publication, 5 juin 1915].

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS

*Cour Supérieure.—Québec.*

Montmagny, à savoir: } A DJUTOR DROUIN,  
No 665. } hôtelier de la cité  
de Québec, Demandeur; contre OVIDE BOUF-  
FARD, de Sainte-Euphémie, Défendeur.

Un terrain ou emplacement de la contenance de cinq perches de front sur cinq perches de profondeur, connu et désigné au cadastre officiel du canton Armagh, partie annexée au canton Montminy, premier rang sud-ouest, comme faisant partie du lot numéro neuf B (9 B); borné au sud au chemin, au nord et à l'est à Joseph Blais, à l'ouest à Joseph Noel—avec les bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

the SEVENTEENTH day of JUNE next (1915), at the hour of ELEVEN in the forenoon.

W. M. SHEPPARD,  
Sheriff's office, Sheriff.  
New Carlisle, 8th May, 1915. 2812—20-2  
[First published, 15th May, 1915.]

### Sheriff's Sales—Montmagny

\* PUBLIC NOTICE is hereby given that the under-mentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

*Superior Court.—Beauce.*

Montmagny, to wit: } A DOLPHE LES-  
No. 2234. } SARD, hotel-  
keeper, of Saint Joseph, Beauce, Plaintiff; against  
OCTAVE COUTURE, of Sainte Sabine, Defen-  
dant.

1. A lot of land or emplacement containing eighty feet in width by one hundred and fifty feet in depth; bounded on the south by the road, on the north at the end of said depth, on the west and east by the land belonging to the firm of Audet, Chabot, Pilon & Co., together with a right of way in favor of said immovable, both on foot and vehicles and forever, along the whole depth of said emplacement, said right of way being twelve feet wide and in common with the above firm and situate on the north east side of said emplacement, the above lot of land or emplacement being known and designated as forming part of the lot of land number forty six for the fifth range of the township of Bellechasse—with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

2. A lot of land or emplacement containing one arpent in front by one arpent in depth, known and designated upon the official cadastre of the fifth range, of the township of Bellechasse, as forming part of the lot number forty six (46); bounded on the south west by the land of the mill belonging to the Canadian Lumber Pulp Co., on the north east and east by Ernest Labrecque, on the other two sides by the land of the Quebec Central and in front by the land belonging to the firm of Audet, Chabot, Pilon & Cie—with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

To be sold at the church door of the parish of, Saint Camille, on the SIXTH day of JULY next, 1915, at TEN o'clock in the forenoon.

GEO. ROY,

Sheriff's office. Sherrif.  
Montmagny, 2nd June, 1915. 3416—23-2  
[First published, 5th June, 1915].

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS

*Superior Court.—Québec.*

Montmagny, to wit: } A DJUTOR DROUIN,  
No. 665. } hotel-keeper, of the  
city of Québec, Plaintiff; against OVIDE BOUF-  
FARD, of Sainte Euphémie, Defendant.

A lot of land or emplacement containing five perches in front by five perches in depth, known and designated upon the official cadastre of the township of Armagh, part thereof annexed to the township of Montminy, first south-west range, as forming part of the lot number nine B (9B); bounded on the south by the road, on the north and east by Joseph Blais, on the west by Joseph Noel—with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de Sainte-Euphémie, le SEPTIEME jour de JUILLET prochain, 1915, à DIX heures du matin.

GEO. ROY,  
Bureau du shérif, Shérif.  
Montmagny, 2 juin 1915. 3413—23-2  
[Première publication, 5 juin 1915.]

To be sold at the church door of the parish of Sainte Euphémie, on the SEVENTH day of JULY next, 1915, at TEN o'clock in the forenoon.

GEO. ROY,  
Sheriff's office, Sheriff.  
Montmagny, 2nd June, 1915. 3414—23-2  
[First published, 5th June, 1915.]

### Ventes par le Shérif—Montréal

AVIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

#### MANDAT DE CURATEUR FIERI FACIAS DE TERRIS

*Cour Supérieure.—District de Montréal.*  
Montréal, à savoir: } J. W. MICHAUD ET AL.,  
No 12 I. } Curateurs aux biens  
de CHARLES MARQUETTE ET AL., Faillis.

Un emplacement ayant front sur la rue Sanguinet, dans la cité de Montréal, connu et désigné comme étant le lot No six cent quatre-vingt-quatre (684) aux plan et livre de renvoi officiel du quartier Saint-Louis, de la cité de Montréal, comprenant quarante-sept pieds en largeur par quatre-vingt-cinq en profondeur, plus ou moins sans aucune garantie quant à l'exactitude de mesures, aussi—avec les bâtisses dessus construites.

Pour être vendu à mon bureau en la cité de Montréal, le HUITIEME jour de JUILLET prochain, à DOUZE heures [midi].

L. J. LEMIEUX,  
Bureau du shérif, Shérif.  
Montréal, 1er juin 1915. 3341—23-2  
[Première publication, 5 Juin 1915.]

#### FIERI FACIAS DE TERRIS

*Cour Supérieure.—District de Montréal.*  
Montréal, à savoir: } MARIE CHOPIN,  
No 4635. } épouse contractuellement  
séparée de biens de John J. Moore, gérant  
d'hôtel, de Montréal, dit district et ce dernier  
en autant qu'il est besoin pour autoriser sa dite  
épouse aux fins des présentes, Demanderesse;  
contre les terres et tenements de LEON RACI-  
COT, et maintenant entre les mains de L. T. A.  
Trudeau, curateur nommé au délaisement fait  
en cette cause.

1. Un lot de terre borné en front par la rue Bourbonnière, dans le quartier Hochelaga, de la cité de Montréal, connu et désigné sous le numéro un de la resubdivision du lot numéro quatre cent quatre-vingt-quinze, de la subdivision du lot originaire numéro dix-huit (18-495-1) des plan et livre de renvoi officiels du village incorporé d'Hochelaga, mesurant dix-huit pieds de largeur par soixante-dix-huit pieds de profondeur—avec une maison et autres bâtisses et dépendances dessus construites.

2. Un autre emplacement ayant front sur la dite rue Bourbonnière, mesurant dix-huit pieds de largeur par soixante-dix-huit pieds de profondeur, et composé:

(a) D'un lot de terre connu et désigné sous le numéro deux de la resubdivision du lot quatre cent quatre-vingt-quinze de la subdivision du lot originaire numéro dix-huit (18-495-2), des plan et livre de renvoi officiels du village incorporé d'Hochelaga, mesurant quatre pieds et six pouces de largeur par soixante-dix-huit pieds de profondeur.

### Sheriff's Sales—Montreal

PUBLIC NOTICE is hereby given that the under-mentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

#### CURATOR'S WARRANT FIERI FACIAS DE TERRIS

*Superior Court.—District of Montreal.*  
Montreal, to wit: } J. W. MICHAUD ET AL.,  
No. 12 I. } Curators to the pro-  
perty of CHARLES MARQUETTE ET AL.,  
Insolvents.

An emplacement fronting on Sanguinet street, in the city of Montreal, known and designated as lot number six hundred and eighty four (684) of the official plan and book of reference of the Saint Louis Ward, of the city of Montreal, containing a width of forty seven feet by a depth of eighty five feet, more or less—without any guarantee of the exactness of the measurements,—together with the buildings thereon erected.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the EIGHT day of JULY next, at TWELVE o'clock (noon).

L. J. LEMIEUX,  
Sheriff's office, Sheriff.  
Montreal, 1st June, 1915. 3342—23-2  
[First published, 5th June, 1915.]

#### FIERI FACIAS DE TERRIS

*Superior Court.—District of Montreal.*  
Montreal, to wit: } MARIE CHOPIN, wife  
No. 4635. } contractually separated  
as to property of John J. Moore, hotel manager,  
of Montreal, said district and the latter, in so  
far as may be needful, to authorize his said wife  
for the purposes hereof, Plaintiff; against the  
lands and tenements of LEON RACICOT, and  
now in the hands of L. T. A. Trudeau, duly  
appointed curator to the surrender made in this  
case.

1. A lot of land bounded in front by Bourbonnière street, in Hochelaga ward, of the city of Montreal, known and designated under the number one of the resubdivision of the lot number four hundred and ninety five of the subdivision of the lot original number eighteen (18-495-1) of the official plan and book of reference of the incorporated village of Hochelaga measuring eighteen feet in width by seventy eight feet in depth,—with a house and other buildings and dependencies thereon erected.

2. Another emplacement fronting on the said Bourbonnière street, measuring eighteen feet in width by seventy eight feet in depth and composed of:

(a) A lot of land known and designated under the number two of the resubdivision of the lot four hundred and ninety five of the subdivision of the lot original number eighteen (18-495-2) of the official plan and book of reference of the incorporated village of Hochelaga, measuring four feet, six inches, in width by seventy eight feet in depth.

(b) D'un lot de terre connu et désigné sous le numéro un de la résubdivision du lot numéro quatre cent quatre-vingt-seize de la subdivision du lot originaire numéro dix-huit (18-496-1) des plan et livre officiels du village incorporé d'Hoche-laga, mesurant treize pieds et six pouces de largeur par soixante-dix-huit pieds de profondeur—avec une maison et autres bâtisses.

3. Un autre emplacement mesurant dix-huit pieds de largeur par soixante-dix-huit pieds de profondeur, et composé:

(a) D'un lot de terre connu et désigné sous les numéro deux de la résubdivision du lot numéro quatre cent quatre-vingt-seize de la subdivision du lot originaire numéro dix-huit (18-496-2) des dits plan et livre de renvoi officiels du village incorporé d'Hoche-laga, mesurant neuf pieds de largeur par soixante-dix-huit pieds de profondeur.

(b) D'un autre lot de terre connu et désigné sous le numéro un de la résubdivision du lot numéro quatre cent quatre-vingt-dix-sept de la subdivision du lot originaire numéro dix-huit (18-197-1) des plan et livre de renvoi officiels du village incorporé d'Hoche-laga, mesurant neuf pieds de largeur par soixante-dix-huit pieds de profondeur,—avec une maison et autres bâtisses dessus érigées.

4. Un emplacement mesurant dix-huit pieds de largeur par soixante-dix-huit pieds de profondeur et composé:

(a) D'un lot de terre connu et désigné sous le numéro deux de la résubdivision du lot numéro quatre cent quatre-vingt-dix-sept de la subdivision du lot originaire dix-huit (18-497-2) des dits plan et livre de renvoi officiels du village incorporé d'Hoche-laga, mesurant treize pieds et six pouces de largeur par soixante-dix-huit pieds de profondeur.

(b) D'un autre lot de terre connu et désigné sous le numéro un de la résubdivision du lot numéro quatre cent quatre-vingt-dix-huit de la subdivision du lot originaire numéro dix-huit (18-498-1) des plan et livre de renvoi officiels du village incorporé d'Hoche-laga, mesurant quatre pieds et six pouces de largeur par soixante-dix-huit pieds de profondeur—avec une maison et autres bâtisses dessus construites.

Pour être vendus en bloc, suivant jugement de l'Hon. juge Guerin, en date du 9ème jour de mars 1915.

Pour être vendus à mon bureau, en la cité de Montréal, le HUITIEME jour de JUILLET prochain, à QUATRE heures de l'après-midi.

A la folle enchère de Amédée Beaudin, suivant jugement de l'Hon. Juge Lafontaine, en date du 10ème jour de mai 1915.

Un dépôt de \$500.00 sera exigé de chaque enchérisseur, lors de son enchère, suivant jugement de l'Hon. Juge Lafontaine, en date du 25ème jour de mai 1915.

L. J. LEMIEUX,

Bureau du Shérif, Shérif.  
Montréal, 1er juin 1915. 3343—23-2  
[Première publication, 5 juin 1915.]

**FIERI FACIAS DE TERRIS.**

*Cour Supérieure.—District de Montréal.*

Montréal, à savoir: } JOSEPH BEAULAC,  
No 4143. } Demandeur; contre  
les terres et tenements de DOLARD RAYMOND, Défendeur, et entre les mains de Arthur Archambault, curateur nommé au délaisement en cette cause.

1. Un lot de terre situé en la paroisse de la Longue Pointe, en la cité de Montréal, connu et désigné sous le numéro 9 de la subdivision du lot numéro 6 de la subdivision officielle du lot numéro

(b) A lot of land known and designated under the number one of the resubdivision of the lot number four hundred and ninety six of the subdivision of the lot original number eighteen (18-496-1) of the official plan and book of reference of the incorporated village of Hoche-laga, measuring thirteen feet six inches in width by seventy-eight feet in depth) with a house and other buildings.

3. Another emplacement measuring eighteen feet in width by seventy-eight feet in depth, and composed of:

(a) A lot of land known and designated under the number two of the resubdivision of the lot number four hundred and ninety six of the subdivision of the lot original number eighteen (18-496-2) of the said official plan and book of reference of the incorporated village of Hoche-laga, measuring nine feet in width by seventy eight feet in depth.

(b) Another lot of land known and designated under the number one of the resubdivision of the lot number four hundred and ninety seven of the subdivision of the lot original number eighteen (18-497-1), of the official plan and book of reference of the incorporated village of Hoche-laga, measuring nine feet in width by seventy eight feet in depth—with a house and other buildings thereon erected.

4. An emplacement measuring eighteen feet in width by seventy eight feet in depth and composed of:

(a) A lot of land known and designated under the number two of the resubdivision of the lot number four hundred and ninety seven of the subdivision of the lot original number eighteen (18-497-2) of the said official plan and book of reference of the incorporated village of Hoche-laga, measuring thirteen feet six inches in width, by seventy eight feet in depth.

(b) Another lot of land known and designated under the number one of the resubdivision of the lot number four hundred and ninety eight of the subdivision of the lot original number eighteen (18-498-1) of the official plan and book of reference of the incorporated village of Hoche-laga, measuring four feet, six inches in width by seventy eight feet in depth—with a house and other buildings thereon erected.

To be sold *en bloc*, pursuant to a judgment of the Hon. Justice Guerin, dated the 9th day of March, 1915.

To be sold at my office, in the city of Montreal, the EIGHT day of JULY next, at FOUR o'clock in the afternoon.

On the false bidding of Amédée Beaudin; pursuant to a judgment of Hon. Justice Lafontaine, bearing date the 10th day of May, 1915.

A deposit of \$500.00 will be exacted from each bidder, when giving his bid, pursuant to a judgment of the Hon. Justice Lafontaine, bearing date the 25th day of May, 1915.

L. J. LEMIEUX,

Sheriff's office, Sheriff.  
Montreal, 1st June, 1915. 3344—23-2  
[First published, 5th June, 1915.]

**FIERI FACIAS DE TERRIS.**

*Superior Court.—District of Montreal.*

Montreal, to wit: } JOSEPH BEAULAC,  
No. 4143. } Plaintiff; against the  
lands and tenements of DOLARD RAYMOND, Defendant, and in the hands of Arthur Archambault, Curator appointed to the surrender in this cause.

1. A lot of land situate in the parish of Longue Pointe, in the city of Montreal, known and designated under the number 9 of the subdivision of lot number 6 of the official subdivision of lot

trois cent vingt-sept (327-6-9) aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de la Longue-Pointe—avec bâtisses sus-érigées, mesurant vingt-cinq (25) pieds de largeur par soixante et dix-neuf (79) pieds de profondeur, mesure anglaise; et étant borné en front par l'Avenue Hays, en arrière par la ruelle en commun avec d'autres, d'un côté par le lot numéro 327-6-8, et de l'autre côté par le lot numéro 327-6-10.

2. Un autre lot de terre situé en la paroisse de la Longue Pointe, en la cité de Montréal, connu et désigné sous le numéro dix de la subdivision du lot numéro six de la subdivision officielle du lot numéro trois-cent-vingt-sept (327-6-10) aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de la Longue Pointe—avec bâtisses sus-érigées, mesurant vingt-cinq (25) pieds de largeur par soixante dix-neuf (79) pieds de profondeur, mesure anglaise; borné en front par l'avenue Hays en arrière par la ruelle en commun avec d'autres, d'un côté par le lot numéro 327-6-9 et de l'autre côté par le lot numéro 327-6-11.

Pour être vendus à mon bureau, en la cité de Montréal, le HUITIEME jour de JUILLET prochain, à DEUX heures de l'après-midi.

L. J. LEMIEUX,

Bureau du shérif.

Shérif.

Montréal, 1er juin 1915.

3349—23-2

[Première publication, 5 juin 1915].

**MANDAT DU CURATEUR.**

**FIERI FACIAS DE TERRIS.**

*Cour Supérieure.—District de Montréal.*

Montréal, à savoir: } **J. W. MICHAUD ET**  
No 12-F. } **AL, Curateurs aux**  
biens de J. B. DUPRE ET AL, Faillis.

a. Un emplacement situé en la cité de Montréal, étant la partie ou les deux tiers sud-est du lot de terre connu et désigné sous le numéro deux cent dix-neuf de la subdivision du lot officiel numéro cent soixante et treize (2/3 S. E. 173-219), aux plan et livre de renvoi officiels du village incorporé d'Hochelaga, le dit emplacement contenant seize pieds et huit pouces de largeur par cent pieds de profondeur, mesure anglaise, et étant borné en front par la rue Sheppard, en arrière par une ruelle, d'un côté par le résidu ou l'autre tiers du dit lot No 173-219, et de l'autre côté par le numéro deux cent vingt (220) de la dite subdivision—avec une maison et autres bâtiments érigés sur la dite subdivision et portant les numéros civiques 101-105-107 de la dite rue Sheppard;

b. Un emplacement situé sur le côté nord-est de la rue Sheppard, en la cité de Montréal, et étant composé:

1. Du tiers ou de la partie sud-est du lot de terre connu et désigné sous le numéro deux cent dix-huit de la subdivision du lot officiel numéro cent soixante-treize (1/3 S. E. 173-218) aux plan et livre de renvoi officiels du village incorporé d'Hochelaga, cette partie de lot contenant huit pieds et quatre pouces de largeur par cent pieds de profondeur, mesure anglaise et plus ou moins; borné en front par la rue Sheppard, en arrière par une ruelle, d'un côté au nord-ouest, par le résidu ou les deux autres tiers du dit lot No 173-218, et de l'autre côté au sud-est par la partie du lot ci-après décrite;

2. Du tiers ou de la partie nord-ouest du lot de terre connu et désigné sous le numéro deux cent dix-neuf de la subdivision du lot officiel numéro cent soixante-treize (1/3 N. O. 173-219) aux plan et livre de renvoi officiels du village incorporé d'Hochelaga, cette deuxième partie de lot contenant huit pieds et quatre pouces de largeur par

number three hundred and twenty seven (327-6-9) on the official plan and book of reference of the parish of Longue Pointe—with buildings erected thereon, measuring twenty five (25) feet in width by seventy nine (79) feet in depth, english measurements; and bounded in front by Hays Avenue, in the rear by the lane in common with others, on one side by lot number 327-6-8, and on the other side by lot No. 327-6-10.

2. Another lot of land situate in the parish of Longue Pointe, in the city of Montreal, known and designated under the number ten of the subdivision of lot number six of the official subdivision of lot number three hundred and twenty seven (327-6-10) on the official plan and book of reference of the parish of Longue Pointe—with buildings thereon erected, measuring twenty five (25) feet in width by seventy nine (79) feet in depth, english measurement; bounded in front by Hays Avenue, in the rear by the lane in common with others, on one side by lot No. 327-6-9, and on the other side by lot No. 327-6-11.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the EIGHT day of JULY next, at TWO o'clock in the afternoon.

L. J. LEMIEUX,

Sheriff's Office.

Sheriff.

Montreal, 1st June, 1915.

3350—23-2

[First published, 5th June, 1915].

**CURATOR'S WARRANT.**

**FIERI FACIAS DE TERRIS.**

*Superior Court.—District of Montreal.*

Montreal, to wit: } **J. W. MICHAUD ET**  
No. 12-F. } **AL, Curators to the**  
property of J. B. DUPRE ET AL, Insolvents.

a. An emplacement situate in the city of Montreal, being the south east two thirds of the lot of land known and designated under the number two hundred and nineteen of the subdivision of the lot official number one hundred and seventy three (S. E. 2/3 of 173-219), upon the official plan and book of reference of the Incorporated village of Hochelaga, the said emplacement measuring sixteen feet eight inches in width by one hundred feet in depth, english measure and being bounded in front by Sheppard street, in rear by a lane on one side by the residue or remaining third part of said lot No. 173-219, and on the other side by the lot number two hundred and twenty (220) of said subdivision,—with a house and other buildings erected upon the said subdivision and bearing the civic numbers 101-105-107 of said Sheppard street;

b. An emplacement situate on the north east side of Sheppard street, in the city of Montreal, and being composed of:

1. The south east third part of the lot of land known and designated under the number two hundred and eighteen of the subdivision of the lot official number one hundred and seventy three (S. E. 1/3 of 173-218), upon the official plan and book of reference of the Incorporated village of Hochelaga, said part of the lot measuring eight feet and four inches in width by one hundred feet in depth, english measure and more or less, bounded in front by Sheppard street, in rear by a lane, on one side to the north west by the residue or remaining two thirds of said lot No. 173-218, and on the other side to the south east by the herein after described part of lot;

2. The north west third part of the lot of land known and designated under the number two hundred and nineteen of the subdivision of the lot official number one hundred and seventy three (N. W. 1/3 pt. of 173-219), upon the official plan and book of reference of the Incorporated village of Hochelaga, the above part of lot con-

cent pieds de profondeur, mesure anglaise et plus ou moins; borné en front par la rue Sheppard, en arrière par une ruelle, d'un côté au sud-est par le résidu ou les deux autres tiers du dit lot numéro 173-219, de l'autre côté, au nord-ouest par la partie du lot ci-dessus décrite, avec une maison en bois et brique à trois étages et autres bâtiments érigés sur le dit emplacement, et portant les numéros civiques 103-109-111 de la dite rue, avec les servitudes actives et passives s'y rattachant, notamment le droit de passage dans la dite ruelle en commun avec ceux qui peuvent y avoir droit.

c. Un emplacement ayant front sur la rue Emery, dans la cité de Montréal, mesurant environ quarante pieds de front par environ quatre-vingt pieds de profondeur, plus ou moins, connu et désigné sous le numéro sept cent trente (730) des plan et livre de renvoi officiels du quartier Saint-Louis, de la cité de Montréal,—avec la maison de rapport dessus érigée et portant les numéros civiques 27, 29, et 29a, de la dite rue Emery.

Pour être vendus à mon bureau, en la cité de Montréal, le HUITIEME jour de JUILLET prochain, à TROIS heures de l'après-midi.

L. J. LEMIEUX,

Bureau du shérif, Montréal, 1er juin 1915. 3345—23-2  
[Première publication, 5 juin 1915.]

**FIERI FACIAS DE TERRIS.**

*Cour Supérieure.—District de Montréal.*

Montréal, à savoir: } **D**AME MARIE LEON  
No 3279. } **T**INE BOUTHIL-  
LIER, veuve de feu Joseph Alexandre Raymond Brosseau, tant personnellement qu'en sa qualité de tutrice aux enfants mineurs issus de son mariage avec le dit J. A. R. Brosseau, Demanderesse; contre les terres et ténements de MICHAEL K. NOLAN, Défendeur.

1. Une terre située en la paroisse de Saint-Hubert, en la concession de la Grande ligne, contenant trois arpents ou environ de front par trente-cinq arpents de profondeur moyenne, plus ou moins, sans garantie de mesure précise, et étant la partie sud-est du lot de terre connu sous le numéro cent-soixante quatorze (174), des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Saint-Hubert, dans le comté de Chambly; tenant en front au chemin de la Grande Ligne; en profondeur aux terres de la concession du côté sud-ouest du chemin de Chambly; du côté sud-est au lot numéro officiel 175 et de l'autre côté, à l'autre partie du dit lot numéro officiel 174 ci-après décrite, circonstances et dépendances.

2. Une autre terre située au même endroit et contigue à celle sus-décrite, contenant trois arpents de front sur trente-quatre arpents de profondeur moyenne sur trente-quatre arpents de profondeur moyenne, plus ou moins, sans garantie de mesure précise, et étant la partie nord-ouest du dit lot de terre connu et désigné sous les numéros officiels cent soixante-quatorze (174); tenant en front au chemin de la Grande Ligne, en profondeur aux terres de la concession du côté sud-est du chemin de Chambly, du côté nord-ouest aux lots Nos officiels 173 et 116, et de l'autre côté à la terre ci-dessus décrite en premier lieu, avec une maison, grange et autres bâtisses dessus construites, ainsi que le tout se trouve présentement, avec les servitudes actives et passives, apparentes ou occultes, attachées aux dits immeubles.

Pour être vendues à la porte de l'église paroissiale de la paroisse de Saint-Hubert, le HUITI-

ème jour de juillet prochain, à trois heures de l'après-midi, contenant huit feet and four inches in width by one hundred feet in depth, english measure and more or less; bounded in front by Sheppard street, in rear by a lane, on one side to the south east by the residue or remaining two thirds of the said lot number 173-219, on the other side, to the north west, by the part of lot above described,—with a three storey wood and brick house and other buildings erected upon the said emplacement and bearing the civic numbers 103-109-111, of said street, with the active and passive servitudes attached thereto, especially the use of said lane in common with others having rights therein;

c. An emplacement fronting on Emery street, in the city of Montreal, measuring about forty feet in front by about eighty feet in depth, more or less, known and designated under the number seven hundred and thirty (730), of the official plan and book of reference of Saint Louis ward, of the city of Montreal, with the apartment house erected thereon and bearing the civic numbers 27, 29 and 29a of said Emery street.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the EIGHT day of JULY next, at THREE o'clock in the afternoon.

L. J. LEMIEUX,

Sheriff's office, Montréal, 1st June, 1915. 3346—23-2  
[First published, 5th June, 1915.]

**FIERI FACIAS DE TERRIS.**

*Superior Court.—District of Montreal.*

Montreal, to wit: } **D**AME MARIE LEON  
No. 3279. } **T**INE BOUTHIL-  
LIER, widow of the late Joseph Alexandre Raymond Brosseau, both personally and in her capacity of tutrix to the minor children issue of her marriage with the said J. A. R. Brosseau, Plaintiff; against the lands and tenements of MICHAEL K. NOLAN, Defendant.

1. A land situate in the parish of Saint Hubert, in the Grande Ligne concession, containing about three arpents in front by thirty five arpents in average depth, more or less, without warranty of exact measurements, and being the south east part of the lot of land known under the number one hundred and seventy four (174) of the official plan and book of reference of the parish of Saint Hubert, in the county of Chambly bounded in front by the Grande Ligne road, in depth by the lands of the concession on the south west side of the Chambly road, on the south east side by lot official No. 175, and on the other side by the other part of the said lot official No. 174 hereinafter described—circumstances and dependencies.

2. Another land situate at the same place and contiguous to the one above described, containing three arpents in front by thirty four arpents in average depth, more or less, without warranty of exact measurement, and being the north west part of the said lot of land known and designated under the official number one hundred and seventy four (174); bounded in front by the Grande Ligne road, in depth by the lands of the concession on the south east side of the Chambly road, on the north west side by the lots official numbers 173 and 116, and on the other side by the land hereabove firstly described—with a house, barn and other buildings thereon erected, as the whole now subsists, with the active and passive, apparent or non-apparent servitudes connected with the said immovables.

To be sold at the parochial church door of the parish of Saint Hubert, on the EIGHTH day of

ME jour de JUILLET prochain, à ONZE heures de l'avant-midi.

L. J. LEMIEUX,  
Bureau du Shérif. Shérif.  
Montréal, 1er juin 1915. 3347—23-2  
[Première publication, 5 juin 1915].

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.  
*Cour Supérieure.—District de Montréal.*

Montréal, à savoir: } **J. JOSEPH GRENIER**,  
No 1497. } Demandeur; contre  
les terres et tenements de DAME YVONNE  
LEVERT, des cité et du district de Montréal,  
épouse séparée de biens de Dieudonné Berthelet,  
du même lieu, le dit Dieudonné Berthelet pour  
autoriser sa dite épouse à ester en justice, Défendeurs.

Saisi comme appartenant à la dite défenderesse l'immeuble suivant, savoir:

Un emplacement étant la partie nord du lot de terre connu et désigné sous le numéro vingt et un de la subdivision officielle du lot numéro douze cent vingt-quatre (1224-21) du plan et livre de renvoi officiels du quartier Sainte-Marie, en la cité de Montréal, de forme triangulaire et borné en front par la rue De Lorimier, d'un côté au sud-est par le résidu du lot 1224-21, et de l'autre côté au nord-ouest par une ruelle portant le numéro 1224-22, le dit triangle ayant vingt-quatre pieds et quatre pouces à sa base sur la rue De Lorimier, son hypothénuse soixante-quatorze pieds du côté de la dite ruelle, et son autre côté soixante-douze pieds dans la ligne séparant le lot No 1224-21 de la dite partie du même lot, le tout mesure anglaise et plus ou moins—avec les bâtisses y érigées et portant les numéros civiques 616 et 618 de la rue De Lorimier.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Montréal, le HUITIEME jour de JUILLET prochain, à DIX heures de l'avant-midi.

L. J. LEMIEUX,  
Bureau du Shérif. Shérif.  
Montréal, 31 mai 1915. 3339—23-2  
[Première publication, 5 juin 1915].

#### MANDAT DE CURATEUR.

FIERI FACIAS DE TERRIS.

*Cour Supérieure.—District de Montréal.*

Montréal, à savoir: } **J. WILFRID MI-**  
No 12 D. } **J. CHAUD, ET AL,**  
Curateurs aux biens de JEAN-BAPTISTE DUPRE & CHARLES MARQUETTE, Faillis.

Un emplacement ayant front sur la rue Lafontaine Est, en la cité de Montréal, contenant trente cinq pieds de front, sur quarante-cinq pieds de profondeur, le tout mesure anglaise, et plus ou moins, avec la maison et autres dépendances dessus construites, portant les numéros 1395 et 1397, de la dite rue Lafontaine Est, le dit emplacement composé:

1. De l'arrière partie des lots de terre ayant front sur la rue Iberville, connu sous le numéro cent soixante-huit, subdivisions dix et onze (168-10 et 11), sur le plan et au livre de renvoi officiels du village incorporé d'Hochelaga.

(a) La partie du lot numéro cent soixante et huit, subdivison dix sur le plan, environ vingt-deux pieds et six pouces de largeur sur une profondeur d'environ huit pieds et deux pouces dans la ligne Ouest, icelle partie de lot bornée, d'un bout par le lot numéro treize cent soixante et deux, trente huit, subdivision deux (1362-38-2), sur le plan et autre livre de renvoi officiels du quartier Sainte-Marie, dans la cité de Montréal,

JULY next, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

L. J. LEMIEUX,  
Sheriff's Office. Sheriff.  
Montreal, 1st June, 1915. 3348—23-2  
[First published, 5th May, 1915].

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.  
*Superior Court.—District of Montreal.*

Montreal, to wit: } **J. JOSEPH GRENIER**,  
No. 1497. } Plaintiff; against the  
lands and tenements of DAME YVONNE LEVERT, of the city and district of Montreal, wife separated as to property of Dieudonné Berthelet, of the same place, and the said Dieudonné Berthelet to authorize his said wife to ester en justice, Defendants:

Seized as belonging to the said defendant, Dame Yvonne Levert, the following immovable to wit:

An emplacement being the north part of the lot of land known and designated under the number twenty one of the official subdivision of the lot number twelve hundred and twenty four (1224-21) of the official plan and book of reference of Sainte Mary's ward, in the city of Montreal, of triangular shape and bounded in front by De Lorimier street, on one side to the south east by the residue of lot 1224-21 and on the other side to the north west by a lane bearing the number 1224-22, the said triangle measuring twenty four feet, four inches at its base on De Lorimier street, its hypothénuse measuring seventy four feet on the side of the said lane, and its other side seventy two feet on the line dividing the lot No. 1224-21 from the said part of same lot, the whole english measure and more or less—with the buildings thereon erected and bearing the civic numbers 616 and 618 of De Lorimier street.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the EIGHTH day of JULY next, at TEN o'clock in the forenoon.

L. J. LEMIEUX,  
Sheriff's Office. Sheriff.  
Montreal, 31st May, 1915. 3340—23-2  
[First published, 5th June, 1915].

#### CURATOR'S WARRANT.

FIERI FACIAS DE TERRIS.

*Superior Court.—District of Montreal.*

Montreal, to wit: } **J. WILFRID MI-**  
No. 12 D. } **J. CHAUD, ET AL,**  
Curators to the property of JEAN BAPTISTE DUPRE and CHARLES MARQUETTE, Insolvents.

An emplacement fronting on Lafontaine street east, in the city of Montreal, containing thirty five feet in front by forty five feet in depth, the whole English measure and more or less, with the house and other dependencies thereon erected, bearing the numbers 1395 and 1397 of said Lafontaine street east, the said emplacement being composed of:

1. The rear part of the lots of land fronting of Iberville street, known under the number one hundred and sixty eight, subdivisions ten and eleven (168-10 and 11), upon the official plan and book of reference of the Incorporated village of Hochelaga.

(a) The part of lot number one hundred and sixty eight, subdivision ten, on said plan, measuring about twenty two feet and six inches in width by about eight feet and two inches in depth, on the west line, said part of lot being bounded at one end by the lot number thirteen hundred and sixty two thirty eight, subdivision two (1362-38-2) upon the official plan and book of reference of Saint Mary's Ward, in the city of

l'autre bout, par le résidu du dit lot numéro cent soixante et huit, subdivision dix (168-10), sur le dit plan, la ligne de division de la partie du lot No 168-10, étant à une distance de quarante-cinq pieds environ de la rue Iberville, d'un côté par la partie ci-après décrite du lot No 168-11, sur le dit plan.

(b) La partie du lot No 168, subdivision 11 sur le dit plan, environ vingt-deux pieds et six pouces de front, sur huit pieds et deux pouces de profondeur, dans la ligne Est, et environ douze pieds et neuf pouces dans la ligne ouest; la dite partie bornée d'un bout par le lot No 1362-37-2, à l'autre bout, par le résidu du dit lot No 168-10 et de l'autre côté, par le lot No 168-12 sur le même plan.

2. Les lots de terre connus sous les numéros un et deux de la subdivision du lot No 37 de la subdivision du lot No 1362, aux plan et livre de renvoi officiels du quartier Sainte-Marie, et les lots 1 et 2 de la subdivision du lot No 38 de la subdivision du lot No 1362, aux plan et livre de renvoi officiels susdits.

Pour être vendus à mon bureau, en la cité de Montréal, le HUITIEME jour de JUILLET prochain, à ONZE heures de l'avant-midi.

L. J. LEMIEUX, Shérif.  
Bureau du shérif. Shérif.  
Montréal, 31 mai 1915. 3351—23-2  
[Première publication, 5 juin 1915].

**FIERI FACIAS DE TERRIS.**

*Cour Supérieure.—District de Montréal.*

Montréal, à savoir: } CHARLES ERNEST  
No 605. } LAPORTE, Dem-  
demandeur; contre les terres et tènements de  
EUGENE GIRARD ET AL., Défendeur.

Saisi comme appartenant et en la possession des dits défendeurs l'immeuble suivant, savoir:

Une terre connue et désignée comme étant le numéro deux cent vingt-cinq des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de la Pointe-aux-Trembles—avec bâtisses dessus érigées; bornée en front par le fleuve Saint-Laurent.

Pour être vendue à mon bureau, en la cité de Montréal, le DIX-SEPTIEME jour de JUIN prochain, à DIX heures de l'avant-midi.

L. J. LEMIEUX, Shérif.  
Bureau du shérif. Shérif.  
Montréal, 10 mai 1915. 2849—20-2  
[Première publication, 15 mai 1915].

**FIERI FACIAS DE TERRIS.**

*Cour Supérieure.—District de Montréal.*

Montréal, à savoir: } A MEDEE MENARD  
No 3077. } ET AL., Demandeur;  
contre les terres et tènements des INVENTION  
& PROMOTION, LIMITED, corps politique  
et incorporé, ayant sa principale place d'affaires  
en les cité et district de Montréal, Défenderesse.

1. Un certain lot de terre situé en la cité de Montréal, ayant front sur la rue Fortier projetée, connu et désigné sous le numéro cent vingt de la subdivision officielle du lot originaire numéro cent onze (111-120), des plan et livre de renvoi officiels du village incorporé de la côte des Neiges—sans bâtisses.

2. Un certain lot de terre situé en la cité de Montréal, ayant front sur la rue Fortier projetée, connu et désigné sous le numéro cent vingt deux de la subdivision officielle du lot originaire numéro cent onze (111-122), des plan et livre de renvoi officiels du village incorporé de la côte des Neiges—sans bâtisses;

3. Un certain lot de terre situé en la cité de Montréal, ayant front sur la rue Fortier projetée,

Montreal, at the other end by the residue of said lot number one hundred and sixty-eight, subdivision ten (168-10) upon the said plan, the division line of said part of lot No. 168-10 being at a distance of about forty five feet from Iberville street, on one side by the part of lot No. 168-11, on said plan, hereunder described.

(b) The part of lot No. 168, subdivision 11, on said plan, measuring about twenty two feet and sixty inches in front by eight feet and two inches in depth, in the east line, and about twelve feet and nine inches in depth in the west line, the said part of lot being bounded at one end by the lot No. 1362-37-2, at the other end by the residue of said lot No. 168-10 and on the other side by the lot No. 168-12 on said plan.

2. The lots of land known under the numbers one and two of the subdivision of the lot No. 37, of the subdivision of lot No. 1362, upon the official plan and book of reference of Saint Mary's Ward, and the lots 1 and 2 of the subdivision of lot 38 of the subdivision of lot No. 1362, upon the aforesaid official plan and book of reference.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the EIGHTH day of JULY next, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

L. J. LEMIEUX, Sheriff.  
Sheriff's Office. Sheriff.  
Montreal, 31st May, 1915. 3352—23-2  
[First published, 5th May, 1915].

**FIERI FACIAS DE TERRIS.**

*Superior Court.—District of Montreal.*

Montreal, to wit: } CHARLES ERNEST  
No. 605. } LAPORTE, Plaintiff;  
against the lands and tenements of EUGENE  
GIRARD ET AL., Defendants.

Seized as belonging to and in the hands of the said defendants, the following immoveable, to wit:

A land known and designated as being the number two hundred and twenty five of the official plan and book of reference of the parish of Pointe-aux-Trembles—with the buildings thereon erected; bounded in front by the river Saint Lawrence.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the SEVENTEENTH day of JUNE next, at TEN o'clock in the forenoon.

L. J. LEMIEUX, Sheriff.  
Sheriff's office. Sheriff.  
Montreal, 10th May, 1915. 2850—20-2  
[First published, 15th May, 1915].

**FIERI FACIAS DE TERRIS.**

*Superior Court.—District of Montreal.*

Montreal, to wit: } A MEDEE MENARD  
No. 3077. } ET AL., Plaintiff's;  
against the lands and tenements of INVENTION  
& PROMOTION, LIMITED, a body politic  
and corporate having its chief place of business  
in the city and district of Montreal, Defendant:

1. That certain lot of land situate in the city of Montreal, fronting on the projected Fortier street, known and designated under the number one hundred and twenty of the official subdivision of the lot original number one hundred and eleven (111-120) of the official plan and book of reference of the incorporated village of Côte des Neiges—without buildings;

2. That certain lot of land situate in the city of Montreal, fronting on the projected Fortier street, known and designated under the number one hundred and twenty two of the official subdivision of the lot original number one hundred and eleven (111-122), of the official plan and book of reference of the incorporated village of Côte des Neiges—without buildings;

3. That certain lot of land situate in the city of Montreal, fronting on the projected Fortier

connu et désigné sous le numéro cent vingt trois, de la subdivision officielle du lot originaire numéro cent onze (111-123), des plan et livre de renvoi officiels du village incorporé de la Côte des Neiges—sans bâtisses.

4. Un certain lot de terre situé en la cité de Montréal, ayant front sur la rue Fortier projetée, connu et désigné sous le numéro cent vingt cinq de la subdivision officielle du lot originaire numéro cent onze (111-125), des plan et livre de renvoi officiels du village incorporé de la Côte des Neiges—sans bâtisses.

5. Un certain lot de terre situé en la cité de Montréal, ayant front sur la rue Fortier projetée connu et désigné sous le numéro cent vingt-six de la subdivision officielle du lot originaire numéro cent onze (111-126), des plan et livre de renvoi officiels du village incorporé de la Côte des Neiges—sans bâtisses.

6. Un certain lot de terre situé en la cité de Montréal, ayant front sur la rue Fortier projetée, connu et désigné sous le numéro cent vingt-sept de la subdivision officielle du lot originaire numéro cent onze (111-127), des plan et livre de renvoi officiels du village incorporé de la Côte des Neiges—sans bâtisses.

7. Un certain lot de terre situé en la cité de Montréal, ayant front sur la rue Fortier projetée, connue et désigné sous le numéro cent vingt-huit de la subdivision officielle du lot originaire numéro cent onze (111-128), des plan et livre de renvoi officiels du village incorporé de la Côte des Neiges—sans bâtisses;

8. Un certain lot de terre situé en la cité de Montréal, ayant front sur la rue Fortier projetée, connu et désigné sous le numéro cent vingt-neuf de la subdivision officielle du lot originaire numéro cent onze (111-129), des plan et livre de renvoi officiels du village incorporé de la Côte des Neiges—sans bâtisses;

9. Un certain lot de terre situé en la cité de Montréal, ayant front sur la rue Fortier projetée, connu et désigné sous le numéro cent trente-deux de la subdivision officielle du lot originaire numéro cent onze (111-130), des plan et livre de renvoi officiels du village incorporé de la Côte des Neiges—sans bâtisses;

10. Un certain lot de terre situé en la cité de Montréal, ayant front sur la rue Fortier projetée, connu et désigné sous le numéro cent trente-et-un de la subdivision officielle du lot originaire numéro cent onze (111-131), des plan et livre de renvoi officiels du village incorporé de la Côte des Neiges—sans bâtisses.

11. Un certain lot de terre situé en la cité de Montréal, ayant front sur la rue Fortier projetée, connu et désigné sous le numéro cent trente-deux de la subdivision officielle du lot originaire numéro cent onze (111-132), des plan et livre de renvoi officiels du village incorporé de la Côte des Neiges—sans bâtisses.

12. Un certain lot de terre situé en la cité de Montréal, ayant front sur la rue Fortier projetée, connu et désigné sous le numéro cent trente-trois de la subdivision officielle du lot originaire numéro cent onze (111-133), des plan et livre de renvoi officiels du village incorporé de la Côte des Neiges—sans bâtisses;

13. Un certain lot de terre situé en la cité de

street, known and designated under the number one hundred and twenty three, of the official subdivision of the lot original number one hundred and eleven (111-123), of the official plan and book of reference of the incorporated village of Côte des Neiges—without buildings;

4. That certain lot of land situate in the city of Montreal, fronting on the projected Fortier street, known and designated under the number one hundred and twenty five of the official subdivision of the lot original number one hundred and eleven (111-125), of the official plan and book of reference of the incorporated village of Côte des Neiges—without buildings;

5. That certain lot of land situate in the city of Montreal, fronting on the projected Fortier street, known and designated under the number one hundred and twenty six of the official subdivision of the lot original number one hundred and eleven (111-126), of the official plan and book of reference of the incorporated village of Côte des Neiges—without buildings;

6. That certain lot of land situate in the city of Montreal, fronting on the projected Fortier street, known and designated under the number one hundred and twenty seven of the official subdivision of the lot original number one hundred and eleven (111-127), of the official plan and book of reference of the incorporated village of Côte des Neiges—without buildings;

7. That certain lot of land situate in the city of Montreal, fronting on the projected Fortier street, known and designated under the number one hundred and twenty eight of the official subdivision of the lot original number one hundred and eleven (111-128), of the official plan and book of reference of the incorporated village of Côte des Neiges—without buildings;

8. That certain lot of land situate in the city of Montreal, fronting on the projected Fortier street, known and designated under the number one hundred and twenty nine, of the official subdivision of the lot original number one hundred and eleven (111-129), of the official plan and book of reference of the incorporated village of Côte des Neiges—without buildings;

9. That certain lot of land situate in the city of Montreal, fronting on the projected Fortier street, known and designated under the number one hundred and thirty of the official subdivision of the lot original number one hundred and eleven (111-130), of the official plan and book of reference of the incorporated village of Côte des Neiges—without buildings;

10. That certain lot of land situate in the city of Montreal, fronting on the projected Fortier street, known and designated under the number one hundred and thirty one, of the official subdivision of the lot original number one hundred and eleven (111-131), of the official plan and book of reference of the incorporated village of Côte des Neiges—without buildings;

11. That certain lot of land situate in the city of Montreal, fronting on the projected Fortier street, known and designated under the number one hundred and thirty two of the official subdivision of the lot original number one hundred and eleven (111-132), of the official plan and book of reference of the incorporated village of Côte des Neiges—without buildings;

12. That certain lot of land situate in the city of Montreal, fronting on the projected Fortier street, known and designated under the number one hundred and thirty three of the official subdivision of the lot original number one hundred and eleven (111-133), of the official plan and book of reference of the incorporated village of Côte des Neiges—without buildings;

13. That certain lot of land situate in the city

Montréal, ayant front sur la rue Fortier projetée, connu et désigné sous le numéro cent trente-quatre de la subdivision officielle du lot originaire numéro cent onze (111-134), des plan et livre de renvoi officiels du village incorporé de la Côte des Neiges—sans bâtisses;

14. Un certain lot de terre situé en la cité de Montréal, ayant front sur la rue Fortier projetée, connu et désigné sous le numéro cent trente-cinq de la subdivision officielle du lot originaire numéro cent onze (111-135), des plan et livre de renvoi officiels du village incorporé de la Côte des Neiges—sans bâtisses;

15. Un certain lot de terre situé en la cité de Montréal, ayant front sur la rue Fortier, projetée connu et désigné sous le numéro cent trente-six de la subdivision officielle du lot originaire numéro cent onze (111-136), des plan et livre de renvoi officiels du village incorporé de la Côte des Neiges—sans bâtisses.

16. Un certain lot de terre situé en la cité de Montréal, ayant front sur la rue Fortier, projetée, connu et désigné sous le numéro cent trente-sept de la subdivision officielle du lot originaire numéro cent onze (111-137), des plan et livre de renvoi officiels du village incorporé de la Côte des Neiges—sans bâtisses.

17. Un certain lot de terre situé en la cité de Montréal, ayant front sur la rue Fortier projetée, connu et désigné sous le numéro cent trente-huit de la subdivision officielle du lot originaire numéro cent onze (111-138), des plan et livre de renvoi officiels du village incorporé de la Côte des Neiges—sans bâtisses.

18. Un certain lot de terre situé en la cité de Montréal, ayant front sur la rue Fortier projetée, connu et désigné sous le numéro quatre cent trente cinq de la subdivision officielle du lot originaire numéro cent onze (111-435) des plan et livre de renvoi officiels du village incorporé de la Côte des Neiges—sans bâtisses.

19. Un certain lot de terre situé en la cité de Montréal, ayant front sur la rue Fortier projetée, connu et désigné sous le numéro quatre cent trente-six de la subdivision officielle du lot originaire numéro cent onze (111-436), des plan et livre de renvoi officiels du village incorporé de la Côte des Neiges—sans bâtisses.

20. Un certain lot de terre situé en la cité de Montréal, ayant front sur la rue Fortier projetée, connu et désigné sous le numéro quatre cent trente sept de la subdivision officielle du lot originaire numéro cent onze (111-437), des plan et livre de renvoi officiels du village incorporé de la Côte des Neiges—sans bâtisses.

21. Un certain lot de terre situé en la cité de Montréal, ayant front sur la rue Fortier projetée, connu et désigné sous le numéro quatre cent trente-huit de la subdivision officielle du lot originaire numéro cent onze (111-438), des plan et livre de renvoi officiels du village incorporé de la Côte des Neiges—sans bâtisses.

Pour être vendus à mon bureau, en la cité de Montréal, le DIX-HUITIEME jour de JUIN prochain, à DIX heures de l'avant-midi.

L. J. LEMIEUX,

Bureau du shérif, Shérif.  
Montréal, 11 Mai 1915. 2869—20—2  
[Première publication, 15 Mai 1915.]

of Montreal, fronting on the projected Fortier street, known and designated under the number one hundred and thirty four of the official subdivision of the lot original number one hundred and eleven (111-134), of the official plan and book of reference of the incorporated village of Côte des Neiges—without buildings;

14. That certain lot of land situate in the city of Montreal, fronting on the projected Fortier street, known and designated under the number one hundred and thirty five of the official subdivision of the lot original number one hundred and eleven (111-135), of the official plan and book of reference of the incorporated village of Côte des Neiges—without buildings;

15. That certain lot of land situate in the city of Montreal, fronting on the projected Fortier street, known and designated under the number one hundred and thirty six of the official subdivision of the lot original number one hundred and eleven (111-136), of the official plan and book of reference of the incorporated village of Côte des Neiges—without buildings;

16. That certain lot of land situate in the city of Montreal, fronting on the projected Fortier street, known and designated under the number one hundred and thirty seven of the official subdivision of the lot original number one hundred and eleven (111-137), of the official plan and book of reference of the incorporated village of Côte des Neiges—without buildings;

17. That certain lot of land situate in the city of Montreal, fronting on the projected Fortier street, known and designated under the number one hundred and thirty eight of the official subdivision of the lot original number one hundred and eleven (111-138), of the official plan and book of reference of the incorporated village of Côte des Neiges—without buildings;

18. That certain lot of land situate in the city of Montreal, fronting on the projected Fortier street, known and designated under the number four hundred and thirty five of the official subdivision of the lot original number one hundred and eleven (111-435), of the official plan and book of reference of the incorporated village of Côte des Neiges—without buildings;

19. That certain lot of land situate in the city of Montreal, fronting on the projected Fortier street, known and designated under the number four hundred and thirty six of the official subdivision of the lot original number one hundred and eleven (111-436), of the official plan and book of reference of the incorporated village of Côte des Neiges—without buildings.

20. That certain lot of land situate in the city of Montreal, fronting on the projected Fortier street, known and designated under the number four hundred and thirty seven of the official subdivision of the lot original number one hundred and eleven (111-437), of the official plan and book of reference of the incorporated village of Côte des Neiges—without buildings.

21. That certain lot of land situate in the city of Montreal, fronting on the projected Fortier street, known and designated under the number four hundred and thirty eight of the official subdivision of the lot original number one hundred and eleven (111-438), of the official plan and book of reference of the incorporated village of Côte des Neiges—without buildings.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the EIGHTEENTH day of JUNE next, at TEN o'clock in the forenoon.

L. J. LEMIEUX,

Sheriff's office, Sheriff.  
Montreal, 11th May, 1915. 2870—20—2  
[First published, 15th May, 1915.]

## Ventes par le Shérif—Ottawa

AVIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.  
*Cour Supérieure.—District d'Ottawa.*

Ottawa, à savoir: } **OVIDE LAFORTUNE,**  
No 4007. } Demandeur; contre  
**OVILA SAUVE ET AL.,** Défendeurs, à savoir:

Un emplacement composé et désigné autrefois comme étant une partie du lot numéro 646 des plan et livre de renvoi officiels pour la paroisse de Saint-André Avellin, district d'Ottawa, de la contenance d'environ un demi arpent de front sur un arpent de profondeur, situé à deux arpents et demi de la "Montée Bruneau", et, maintenant connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels pour le village de la paroisse de Notre-Dame de la Paix, comme étant la subdivision trois de la subdivision quatre-vingt-un du lot numéro six cents quarante-six (3-81-646), et contenant quatre-vingt-seize pieds de largeur, sur cent quatre-vingt-douze pieds de profondeur; borné en front par le chemin public, derrière par une partie du même lot propriété de M. Cyrille Lalonde, le vendeur primitif, du côté est par le terrain de l'œuvre et fabrique, à l'ouest par un emplacement dépendant du même lot—avec une bâtisse à deux étages y érigée.

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de la paroisse de Notre-Dame de la Paix, dit district d'Ottawa, le SIXIEME jour de JUILLET prochain, à DEUX heures de l'après-midi.

C. M. WRIGHT,

Bureau du shérif, Shérif.  
Hull, 2 juin 1915. 3409—23-2  
[Première publication, 5 juin 1915.]

## Ventes par le Shérif—Pontiac

AVIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

*Dans la Cour Supérieure à Bryson.*

No 1483. } **JOSEPH CHOUINARD,** Deman-  
deur; vs **DENMON LIBBY,** Défendeur.

Un certain morceau de terre ou emplacement situé vis-à-vis de la Traverse du Chemin de fer de la station de Waltham et contenant le quart d'un acre en superficie ou mesurant cent cinq pieds carrés et étant une partie du lot numéro cinq du rang A des plan et livre de renvoi officiels du canton de Waltham, dans le comté de Pontiac; borné par les limites suivantes: en front du côté du sud par la route principale, conduisant du passage, du côté est à Jarriel Wilson, du côté ouest à Joseph Spotswood, en arrière à James Spotswood—avec les bâtisses dessus construites, appartenances et dépendances.

Pour être vendu au bureau d'enregistrement du village de Bryson, dans le district de Pontiac, MERCREDI, le SEIZIEME jour de JUIN 1915, à DIX heures de l'avant-midi.

BERNARD J. SLOAN,

Bureau du shérif, Shérif.  
Bryson, 11 mai 1915. 2907—20-2  
[Première publication, 15 mai 1915.]

## Sheriff's Sales—Ottawa

PUBLIC NOTICE is hereby given that the under-mentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.  
*Superior Court.—District of Ottawa.*

Ottawa, to wit: } **OVIDE LAFORTUNE,**  
No. 4007. } Plaintiff; against  
**OVILA SAUVE ET AL.,** Defendants, to wit:

An emplacement composed of and formerly designated as being part of the lot number 646 of the official plan and book of reference for the parish of Saint André Avellin, district of Ottawa, containing about one half arpent in front by one arpent in depth and situate at a distance of two arpents and a half from "Montee Bruneau", and now known and designated upon the official plan and book of reference for the village of the parish of Notre Dame de la Paix, as being the subdivision three of the subdivision eighty one of the lot number six hundred and forty six (3-81-646), and containing ninety six feet in width by one hundred and ninety two feet in depth; bounded in front by the public road, in rear by a part of same lot belonging to Mr. Cyrille Lalonde, the original seller, on the east side by the land of "L'Œuvre et Fabrique", on the west by another emplacement forming part of same lot—with the two storey building thereon erected.

To be sold at the parochial church door of the parish of Notre Dame de la Paix, said district of Ottawa, on the SIXTH day of JULY next, at TWO o'clock in the afternoon.

C. M. WRIGHT,

Sheriff's office, Sheriff.  
Hull, 2nd June, 1915. 34-10—23-2  
[First published, 5th June, 1915.]

## Sheriff's Sales—Pontiac

PUBLIC NOTICE is hereby given that the under-mentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

*In the Superior Court at Bryson.*

No. 148. } **JOSEPH CHOUINARD,** Plaintiff;  
vs **DENMON LIBBY,** Defendant.

That certain parcel of land or emplacement situate opposite Waltham Station Railway Crossing, and containing one quarter acre in superficies or measuring one hundred and five feet square and being a part of lot number five of range A of the official plan and book of reference of the township of Waltham, in the county of Pontiac; bounded as follows: in front on the south side by the main road, leading to the crossing, on the east side by Jarriel Wilson, on the west side by Joseph Spotswood, in rear by James Spotswood—with the buildings thereon erected, appurtenances and dependencies.

To be sold at the Registrar's office in the village of Bryson in the district of Pontiac, on WEDNESDAY, the SIXTEENTH day of JUNE, 1915, at TEN o'clock, in the forenoon.

BERNARD J. SLOAN,

Sheriff's office, Sheriff.  
Bryson, 11th May, 1915. 2908—20-2  
[First published, 15th May, 1915.]

## Ventes par le Shérif—Richelieu

AVIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

MANDAT DE CURATEUR  
FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Richelieu.

Sorel, à savoir: } ROMEO MARCOUX, De-  
No 5657. } mandeur; vs FELIX  
OLIVIER LAMARCHE, Défendeur, et Dame  
Caroline St. Cyr, veuve Félix Olivier Lamarche,  
Requérante.

1. Un terrain situé en la ville de Berthier, connu et désigné au cadastre officiel de la ville de Berthier par le lot numéro cent quatre-vingt-dix-sept (197)—avec les bâtisses y érigées et les droits actifs inhérents;

2. Un terrain situé en la dite ville de Berthier, faisant partie du lot numéro cent quarante-un (Pt. 141) du cadastre officiel susdit, contenant cent quatre-vingt-douze pieds de largeur sur cent soixante-quinze pieds de profondeur, mesure anglaise, le tout plus ou moins; tenant d'un bout aux lots Nos 140 et 143, d'autre bout au terrain de Eugène Goudron, limité par un ruisseau, d'un côté au lot No 137 appartenant à la Congrégation Saint-James, et d'autre côté au lot No 146 appartenant aux héritiers Morisson—avec bâtisses dessus érigées, et droits actifs inhérents, y compris un droit de passage sur le dit lot numéro 140, pour communiquer du dit lot Pt. 140 à la rue Edouard, à la charge par le propriétaire du fonds servant d'entretenir constamment en bon état d'entretien ce passage et la clôture qui l'entoure des deux côtés;

3. Un terrain situé au même endroit, connu et désigné au cadastre officiel susdit par le lot numéro cent quarante-trois (143)—avec une maison à deux logements et autres bâtisses dessus érigées et les droits actifs inhérents, moins et à distraire le logement nord-est de la dite maison et dépendances attachées exclusivement à ce logement, qui appartient à M. Victor Lamarche, enfant mineur de feu Félix O. Lamarche, pour l'avoir acquis de son défunt père, par suite du testament de ce dernier, reçu en minute par Maître M. L. A. Aubin, notaire, le 30 de janvier 1908, et dûment enregistré au bureau d'enregistrement du comté de Berthier; et sous la réserve de l'usage, l'habitation et de l'occupation du logement nord-ouest de la dite maison, en faveur de la dite Dame Requérante, sa vie durant, pourvu qu'elle garde viduité; Lesquels dits immeubles sont sujets à l'usufruit établi dans et par le susdit testament en faveur de la dite Dame Caroline St. Cyr, requérante, sa vie durant en gardant viduité, et seront vendus à la charge par l'adjudicataire de payer à compter du jour de la vente et adjudication des dits terrains toutes contributions foncières et autres de toute nature dont ils pourront être frappés, de supporter les réparations d'entretien ainsi que les grosses réparations qui deviendront nécessaires pour le bon entretien des dits terrains et des dépendances et constructions qui y sont érigées, de tenir constamment assurées contre le feu toutes les bâtisses érigées sur les dits terrains dans une compagnie d'assurance approuvée par la dite dame requérante, pour un montant qu'elle fixera et dont les bénéfices en cas de sinistre seront transportés à elle-même au moyen d'un transport confirmé par la compagnie de telle assurance et de se soumettre à toutes les obliga-

## Sheriff's Sales—Richelieu

PUBLIC NOTICE is hereby given that the under-mentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

CURATOR'S WARRANT.  
FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—District of Richelieu.

Sorel, to wit: } ROMEO MARCOUX, Plain-  
No. 5657. } tiff; vs FELIX OLIVIER  
LAMARCHE, Defendant, and Dame Caroline  
Saint-Cyr, widow of Félix Olivier Lamarche,  
Petitioner.

1. A lot of land situate in the town of Berthier, known and designated upon the official cadastre of the town of Berthier, under the number one hundred and ninety seven (197)—with the buildings thereon erected and the active rights appertaining thereto;

2. A lot of land situate in the said town of Berthier, forming part of the lot number one hundred and forty one (pt. No. 141) of the aforesaid official cadastre, measuring one hundred and ninety two feet in width by one hundred and seventy five feet in depth, english measure, the whole more or less; bounded at one end by the lots Nos. 140 and 143, at the other end by the land of Eugene Goudron, bounded by a brook, on one side by the lot No. 137 belonging to Saint James Congregation, and on the other side by the lot No. 146 belonging to the heirs Morrison, —with the buildings thereon erected, and active rights appertaining thereto, including a right of way upon said lot No. 140 to communicate from said lot pt. 141, to Edouard street, the owner of the land occupied by said right of way being bound to constantly keep in good order said right of way and the fences on both sides thereof;

3. A lot of land situate at the same place, known and designated upon the aforesaid official cadastre under the number one hundred and forty three (No. 143)—with a house containing two dwellings and other buildings thereon erected and the active rights appertaining thereto; save and except and to deduct therefrom the north east dwelling of said house and dependencies exclusively attached to said dwelling, which belong to Mr. Victor Lamarche, minor child of the late Félix O. Lamarche, who acquired it from his late father by and under the last will and testament of said Félix O. Lamarche, made and executed before Maître M. L. A. Aubin, notary, on the 30th January, 1908, and duly registered at the Registry office of the county of Berthier; and under the reserve of the use, habitation and occupation of the north west of said house in favor of said Dame Caroline Saint Cyr, the petitioner herein, during her lifetime, provided she does not remarry; the above immoveables being subject to the usufruct established by and in the said will in favor of said Dame Caroline Saint Cyr, the petitioner herein, during her lifetime provided she does not remarry, and will be sold subject to the payment by the adjudicataire from and after the day of the sale and adjudication of said lands, all ground and other assessments of every kind encumbering the said immoveables, to support all repairs necessary for the maintenance in good order of the said lands and dependencies and constructions erected thereon, to keep all buildings erected upon said lands constantly insured against fire in a Fire Insurance Company approved by the said Dame Caroline Saint Cyr, for the amount she may fix, said amount to be payable in case of destruction

ions auxquelles est légalement tenu l'usufruitier;

4. Un terrain situé en la même ville de Berthier, faisant partie du lot numéro trente-sept (Pt. 37) du cadastre officiel pour la ville de Berthier, contenant soixante pieds de largeur sur la profondeur qu'il y a du fleuve Saint-Laurent qui le borne d'un bout à aller à la dite rue Edouard qui le borne à l'autre bout; tenant d'un côté au terrain appartenant à la corporation de la ville de Berthier et d'autre côté à une partie du dit lot No 37, le tout plus ou moins, mesure anglaise, —circonstances et dépendances.

Pour être vendus à la porte de l'église paroissiale de la ville de Berthier, MARDI, le SIXIEME jour de JUILLET prochain (1915), à DIX heures et DEMIE de l'avant-midi.

JOS. G. LARIVIERE,

Bureau du shérif. Shérif  
Sorel, 4 juin 1915. 3433—23-2  
[Première publication, 5 juin 1915.]

### Ventes par le Shérif—Saguenay

AVIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

Cour Supérieure.—District de Montréal.

Malbaie, à savoir: } LA BANQUE NATIONALE, corps politique incorporé, ayant le siège principal en la cité de Québec, Demanderesse; contre JOSEPH SAULNIER, du village de la Malbaie, commerçant. Défendeur.

1. Une lisière de terrain faisant partie du lot No 515, des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Saint-Etienne de la Malbaie, mesurant en front 33 pieds anglais, s'étendant en profondeur du chemin public à la rivière Malbaie; bornée au sud-ouest par le chemin public, au nord-est par la rivière Malbaie, au nord-ouest par le reste du dit lot possédé par Ferdinand Caron, au sud-est par partie du lot No 514, des dits plan et renvoi officiels possédée par le défendeur.

2. Une lisière de terrain faisant partie du dit lot 514, mesurant en front 33 pieds par 38 pieds de profondeur, mesure anglaise, et bornée au sud-est par le chemin public, au nord-est au bout des 38 pieds susdits, au nord-ouest par le dit lot 515 et au sud est par le reste du dit lot 514, possédé par Ulisse Bouchard, le tout—avec bâtisses dessus construites mais sans garantie de contenance.

Pour être vendu à mon bureau, à la prison de la Malbaie, en un seul et même lot, *en bloc*, le SEPTIEME jour de JUILLET prochain, à DIX heures de l'avant-midi.

ELIE MALTAIS,

Bureau du shérif, Shérif  
Malbaie, 1er juin 1915. 3417—23-2  
[Première publication, 5 juin 1915.]

to said Dame Caroline Saint Cyr, by means of a transport approved by the said Fire Insurance Company and to submit to all obligations legally held by the usufructuary;

4. A lot of land situate in the said town of Berthier, forming part of the lot number thirty seven (pt. No. 37), of the official cadastre for the town of Berthier, measuring sixty feet in width by whatever depth there may be from the the River Saint Lawrence; the boundary at one end to the said Edouard street the boundary at the other end; bounded on one side by the land belonging to the corporation of the town of Berthier, and on the other side by a part of said lot No. 37, the whole more or less, english measure —circumstances and dependencies.

To be sold at the parochial church door of the town of Berthier, on TUESDAY, the SIXTH day of month of JULY next, (1915), at HALF past TEN o'clock in the forenoon.

GEO. G. LARIVIERE,

Sheriff's office, Sheriff.  
Sorel, 4th June, 1915. 3434—23-2  
[First published, 5th June, 1915.]

### Sheriff's Sales—Saguenay

PUBLIC NOTICE is hereby given that the under-mentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

Superior Court.—District of Montreal.

Malbaie, to wit: } LA BANQUE NATIONALE No. 3146 } a body politic and corporate having its head office in the city of Quebec, Plaintiff; against JOSEPH SAULNIER, of the village of Malbaie, trader, Defendant.

1. A strip of land forming part of the lot No. 515, of the official plan and book of reference of the parish of Saint Etienne de la Malbaie, measuring 33 feet in front, english measure, and extending in depth from the public highway to River Malbaie; bounded on the south west by the public highway, on the north east, by the River Malbaie, on the north west by the residue of said lot belonging to Ferdinand Caron, on the south east by part of lot No. 514 of said official plan and book of reference, belonging to the defendant.

2. A strip of land forming part of said lot No. 514, measuring 33 feet in front by 38 feet in depth, english measure, and bounded on the south west by the public highway, on the north east at the end of above 38 feet, on the north west by the aforesaid lot 515, and on the south east by the residue of said lot 514, belonging to Ulisse Bouchard, the whole—with the building thereon erected, without warranty as to exact measurements.

To be sold at my office, in the jail of La Malbaie, as the one and same lot, *en bloc*, on the SEVENTH day of JULY next, at TEN o'clock in the forenoon.

ELIE MALTAIS,

Sheriff's office, Sheriff.  
Malbaie, 1st June, 1915. 3418—23-2  
[First published, 5th June, 1915.]

## Ventes par le Shérif—St-François

AVIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

## FIERI FACIAS DE TERRIS

*Cour Supérieure.—District de Saint-François.*  
Saint-François, à savoir: } MOISE O'BREADY  
No. 322. } M avocat, de la cité  
de Sherbrooke, dans le district de Saint-François,  
Demandeur; contre JOHN COUTURE, de la  
ville de Bromptonville, dans le district de Saint-  
François, Défendeur.

Saisi comme appartenant au dit défendeur:

Ce certain morceau de terre situé dans la ville de Bromptonville, étant le lot numéro trente-huit (30-8) du cadastre du canton de Brompton, pour le quatrième rang—avec bâtisses dessus construites et améliorations qui s'y trouvent et la moitié du pouvoir et réservoir d'eau et accessoires qui se trouvent sur la propriété; le vendeur se réservant la moitié du dit pouvoir et réservoir et accessoires et des profits en provenant

Pour être vendu à la porte de l'église de Saint-Paraxède de Brompton, le SIXIEME jour de JUILLET prochain, 1915, à DIX heures de l'avant-midi.

HENRY AYLNER,

Bureau du shérif, Shérif,  
Sherbrooke, 2 juin 1915. 3407—23-2  
[Première publication, 5 juin 1915.]

## Sheriff's Sales—St. Francis

PUBLIC NOTICE is hereby given that the under-mentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

## FIERI FACIAS DE TERRIS

*Superior Court.—District of Saint Francis.*  
Saint Francis, to wit: } MOISE O'BREADY,  
No. 322. } M advocate, of the  
city of Sherbrooke, in the district of Saint Francis,  
Plaintiff; against JOHN COUTURE, of the town  
of Bromptonville, in the district of Saint Francis,  
Defendant.

Seized as belonging to said Defendant:

That certain parcel of land situate in the town of Bromptonville, being the lot number thirty-eight (30-8) of the cadastral of Brompton, for the fourth range—with the buildings and improvements thereon erected and made and the half of the water power and reservoir and accessories thereon; the seller reserving the half of said water power reservoir and accessories and profits derived therefrom.

To be sold at the church door of Saint Paraxède de Brompton, on the SIXTH day of JULY next, 1915, at TEN o'clock in the forenoon.

HENRY AYLNER,

Sheriff's office, Sheriff,  
Sherbrooke, 2nd June, 1915. 3408—23-2  
[First published, 5th June, 1915.]

## Ventes par le Shérif—St-Hyacinthe

AVIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

## FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS

*Cour Supérieure.—District de Saint-Hyacinthe.*  
Saint-Hyacinthe, à savoir: } J. E. M. DESRO-  
No 44. } J. E. M. DESRO,  
demandeur; contre ANTOINETTE LAFERRIERE,  
ET VIR, Défenderesse.

Un emplacement situé sur la première concession, dans les limites du village incorporé de Saint-Hilaire, étant partie de l'extrémité nord-ouest du lot connu et désigné sur les plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Saint-Hilaire, sous le numéro trente-huit (P. 38) de la contenance de quatre-vingt-cinq pieds de largeur sur le chemin public et de soixante et-douze pieds de largeur à la profondeur, sur cent vingt-six pieds de longueur, dans la ligne nord-est et de quatre-vingt-quatorze pieds de longueur dans la ligne sud-ouest, à partir du chemin public, le tout mesure anglaise, plus ou moins, borné en front au nord-ouest par la rivière Richelieu, en arrière, au sud-est par Ulric Robert, du côté nord-est par Aimé Robert, père, et du côté sud-ouest par une rue projetée (chemin privée), sur le terrain de Aimé Desautels, étant partie du lot numéro trente-huit, avec droit de passage au besoin, dans telle rue projetée, et une maison et un hangar dessus érigés.

Cette vente est faite à la charge par l'adjudicataire d'en laisser la jouissance et occupation à M. Guillaume St-Pierre, avocat, de la cité de Montréal, à titre de locataire, jusqu'au 1er octobre prochain (1915), à raison et en considération d'un loyer de \$115.00 payable \$50.00 le 1er juin

## Sheriff's Sales—St. Hyacinth

PUBLIC NOTICE is hereby given that the under-mentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

## FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS

*Superior Court.—District of Saint Hyacinth*  
Saint Hyacinth to wit: } J. E. M. DESRO-  
No. 44. } J. E. M. DESRO,  
Plaintiff; against ANTOINETTE LAFERRIERE,  
ET VIR, Défenderesse.

An emplacement situate on the first concession in the limits of the village of Saint Hilaire, being a part of the extremity north west of lot known and designated on the official plan and book of reference of the parish of Saint Hilaire, under lot number thirty eight (P. 38), containing eighty five feet in width on the public road, and seventy two feet in width at the depth by one hundred and twenty six feet in length, in the north east line, and ninety four feet in length in the south west line from said public road, the whole english measure, more or less, bounded in front at the north west side by the Richelieu river, in rear at the south east by Ulric Robert, on the north east side by Aimé Robert, senior, and on the south west side by a street in project on the ground of Aimé Desautels, being a part of said lot No. 38, with a leave at need in said projected street—with a house and a shed thereon erected.

This sale is made at charge by the purchaser to leave the enjoyment and occupation to Mr. Guillaume St. Pierre, lawyer of the city of Montreal, under the title of tenant until the first of October, next (1915), for the consideration of a rent of \$115.00 payable \$50.00 the first of June, 1915, and \$15.00 the first of August next, and

1915, et \$15.00 le 1er août, et \$50.00 le 1er septembre également prochain, l'adjudicataire devant toucher et percevoir tout le loyer à échoir, à compter de la date de son acquisition.

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Hilaire, le SIXIEME jour de JUILLET prochain (1915), à DIX heures de l'avant-midi.

JOS.-L. CORMIER, Shérif.  
Bureau du shérif, Shérif.  
Saint-Hyacinthe, 1er juin 1915. 3367—23-2  
[Première publication, 5 Juin, 1915.]

\$50.00 the first of September next, the purchaser should receive the whole rent from the date of his acquisition.

To be sold at the parochial church door of Saint Hilaire, on the SIXTH day of JULY next, (1915), at TEN o'clock in the forenoon.

JOS.-L. CORMIER, Sheriff.  
Sheriff's office, Sheriff.  
Saint Hyacinth, 1st June, 1915. 3367—23-2  
[First published 5th June, 1915.]

### Ventes par le Shérif—Terrebonne

AVIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

#### FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

*Cour Supérieure.*

District de Terrebonne, } **D**AME MARIE  
Sainte-Scholastique, } PREVOST ET  
No 373. } AL, Demanderesse, vs DAME VICTORIA DESJARDINS ET VIR, Défenderesse.

1. Un emplacement situé au village de Sainte-Scholastique, comté des Deux-Montagnes, district de Terrebonne, au sud de la rue Saint-Jacques, contenant environ six perches de front sur environ un arpent de profondeur, connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels du dit village de Sainte-Scholastique, sous le numéro vingt-sept (No 27) comprenant en outre une partie du No 29, cette partie du No 29 tient en front au trait carré du No 27 derrière et des deux côtés au reste du dit No 29, et a quatre perches de profondeur sur la largeur du dit No 27, avec les batisses y érigées.

2. Une lisière de terre de forme triangulaire située au même lieu, faisant partie du dit lot de terre numéro vingt neuf (No 29) du cadastre hypothécaire du dit village, contenant onze pieds et demi de largeur, sur la rue Saint-Jacques et allant se terminer en pointe à la profondeur de l'emplacement ci-dessus désigné, tenant devant au nord de la dite rue Saint-Jacques au nord-est au terrain de Joseph Lacombe, et au sud ouest au terrain ci-dessus décrit.

Pour être vendus à notre bureau, au Palais de Justice, au village de Sainte-Scholastique dit district, le SIXIEME jour de JUILLET prochain 1915, à ONZE heures de l'avant-midi.

LAPOINTE & PREVOST, Sheriffs.  
Bureau do shérif, Sheriffs.  
Sainte-Scholastique, 31 mai 1915. 3355—23-2

[Première publication, 5 mai 1915].

### Ventes par le Shérif—Trois-Rivières

AVIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

### Sheriff's Sales—Terrebonne

PUBLIC NOTICE is hereby given that the under-mentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

#### FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

*Superior Court.*

District of Terrebonne, } **D**AME MARIE  
Sainte Scholastique, } PREVOST ET  
No. 373. } AL, Plaintiffs, vs DAME VICTORIA DESJARDINS ET VIR, Defendants.

1. A piece of land in the village of Sainte Scholastique, county of Two-Mountains, district of Terrebonne, fronting south of Saint James street, containing about six perches in frontage and about one arpent in depth, known and designated on the official plan and book of reference for the said village of Sainte Scholastique as lot No. twenty seven (27) containing in addition thereto part of lot No. twenty nine, said part of lot No. 29 being bounded in front by the rear of lot No. 27, in rear, and on both sides by the remainder of said lot No. 27 with buildings thereon erected.

2. A track of land triangular shape located in the same place, being part of said piece of land No. twenty nine (29) of the hypothecary cadastre for said village, containing eleven feet and on one half in width, on Saint James street, running out, terminating in a point, to the depth of piece of land above designated, adjoining in front on the north side of said Saint James street, and at north east on Joseph Lacombe's property, and south-west, on the piece of land above described.

To be sold at our office, in the Court house, village of Sainte Scholastique, said district, on the SIXTH day of JULY next, 1915, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

LAPOINTE & PREVOST, Sheriffs.  
Sheriff's Office, Sheriffs.  
Sainte Scholastique, 31st May, 1915.  
3356—23-2

[First published, 5th May, 1915].

### Sheriff's Sales—Three Rivers

PUBLIC NOTICE is hereby given that the under-mentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

10 JUIN 1915

10 JUIN 1915

## MANDAT DU CURATEUR.

*Cour Supérieure.—District des Trois-Rivières.*  
Trois-Rivières, à savoir: } **IN RE JOSEPH**  
No 466. } **NARCISSE GO-**  
**DIN, Requéant-Cession; vs BRUNO CHAM-**  
**PAGNE, Débiteur-Cédant, et HENRI BISSON,**  
**Curateur.**

Comme appartenant au dit débiteur-cédant, savoir:

Un emplacement situé en la cité des Trois-Rivières, sur la rue Saint-Christophe, connu et désigné comme étant la partie nord-est du lot numéro quarante-neuf (pt. n.-e. 49), de la subdivision officielle du lot numéro onze cent vingt-quatre (1124-49), du cadastre officiel de la cité des Trois-Rivières; borné en front par la dite rue Saint-Christophe, en profondeur par une ruelle, du côté sud-ouest au surplus du dit lot numéro quarante-neuf (49) appartenant à Adam Gélinas, et de l'autre côté encore par une ruelle, avec en plus le terrain de la ruelle à la profondeur d'emplacement présentement décrit sur toute la largeur d'icelui et une moitié de la largeur d'icelle, laquelle étant connue et désignée sous le numéro quarante-sept de la subdivision officielle du dit lot numéro onze cent vingt-quatre (1124-47) du dit cadastre.

Pour être vendu au bureau du shérif, du district des Trois-Rivières, dans le palais de justice en la cité des Trois-Rivières, le SIXIEME jour de JUILLET prochain, à DIX heures du matin.

CHARLES DUMOULIN,

Bureau du shérif, Shérif.  
Trois-Rivières, 31 mai 1915. 3411—3-2  
[Première publication, 5 juin 1915.]

## FIERI FACIAS DE BONIS ET TERRIS.

*Cour Supérieure.—District des Trois-Rivières.*  
Trois-Rivières, à savoir: } **THE BANK OF**  
No 282. } **MONTREAL,**  
corps politique et incorporé ayant son principal établissement dans les cité et district de Montréal, Demanderesse; vs les héritiers de feu EUCHARISTE CRETE, en son vivant, entrepreneur, de Saint-Jean-des-Piles, Défendeurs, et DAME MARIE-LOUISE MARCHAND, de Saint-Jean-des-Piles, veuve du dit feu Euchariste Crête *et al.*, Tiers-Saisie.

Comme appartenant aux héritiers de feu Euchariste Crête, savoir:

1. Un lot de terre situé en la paroisse de Saint-Jean-des-Piles, concession des Piles, connu et désigné sous le numéro deux cent quatre-vingt-dix-huit (298), au cadastre officiel de la paroisse de Sainte-Flore;

2. Un lot de terre situé en la paroisse de Saint-Jean-des-Piles, concession des Piles, connu et désigné sous le numéro deux cent quatre-vingt-dix-neuf (299), au cadastre officiel de la paroisse de Sainte-Flore;

3. Un terrain situé en la paroisse de Saint-Jean-des-Piles, dans le premier rang ouest de la rivière Saint-Maurice, contenant trente-six pieds de front sur la profondeur de cent vingt pieds, mesure anglaise; borné en front par le chemin public, en profondeur et du côté nord par Dame Marie-Louise Marchand, veuve de feu Euchariste Crête, et du côté sud par Louis Lajoie, et faisant partie du lot numéro cent vingt-huit (p. No 128), des plan et livre de renvoi officiels du cadastre d'enregistrement du comté de Champlain, faits pour une partie du canton de Radnor.

Comme appartenant à Dame Marie-Louise Marchand, veuve de feu Euchariste Crête, tiers-saisie, savoir:

## CURATOR'S WARRANT.

*Superior Court.—District of Three Rivers.*  
Three Rivers, to wit: } **IN RE JOSEPH**  
No. 466. } **NARCISSE GO-**  
**DIN, Petitioner for assignment; vs BRUNO**  
**CHAMPAGNE, Insolvent-Debtor, and HENRI**  
**BISSON, Curator.**

As belonging to said insolvent-debtor, to wit:

An emplacement situate in the city of Three Rivers, on Saint Christophe street, known and designated as being the north east part of the lot number forty nine (n. e. pt. 49), of the official subdivision of the lot number eleven hundred and twenty four (1124-49), of the official cadastre of the city of Three Rivers; bounded in front by said Saint Christophe street, in rear by a lane, on the south west by the residue of said lot number forty nine (49) belonging to Adam Gelin, and on the other side by a lane, together with the half of the land occupied by a lane, at the rear of said emplacement herein described, said parcel of land being the same width of said emplacement by half the width of said lane, which is known and designated under the number forty seven of the official subdivision of said lot number eleven hundred and twenty four (1124-47) of said cadastre.

To be sold at the sheriff's office, district of Three Rivers, in the court house, on the city of Three Rivers, on the SIXTH day of JULY next, at TEN o'clock in the forenoon.

CHARLES DUMOULIN,

Sheriff's office, Sheriff.  
Three Rivers, 31st May, 1915. 3412—23-2  
[First published, 5th June, 1915.]

## FIERI FACIAS DE BONIS ET TERRIS.

*Superior Court.—District of Three Rivers.*  
Three Rivers, to wit: } **THE BANK OF**  
No. 282. } **MONTREAL,**  
a body politic and corporate having its head office in the city and district of Montreal, Plaintiff; vs the heirs of the late EUCHARISTE CRETE, in his lifetime contractor of Saint Jean des Piles, Defendants, and DAME MARIE LOUISE MARCHAND, of Saint Jean des Piles, widow of the said late Euchariste Crête *et al.*, Garnishee.

As belonging to the heirs of the late Euchariste Crête, to wit:

1. A lot of land situate in the parish of Saint Jean des Piles, Des Piles concession, known and designated under the number two hundred and ninety eight (298), upon the official cadastre of the parish of Sainte Flore;

2. A lot of land situate in the parish of Saint Jean des Piles, Des Piles concession, known and designated under the number two hundred and ninety nine (299) upon the official cadastre of the parish of Sainte Flore;

3. A lot of land situate in the parish of Saint Jean des Piles, in the first range west of the river Saint Maurice, containing thirty six feet in front by a depth of one hundred and twenty feet, english measure; bounded in front by the public highway, in depth and on the north side by Dame Marie Louise Marchand, widow of the late Euchariste Crête, and on the south side by Louis Lajoie, and forming part of the lot number one hundred and twenty eight (pt. No. 128), of the official plan and book of reference of the registration cadastre of the county of Champlain, for a portion of the township of Radnor.

As belonging to Dame Marie Louise Marchand, widow of the late Euchariste Crête, garnishee, to wit:

4. Un certain morceau de terre situé en la paroisse de Saint-Jean-des-Piles, dans le premier rang ouest de la rivière Saint-Maurice, contenant quarante-pieds plus ou moins de front, sur la profondeur de deux arpents; borné en front, en profondeur et du côté nord-est par Moïse Bourassa, et du côté sud-ouest par Dame Marie-Louise Marchand, connu et désigné comme faisant partie du lot de terre numéro cent vingt-huit, (p. No 128), du cadastre fait pour une partie du canton Radnor, dans la division d'enregistrement du comté de Champlain;

5. Un terrain ou emplacement situé en la paroisse de Saint-Jean-des-Piles, dans le premier rang ouest de la rivière Saint-Maurice, canton de Radnor, contenant d'abord cent pieds anglais de largeur sur la profondeur de cent vingt pieds, de là, ensuite reprenant une largeur de cent cinquante pieds anglais sur la profondeur de deux cent quarante pieds, la ligne nord étant droite; borné en front par le chemin public, en profondeur par Moïse Bourassa, du côté sud par Moïse Bourassa, Louis Lajoie ou représentants, et du côté nord par Louis Marchand, ou représentants, connu et désigné comme faisant partie du lot de terre numéro cent vingt-huit (p. No 128), du cadastre fait pour une partie du dit canton de Radnor—avec ensemble les bâtisses dessus construites.

Pour être vendus à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Jean-des-Piles, le SEIZIEME jour de JUIN prochain, à DIX heures du matin.

CHARLES DUMOULIN,  
Bureau du shérif, Shérif.  
Trois-Rivières, 14 mai 1915. 2905—20-2  
[Première publication, 15 mai 1915.]

#### Avis du Gouvernement

##### Municipal Debenture Corporation, Limited.

Avis est donné au public que, en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-Gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du vingt-six mai 1915, constituant en corporation MM. John Maximilien Mackay, médecin, René Dupont, courtier, Ernest Roy et Roméo Langlais, avocats et François-Xavier Godbout, étudiant, de la cité de Québec, dans les buts suivants:

Souscrire, acheter et détenir, soit comme principal ou agent, soit comme propriétaire absolu ou conditionnel, ou soit comme garantie collatérale ou de toute autre manière que ce soit, et vendre, échanger, transférer, céder ou disposer de quelque manière que ce soit, des bons, obligations, débetures, ou toute autre valeur de tout gouvernement ou de toute corporation municipale ou scolaire ou de toute autre corporation, le tout aux conditions qui seront jugées convenables;

Procurer ou aider à se procurer, à tout gouvernement, à toute corporation municipale ou scolaire ou à toute autre corporation, des argents au moyen de bons, obligations, débetures, ou toutes valeurs, ou au moyen d'endossement, de prêts de promesses de garantie de toute valeur ou de toute autre manière que ce soit, et offrir au public pour souscription tous bons, obligations, débetures, ou autres valeurs dont la compagnie peut disposer pour ces fins, le tout aux conditions qui seront jugées convenables;

Emettre des actions-obligations (debenture-stock) jusqu'au montant de \$250,000.00, en dis-

4. That certain parcel of land situate in the parish of Saint Jean des Piles, in the first range west of the river Saint Maurice, containing forty feet in front, more or less, by a depth of two arpents; bounded in front, in depth and on the north east side by Moïse Bourassa, and on the south west side by Dame Marie Louise Marchand, known and designated as forming part of the lot number one hundred and twenty eight (pt. No. 128), of the cadastre for a portion of the township of Radnor, in the registration division of the county of Champlain;

5. A lot of land or emplacement situate in the parish of Saint Jean des Piles, in the first range west of the river Saint Maurice, township of Radnor, containing one hundred feet, english measure in front by a depth of one hundred and twenty feet, thence one hundred and fifty feet, english measure, in width by a depth of two hundred and forty feet, the north line hereof being a straight line; bounded in front by the public highway, in depth by Moïse Bourassa, on the south side by Moïse Bourassa, Louis Lajoie or representatives, and on the north side by Louis Marchand or representatives, known and designated as forming part of the lot of land number one hundred and twenty eight (pt. No. 128), of the cadastre for a portion of the township of Radnor — together with the buildings thereon erected.

To be sold at the church door of the parish of Saint Jean des Piles, on the SIXTEENTH day of JUNE next, at TEN o'clock, in the forenoon.

CHARLES DUMOULIN,  
Sheriff's office, Sheriff.  
Three Rivers, 14th May, 1915. 2906—20-2  
[First published, 15th May, 1915.]

#### Government Notices

##### Municipal Debenture Corporation, Limited.

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant Governor of the province of Quebec, bearing date the twenty sixth day of May, 1915, incorporating Messrs. John Maximilien Mackay, physician, René Dupont, broker, Ernest Roy and Roméo Langlais, advocates, and François Xavier Godbout, student at law, of the city of Quebec, for the following purposes:

To subscribe for, purchase and hold, either as principal or agent or absolutely or conditionally as owner or by way of collateral security or in any other manner whatever, and sell, exchange, transfer, or dispose of in any manner whatever, bonds, obligations, debentures or any other security of any government or any municipal school, or other corporation, the whole upon such conditions as may be deemed convenient.

To procure or assist to any government, municipal school or other corporation in procuring monies by means of bonds, obligations, debentures or other securities or by means of endorsement, loans, promises of guarantee of any securities or in any other manner whatever, and to offer the same to the public for subscription any bonds, obligations, debentures or other securities which the company may dispose of for such purposes, the whole upon such conditions as may be deemed convenient;

To issue debenture stock up to the amount of (\$250,000.00), and dispose of same for the benefit

poser pour le bénéfice de la compagnie. Ce pouvoir pourra être exercé par résolution du bureau de direction qui pourra déterminer en même temps la dénomination de ces actions-obligations (debenture-stock) et fixer les termes et les conditions auxquels cette émission sera faite.

Les pouvoirs contenus dans chacun des paragraphes de la présente charte ne seront ni limités ni restreints par induction ou déduction des termes de tout autre paragraphe, sous le nom de "Municipal Debenture Corporation, Limited", avec un fonds social de deux cent cinquante mille piastres (\$250,000.00), divisé en deux mille cinq cents (2500) actions de cent piastres (\$100.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation, est à Québec.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce vingt-sixième jour de mai 1915.

C. J. SIMARD,

3369—23—2      Sous-secrétaire de la province.

#### **Majestic Realty Company, Incorporated**

Avis est donné au public qu'en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du trente-unième jour de mai, constituant en corporation MM. Samuel William Jacobs, conseil du Roi, Alexandre Rives Hall, conseil du Roi, J. Casimir Papineau Couture, avocat, Louis Fitch, avocat, et Harry Gough, comptable, de la cité de Montréal, pour les fins suivantes:

Acquérir par achat, louage, échange, concession ou autrement, et détenir des terres, biens fonds et immeubles de toute description, et développer, améliorer, exploiter et transformer ces propriétés en rues, ruelles, squares, lots ou autrement, ériger des maisons, édifices et autres constructions sur les bien-fonds ainsi acquis, vendre, louer, prendre à bail, transporter, échanger, aliéner et autrement disposer des terres, biens-fonds et immeubles ainsi que des bâtiments ci-dessus construites, aliéner toutes rues, squares ou ruelles tracés sur ces propriétés en faveur de toutes personnes ou municipalités, aux termes et conditions que la compagnie jugera convenables;

Être agent d'immeubles et d'assurances et, aussi, agents pour la collection des loyers;

Prendre et détenir des mortgages, hypothèques et biens, se garantir du paiement du prix d'achat de toute propriété vendue par la compagnie, des acheteurs ou autres, ou des avances par la compagnie aux acheteurs pour des fins de construction et autres améliorations;

Acquérir, construire, entretenir et exploiter des travaux d'aqueducs aux fins d'approvisionner d'eau les détenteurs et acheteurs des propriétés de la compagnie, ou les personnes et corporations détenant les terres contigües à icelles, aux termes dont on pourra convenir, le tout en conformité avec les règlements municipaux y relatifs;

Construire, entretenir et faire fonctionner des tuyaux de drainage et autres installations; faire le drainage des terres et héritages aux mains de la compagnie, ou de ceux voisins;

Acquérir par achat, louage ou autrement disposer de toutes ou d'aucune partie des biens, droits, créances, ou de l'entreprise de la compagnie en considération de ce qu'on pourra convenir y compris les actions, obligations, débentures ou autres valeurs d'aucune autre compagnie, ou en prenant des hypothèques sur ces terres et constructions;

of the company. The above power may be exercised by resolution of the Board of Directors which may at the same time determine the amount of each of such debenture stock and fix the terms and conditions upon which such issue will be made.

The powers contained in any paragraph hereof to be in no wise limited or restricted by reference to or inference from the terms of any other paragraph, under the name of "Municipal Debenture Corporation, Limited", with a capital stock of two hundred and fifty thousand dollars (\$250,000.00), divided into two thousand five hundred (2500) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The principal place of business of the corporation, is at Québec.

Dated from the office of the provincial secretary, this twenty sixth day of May, 1915.

C. J. SIMARD,

3370—23—2      Deputy Provincial Secretary.

#### **Majestic Realty Company, Incorporated**

Public notice is hereby given that, under the Quebec companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant Governor of the province of Quebec, bearing date the thirty first day of May, 1915, incorporating Messrs. Samuel William Jacobs, Kings' Counsel, Alexander Rives Hall, King's Counsel, G. Casimir Papineau Couture, advocate, Louis Fitch, advocate and Harry Gough, accountant, of the city of Montreal, for the following purposes:

To acquire by purchase, lease, exchange, grant, concession or otherwise, and to hold and own lands, real estate and immovables of every description, and to develop, improve, exploit and lay out any such property in streets, lanes, squares, lots or otherwise, and to erect houses, buildings, and other constructions on said real property so acquired, and to sell, lease, rent, convey, exchange, dispose of, and otherwise deal with lands, real estate and immovables, and the buildings thereon erected, and to dispose of any streets, squares or lanes on such property in favor of any persons or municipalities, on such terms and conditions as the company may think fit;

To act as real estate and insurance agents, and as agents for the collection of rents;

To take and hold mortgages, hypothecs and liens, to secure the payment of the purchase price of any property sold by the company, from purchasers or others, or advances by the company to purchasers for building purposes or other improvements;

To acquire, construct, maintain and operate waterworks for the purposes of supplying water to the holders and purchasers of property of the company, or to persons or corporations holding lands contiguous thereto, as such rates as may be agreed upon, subject to local and municipal regulations in that behalf;

To construct, maintain and operate sewers or other devices; to drain the lands and buildings owned by the company, or contiguous thereto;

To acquire by purchase, lease or otherwise, and to take over the whole or any part of the undertaking, business, property, assets or liabilities of any person, partnership or company which this company may lawfully acquire;

To sell, lease, exchange, or otherwise dispose of all or any part of the property, rights, assets, or undertakings of the company for such consideration as may be agreed upon, including shares, bonds, debentures or other securities of any other company, or by taking hypothecs on lands and premises;

Acheter, échanger, accepter en paiement, ou autrement acquérir, posséder et détenir, vendre et aliéner les parts, débentures, obligations et autres valeurs dans d'autres compagnies similaire à celle-ci dans ses objets, en tout ou en partie, acquérir, détenir, vendre et disposer des droits d'hypothèques, des privilèges ou droits de gages de toutes compagnies ou de toutes personnes ou concédés par icelles;

Garantir, cautionner, assumer la responsabilité du paiement des billets promissoires, lettres de change, comptes ou autres obligations de toute nature, de toute corporation ou société ou personne;

Payer aucune propriété, les biens meubles et immeubles, les droits, privilèges, le commerce et les franchises que la compagnie pourra légalement acquérir, et, avec l'approbation des actionnaires, rémunérer les services rendus à la compagnie, avec des actions entièrement libérées, des obligations, des débentures ou autres valeurs de la compagnie;

Se fusionner, partager les bénéfices, s'associer avec aucune personne ou compagnie faisant le même commerce ou un commerce semblable à celui que cette compagnie est autorisée à exercer, suivant les conditions que la compagnie pourra statuer;

Faire tous actes et exercer tous pouvoirs, transiger de tout ce qui découle des objets pour lesquels cette compagnie est incorporée, sous le nom de "Majestic Realty Company, Incorporated", au capital action de vingt mille piastres (\$20,000.00), divisé en deux cents (200) parts de cent piastres (\$100.00) chaque.

La principale place d'affaire de la corporation, est dans la cité de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce trente-unième jour de mai 1915.

C. J. SIMARD,  
3379—23—2 Sous-secrétaire de la province.

#### AVIS

Avis est par le présent donné que "The Montreal Sailors' Institute", de Montréal, P. Q., a obtenu un permis et a été enregistrée pour faire dans cette province les affaires d'une société charitable, tel qu'exposée dans sa charte d'incorporation, la loi 32 Vict., 1869, chap. 85.

Le siège principal de la société est dans la cité de Montréal.

Donné conformément à l'article 6950, R. S. Q., 1909, ce deuxième jour de juin, 1915.

Pour le trésorier de la province de Québec.

WILLIAM CHUBB,  
Surintendant des assurances P. Q.  
Division des Assurances,  
Département du Trésor,  
Québec, P. Q. 3403—23—2

#### AVIS

Avis est par le présent donné que "The Occidental Fire Insurance Company", de Winnipeg Man., a été enregistrée pour faire les affaires dans cette province d'assurance contre le feu, le et après le deuxième jour de juin 1915.

Les noms et adresse du principal agent pour la province de Québec, sont R. J. Davidson, 80 rue Saint-François-Xavier, Montréal, P. Q.

Donné conformément à l'article 6950, S. R. Q., 1909, ce deuxième jour de juin 1915.

Pour le trésorier de la province de Québec.

WILLIAM CHUBB,  
Surintendant des Assurances, P. Q.  
Division des Assurances,  
Département du Trésor.  
Québec, P. Q. 3405—23—2

To purchase, take in exchange, or in payment or otherwise to acquire, own and hold, and to sell and dispose of shares, debentures, bonds and other securities in other companies, having objects similar or partly similar to those of this company, and to acquire, hold, sell, and dispose of rights or hypothec, privileges or pledge in and from other companies or individuals;

To guarantee, and give security for, and to become responsible for the payment of promissory notes, bills of exchange, accounts, or other obligations of any kind whatsoever, of any other corporation, firm or individual;

To pay for any property, moveable or immovable, rights, privileges, business or franchises which the company may lawfully acquire, or with the approval of the shareholders, for any services rendered to the company, in fully paid-up shares, bonds, debentures or other securities of the company;

To amalgamate, share profits, or unit with any person or company, carrying on any business the same as or similar to that which this company is authorized to carry on, on such terms as this company may decide;

To do all the acts and to exercise all the powers, and to carry on all business germane to the objects for which this company is incorporated, under the name of "Majestic Realty Company, Incorporated", with a capital stock of twenty thousand dollars (\$20,000.00), divided into two hundred (200) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The principale place of business of the corporation, is in the city of Montreal.

Dated from the office of the provincial secretary, this thirty first day of May, 1915.

C. J. SIMARD,  
3380—23—2 Deputy Provincial Secretary.

#### NOTICE

Notice is hereby given that "The Montreal Sailors' Institute", of Montreal P. Q., has obtained a license and has been registered to transact in this province the business of a charitable association as set forth in its act of incorporation, 32 Vict., 1869, chap. 85.

The head office of the Association is in the city of Montreal.

Given pursuant to article 6950, R. S. Q., 1909, this second day of June, 1915.

For the treasurer of the province of Québec.

WILLIAM CHUBB,  
Superintendent of Insurance, P. Q.  
Insurance Branch,  
Treasury Department.  
Québec, P. Q. 3404—23—2

#### NOTICE

Notice is hereby given that "The Occidental Fire Insurance Company", of Winnipeg, Man., has been registered to transact with the Province of Québec, the business of Fire Insurance on and after the second day of June, 1915.

The name and address of the chief agent for the Province of Québec, are R. J. Davidson, 80 Saint François Xavier street, Montreal, P. Q.

Given pursuant to article 6950, R. S. Q., 1909, this second day of June, 1915.

For the Treasurer of the province of Québec.

WILLIAM CHUBB,  
Superintendent of Insurance, P. Q.  
Insurance Branch,  
Treasury Department.  
Québec, P. Q. 3406—23—2

## Avis de Faillites

*Cour Supérieure.*

Province de Québec,  
District de Montréal.

*In re* Chambers & Chambers, 699 Sainte-Catherine, Montréal, Insolvable.

Un premier et dernier bordereau de dividende a été préparé en cette affaire et sera ouvert à objection jusqu'au 19 juin 1915, après laquelle date les dividendes seront payables à mon bureau, 83 rue Craig-ouest, Montréal.

VINCENT LAMARRE,  
Curateur.

Bureaux: 820 Edifice "Power".  
Montréal, 1er juin 1915.

3391

*Cour Supérieure.*

Province de Québec,  
District de Montréal.

*In re* Damase Martel, 591 de Saint-Valier, Montréal, Insolvable.

Un second et dernier bordereau de dividende a été préparé en cette affaire et sera ouvert à objection jusqu'au 19 juin 1915, après laquelle date les dividendes seront payables à mon bureau, 83 rue Craig-ouest, Montréal.

VINCENT LAMARRE,  
Curateur.

Bureaux: 820 Edifice "Power".  
Montréal, 1er juin 1915.

3393

*Cour Supérieure.*

Canada,  
Province de Québec,  
District de Québec.

Fidèle Blouin et Pierre Blouin tous deux de la cité de Québec, manufacturiers et y faisant affaire en soc été sous les nom et raison de F. Blouin, enregistré, ont, le 1er juin 1915, fait cession judiciaire de leurs biens pour le bénéfice de leurs créanciers au bureau du protonotaire de la cour supérieure du district de Québec, conformément à la loi.

J. P. E. GAGNON,  
Gardien provisoire.

Bureau: 44 et 46 rue Dalhousie,  
Bâtisse de la Cie Richelieu.  
Québec, 2 juin 1915.

3395

*Cour Supérieure.*

Canada,  
Province de Québec,  
District de Terrebonne,  
No 187.

Dans l'affaire de Dame Victoria Desjardins, du village de Sainte-Scholastique, district de Terrebonne, épouse judiciairement séparée de biens de Zoel Charron, hôtelier du même lieu, et y faisant affaires sous les nom et raison de "Z. Charron & Cie", et le dit Zoel Charron pour autoriser sa dite épouse aux fins des présentes, Débiteur insolvable;

&amp;

Pierre Simard, négociant de la ville de Saint-Jérôme, district de Terrebonne,

Créancier requérant cession.

Avis est par le présent donné que le dit débiteur a fait ce jour un abandon judiciaire de ses biens pour le bénéfice de ses créanciers, au bureau du protonotaire de la Cour supérieure, à Sainte-Scholastique.

GRIGNON & FORTIER,  
Protonotaires C. S.

Sainte-Scholastique, 1er juin 1915.

3425

## Bankrupt Notices

*Superior Court.*

Province of Quebec,  
District of Montreal.

*In re* Chambers & Chambers, 699 Sainte Catherine, Montreal, Insolvent.

A first and final dividend sheet has been prepared in this matter and will be open to objection until 19th June, 1915, after which date this dividend will be payable at my office, 83 Craig street west, Montreal.

VINCENT LAMARRE,  
Curator.

Office: 820 "Power" bldg.  
Montreal, 1st June, 1915.

3392

*Superior Court.*

Province of Quebec,  
District of Montreal.

*In re* Damase Martel, 591 de Saint Valier, Montreal, Insolvent.

A second and final dividend sheet has been prepared in this matter and will be open to objection until 19th June, 1915, after which date this dividend will be payable at my office, 83 Craig street west, Montreal.

VINCENT LAMARRE,  
Curator.

Office: 820 "Power" bldg.  
Montreal, 1st June, 1915.

3394

*Superior Court.*

Canada,  
Province of Quebec,  
District of Quebec.

Fidèle Blouin and Pierre Blouin both of the city of Quebec, manufacturers and doing business under the name and style of F. Blouin, registered, have, on the 1st of June, 1915, made a judicial assignment of their property for the benefit of their creditors at the prothonotary, office of the superior court for the district of Quebec, according to law.

J. P. E. GAGNON,  
Provisional Guardian.

Office: 44 and 46 Dalhousie street,  
Richelieu & Ont. Nav. Co., building.  
Quebec, 2nd June, 1915.

3396

*Superior Court.*

Canada,  
Province of Quebec,  
District of Terrebonne,  
No. 187.

In the matter of Dame Victoria Desjardins, of the village of Sainte Scholastique, district of Terrebonne, wife judicially separated as to property of Zoel Charron, hotelkeeper, of the same place, and there carrying on business under the firm name and style of "Z. Charron & Cie" and the said Zoel Charron to authorize his said wife for the purposes herefor, Insolvent Debtor;

&amp;

Pierre Simard, trader, of the town of Saint Jerome, district of Terrebonne,

Creditor Petitioner for assignment.

Notice is hereby given that the said debtor has, this day, made a judicial abandonment of her property for the benefit of her creditors, at the office of the prothonotary of the Superior court, at Sainte Scholastique.

GRIGNON & FORTIER,  
Prothonotary S. C.

Sainte Scholastique, 1st June, 1915.

3426

*Cour Supérieure.*

Canada,  
Province de Québec,  
District d'Arthabaska.  
Achille Simpson, Lyster, comté Mégantic,  
manufacturier, a, le 28 mai 1915, fait cession  
judiciaire de ses biens pour le bénéfice de ses  
créanciers, au bureau du protonotaire de la Cour  
supérieure, du district d'Arthabaska, conformé-  
ment à la loi.  
J. P. E. GAGNON,  
Gardien provisoire.  
Bureau: 44 et 46, rue Dalhousie,  
Bâtisse de la Cie Richelieu.  
Québec, 2 juin 1915. 3397

*Cour Supérieure.*

Canada,  
Province de Québec,  
District de Kamouraska.  
*In re* Joseph Pelletier, Saint-Hubert,  
Insolvable.  
En vertu d'un ordre de la cour, en date du  
20 mai 1915, j'ai été nommé curateur aux biens  
de cette succession.  
Toutes personnes ayant des réclamations contre  
cette succession sont requises de les produire  
devant moi dans les trente jours de cette date.  
J. P. E. GAGNON,  
Curateur.  
Bureau: 44 et 46 rue Dalhousie,  
Bâtisse de la Cie Richelieu.  
Québec, 2 juin 1915. 3399

*Cour Supérieure.*

Province de Québec,  
District de Montréal.  
*In re* Edouard Morin, Montréal, Insolvable.  
Un premier et dernier bordereau de dividende  
a été préparé en cette affaire, et sera sujet à  
objection jusqu'au 19 juin 1915, date après  
laquelle ce dividende sera payable à mon bureau.  
H. LAURENCELLE,  
Curateur.  
Chambre 627, Edifice 'Transportation'.  
Montréal, 2 juin 1915. 3401

*Cour Supérieure.*

Province de Québec,  
District de Montréal.  
*In re* Hormidas Dufault, entrepreneur, Failli.  
Je, soussigné, comptable de la cité de Montréal,  
ai été dûment nommé curateur à la faillite du  
sus-nommé par l'honorable juge Lafontaine, le  
deuxième jour de juin 1915.  
Les créanciers du dit failli sont requis de pro-  
duire leurs réclamations à mon bureau (s'il ne  
l'ont pas encore fait), No 15, rue Saint-Jacques,  
Montréal, dans les trente jours de la date du  
présent avis.  
F. X. BILODEAU,  
Curateur.  
Montréal, 2 juin 1915. 3385

*Cour Supérieure.*

Province de Québec,  
District de Montréal,  
No 259.  
*In re* J. W. Blanchet, Montréal, Insolvable.  
Avis est donné que le 1er juin 1915, le dit  
insolvable, a déposé son bilan au greffe de la  
Cour supérieure, du district de Montréal, tel que  
pourvu par la loi.  
VINET & DUFRESNE,  
Sub-gardiens provisoires.  
99 rue Saint-Jacques, Montréal.  
12 juin 1915. 3431

*Superior Court.*

Canada,  
Province of Quebec,  
District of Arthabaska,  
Achille Simpson, Lyster, Mégantic county,  
manufacturer, has, on the 28th of May, 1915,  
made a judicial assignment of his property for the  
benefit of his creditors, at the prothonotary's  
office of the Superior Court, for the district of  
Arthabaska, according to law.  
J. P. E. GAGNON,  
Provisional Guardian.  
Office: 44 and 46 Dalhousie street,  
Richelieu & Ont. Nav. Co., building.  
Quebec, 2nd June, 1915. 3398

*Superior Court.*

Canada,  
Province of Quebec,  
District of Kamouraska.  
*In re* Joseph Pelletier, Saint Hubert,  
Insolvent.  
In virtue of an order of the court, dated 20th  
May, 1915, I have been appointed curator to  
this estate.  
All persons having claims against this estate  
are requested to file them with me within thirty  
days from this date.  
J. P. E. GAGNON,  
Curator.  
Office: 44 and 46 Dalhousie street,  
Richelieu & Ont. Nav. Co., building.  
Quebec, 2nd June, 1915. 3400

*Superior Court.*

Province of Quebec,  
District of Montreal.  
*In re* Edouard Morin, Montreal, Insolvent.  
A first and dividend sheet has been prepared  
in this matter and will be open to objection until  
19th June, 1915, after which date this dividend  
will be payable at my office.  
H. LAURENCELLE,  
Curator.  
Room 627, Transportation building.  
Montreal, 2nd June, 1915. 3402

*Superior Court.*

Province of Quebec,  
District of Montreal.  
*In re* Hormidas Dufault, contractor, Insolvent.  
I the undersigned, accountant of the city of  
Montreal, have been duly appointed curator to  
above named insolvent estate by honourable  
judge Lafontaine, on the 2nd day of June, 1915.  
Creditors of said insolvent are requested to  
produce their claims at my offices, (if they have  
not already done so), No. 15, Saint James street,  
Montreal, within thirty days from date of present  
notice.  
F. X. BILODEAU,  
Curator.  
Montreal, 2nd June, 1915. 3386

*Superior Court.*

Province of Quebec,  
District of Montreal,  
No. 259.  
*In re* J. W. Blanchet, Montreal, Insolvent.  
Notice is hereby given that on the 1st June,  
1915, the said insolvent, has filed his statement  
in the Prothonotary's office of the district of  
Montreal, as provided by law.  
VINET & DUFRESNE,  
Sub-Provisional Guardians.  
99 Saint James street, Montreal.  
12th June, 1915. 3432

*Cour Supérieure.*

Province de Québec,  
District de Montréal.

*In re* Chas. Lesage, épicier, Montréal, Failli.  
Je, soussigné, comptable de la cité de Montréal, ai été dûment nommé curateur à la faillite du sus-nommé par l'honorable juge Lafontaine, le 2e jour de juin 1915.

Les créanciers du dit failli sont requis de produire leurs réclamations à mon bureau, (s'ils ne l'ont pas encore fait), No 15, rue Saint-Jacques, Montréal, dans les trente jours de la date du présent avis.

F.-X. BILODEAU,  
Curateur.  
3387

Montréal, 2 juin 1915.

*Cour Supérieure.*

Province de Québec,  
District de Mont-Laurier.

*In re* O. Demers, Insolvable;  
et

F.-X. Bilodeau, Curateur.  
Un premier bordereau de collocation a été préparé en cette cause: les collocations seront payables à mon bureau à partir du 22ème jour de juin 1915.

Toute contestation à tel dividende devra être déposée devant moi avant la date sus-mentionnée.

F.-X. BILODEAU,  
Curateur.

15, rue Saint-Jacques Montréal.  
Montréal, 2 juin 1915.

3389

*Cour Supérieure.*

Province de Québec,  
District de Montréal.

No 233.

Louis Ornstein, a, ce jour, fait cession de ses biens et j'ai été nommé gardien provisoire.

GEORGES E. TERROUX,  
ALEX. DESMARTEAU,  
Comptable.

60, Notre-Dame-Est, Montréal.  
Montréal 27 mai 1915

3383

*Cour Supérieure.*

Province de Québec,  
District de Montréal.

No 241.

Wilfrid Chartrand, a, ce jour, fait cession de ses biens et j'ai été nommé gardien provisoire.

ADEODAT CHAURET,  
ALEX. DESMARTEAU,  
Comptable.

60, Notre-Dame-Est, Montréal.  
Montréal, 25 mai 1915.

3381

*Cour Supérieure.*

Province de Québec,  
District de Montréal.

*In re* "The Montreal Pedlar Supply Co, Montréal, Failli.

Avis est par le présent donné qu'un premier et dernier bordereau de dividende a été préparé en cette affaire et sera sujet à objection jusqu'au 21 juin 1915, après laquelle date, ce dividende sera payable au bureau des soussignés.

J. WILFRID MICHAUD,  
HENRI DESROSIERS,  
Curateurs-conjoints.

Bureau de Michaud & Desrosiers,  
Comptables et Liquidateurs.  
55, rue Saint-François-Xavier, Montréal.  
Montréal, 1er juin 1915.

3429

*Superior Court.*

Province of Quebec,  
District of Montreal.

*In re* Chas Lesage, grocer, Montreal, Insolvent.  
I, the undersigned, accountant of the city of Montreal, have been duly appointed curator to above named insolvent, estate by honourable judge Lafontaine, on the 2nd day of June, 1915.

Creditors of said insolvent are requested to produce their claims at my office, (if they have not already done so,) No. 15, Saint James street, Montreal, within thirty days from date of present notice.

F.-X. BILODEAU,  
Curator.  
3388

Montreal, 2nd June, 1915.

*Superior Court.*

Province of Quebec,  
District of Mont-Laurier.

*In re* O. Demers, Insolvent.  
and

F.-X. Bilodeau, Curator.  
A first bordereau of dividend has been prepared in this cause; the collocations will be payable at my office, from the 22nd day of June, 1915.

Any contestation to such dividend must be deposited with me before the date above mentioned.

F.-X. BILODEAU,  
Curator.

15, Saint James street, Montreal.  
Montreal, 2nd June, 1915.

3390

*Superior Court.*

Province of Quebec,  
District of Montreal.

No. 233.

Louis Ornstein, has, this day, made a judicial abandonment, and I have been appointed provisional guardian.

GEORGES E. TERROUX,  
ALEX. DESMARTEAU,  
Accountant.

60, Notre Dame East, Montreal.  
Montreal, 27th May, 1915.

3384

*Superior Court.*

Province of Quebec,  
District of Montreal.

No. 241.

Wilfrid Chartrand, has, this day made a judicial abandonment, and I have been appointed provisional guardian.

ADEODAT CHAURET,  
ALEX. DESMARTEAU,  
Accountant.

60, Notre Dame East street, Montreal.  
Montreal, 25th May, 1915.

3382

*Superior Court.*

Province of Quebec,  
District of Montreal.

*In re* "The Montreal Pedlar Supply Co.", Montreal, Insolvents.

Notice is hereby given that a first and final dividend sheet has been prepared in this matter which will be open to objection until 21st June, 1915, after which date dividends will be payable at the office of the undersigned,

J.-WILFRID MICHAUD,  
HENRI DESROSIERS,  
Joint-Curator.

Office of Michaud & Desrosiers,  
Accountants & Liquidators,  
55, Saint François Xavier street, Montreal.  
Montreal, 1st June, 1915.

3430

*Cour Supérieure.*

Province de Québec,  
District de Montréal.  
*In re* J. J. Reutter & Co, 5 rue Bleury, Montréal,  
Faillis.

Avis est par le présent donné que, le 29 mai 1915, par une ordonnance de cette cour, j'ai été nommé curateur aux biens des susdits J. J. Reutter & Co, qui ont fait un abandon judiciaire de leurs biens pour le bénéfice de leurs créanciers.

Les réclamations assermentées doivent être produites entre mes mains dans les trente jours de cet avis.

3419 W. G. AYLING,  
Curateur.

*Cour Supérieure.*

Province de Québec,  
District de Montréal.  
*In re* J. A. Paradis,

Failli;  
&  
Alexandre Desmarteau, Curateur.  
Avis est par les présentes donné, que par ordre de cette cour, j'ai été ce jour nommé curateur aux biens du dit failli.

Les réclamations assermentées devront être produites à mon bureau dans les 30 jours afin d'être colloquées sur la feuille de dividende.

ALEXANDRE DESMARTEAU,  
Curateur.

No 60 rue Notre-Dame Est, Montréal.  
Montréal, 25 mai 1915. 3421

*Cour Supérieure.*

Province de Québec,  
District de Montréal.  
*In re* Zoel Martel,

Failli;  
&  
Georges Duclos, Curateur.  
Avis est par les présentes donné que par ordre de cette cour, j'ai été le 25ème jour de mai 1915, nommé curateur aux biens du dit failli.

Les réclamations assermentées devront être produites à mon bureau dans les 30 jours afin d'être colloquées sur la feuille de dividende.

GEORGES DUCLOS,  
Curateur.

No 30 rue Saint-Jacques, Montréal.  
Montréal, 2 juin 1915. 3423

*Cour Supérieure.*

Province de Québec,  
District de Montréal.  
*In re* I. Sigler, Buckingham, P. Qué., Failli.

Avis est par le présent donné qu'un premier et dernier bordereau de dividende a été préparé en cette affaire et sera sujet à objection jusqu'au 21 juin 1915, après laquelle date, ce dividende sera payable au bureau des soussignés.

J. WILFRID MICHAUD,  
HENRI DESROSIERS,  
Curateurs conjoints.

Bureau de Michaud & DesRosiers,  
Comptables et Liquidateurs,  
55 rue Saint-François Xavier, Montréal.  
Montréal, 2 juin 1915. 3427

## ERRATA

\* A la page 912 de la *Gazette Officielle*, du vingt-sept mars 1915, aux numéros 1833-34, lisez Mathias Joannis, juge de paix pour les districts de Montcalm et Pontiac, au lieu de Montcalm et Joliette. 3227

*Superior Court.*

Province of Quebec,  
District of Montreal.  
*In re* J. J. Reutter & Co., 5 Bleury street, Montreal,  
Insolvent.

Notice is hereby given that, on the 29th day of May, 1915, by an order of the Court, the undersigned was appointed curator to the property of the said J. J. Reutter & Co., who have made a judicial abandonment of their property for the benefit of their creditors.

Sworn claims must be filed with me within thirty days from this notice.

3420 W. G. AYLING,  
Curator.

*Superior Court.*

Province of Quebec,  
District of Montreal.  
*In re* J. A. Paradis,

Insolvent;  
&  
Alexandre Desmarteau, Curator.  
Notice is hereby given that by an order of this Court, I was this day appointed curator to the property of said insolvent.

Sworn claims must be filed at my office, within 30 days so as to be collocated on the dividend sheet.

ALEXANDRE DESMARTEAU,  
Curator.

No. 60 Notre-Dame Street East, Montreal.  
Montreal, 25th May, 1915. 3422

*Superior Court.*

Province of Quebec,  
District of Montreal.  
*In re* Zoel Martel,

Insolvent.  
&  
Georges Duclos, Curator.  
Notice is hereby given that by an order of the Court, I was, on the 25th May, 1915, appointed curator to the property of said insolvent.

Sworn claims must be filed at my office within 30 days so as to be collocated on the dividend sheet.

GEORGES DUCLOS,  
Curator.

No. 30 Saint James street, Montreal.  
Montreal, 2nd June, 1915. 3424

*Superior Court.*

Province of Quebec,  
District of Montreal.  
*In re* I. Sigler, Buckingham, P. Que., Insolvent.

Notice is hereby given that a first and final dividend sheet has been prepared in this matter which will be open to objection until 21st June 1915, after which date dividends will be payable at the office of the undersigned.

J. WILFRID MICHAUD,  
HENRI DESROSIERS,  
Joint Curators.

Office of Michaud & DesRosiers,  
Accountants & Liquidators,  
55 Saint Francis Xavier street, Montreal.  
Montreal, 2nd June, 1915. 3428

## ERRATA

On page 912 of the *Official Gazette*, of the twenty seventh March, 1915, numbers 1833-34, read Mathias Joannis, justice of the peace for the district of Montcalm and Pontiac instead of Montcalm and Joliette. 3228

10 JUN 1915

17 JUN 1915

A la page 1190, de la *Gazette Officielle* du huit mai 1915, aux numéros 2691-92, lisez : la principale place d'affaires de la corporation est dans la cité de Sorel, au lieu de Montréal, ainsi qu'à la page 1280 de la *Gazette Officielle* du quinze mai, Nos 2691-92. 3233

A la page 1395 de la *Gazette Officielle*, du 29 mai 1915, au numéro 3093, lisez "Winder's, Limited", au lieu de "Winder's Limitée", et Auguste Angers, au lieu de Auguste Angus.

Aux pages 1396-1397, numéros 3091, lisez "Majestic Moving Pictures Theatre, Incorporated", au lieu de "Majestic Moving Pictures Theatre, Incorporé", page 1396, troisième paragraphe, lisez comédies burlesques, au lieu de considées burlesques; version anglaise, quatrième paragraphe, cinquième ligne, après "room proprietors", lisez "hotel keepers".

A la page 1397, National Bakeries, Limited, No. 3089, au premier paragraphe lisez Roland Edward Kingsley au lieu de Roland Edward Kingley. A la page 1398, au dernier paragraphe, lisez National Bakeries, Limited", au lieu de "National Bakeries, Limitée", dans la version anglaise à la même page, au troisième paragraphe, deuxième ligne, après "any", lisez, "amalgamation"; au quatrième paragraphe, troisième ligne, lisez "formulas" au lieu de "formules"; au sixième paragraphe, à la septième ligne, lisez "binding" au lieu de "bidding". 3371

On page 1190 of the *Official Gazette* of the eighth day of May, 1915, numbers 2691-92, read: The principal place of business of the corporation to be in the city of Sorel, instead of the "city of Montreal" and the same on page 1280 of the *Official Gazette* of the fifteenth day of May, 1915, Nos. 2691-92. 3234

On page 1395 of the *Official Gazette* of the 29th May, 1915, numbers 3093, read Winder's, Limited, instead of Winder's Limitée" and Auguste Angers instead of Auguste Angus.

On pages 1396-97, number 3091, read Majestic Moving pictures Theatre Incorporated instead of "Majestic Moving Pictures Theatre Incorporé", page 1396, thlrd paragraph french version, read comedies burlesques, instead of considées burlesques; in the fourth paragraph, fifth line, english version, after room proprietors, insert hotel keepers.

On page 1397, "National Bakeries Limited, No. 3089, in the first paragraph read "Roland Edward Kingsley instead of "Roland Edward Kingley", on page 1398 last paragraph read National Bakeries Limited, instead of National Bakeries Limitee, in the english version at the same page, in the third paragraph, second line, after "any" insert "amalgamation", in the fourth paragraph, third line read "formulee instead of formulae", in the sixth paragraph, seventh line read "binding" instead of "bidding". 3372

#### AUX ANNONCEURS DANS LA GAZETTE OFFICIELLE

CEUX qui envoient des annonces pour être insérées dans la *Gazette Officielle*, voudront bien se conformer aux règles ci-dessous:

1. Adresser "Gazette Officielle", Québec.
2. Indiquer le nombre voulu d'insertions.

**3. TRANSMETTRE INVARIABLEMENT LE PRIX DE L'ANNONCE AINSI QUE LE PRIX D'UN EXEMPLAIRE DE LA GAZETTE, TELS QUE DONNES PLUS BAS; SANS CELA L'ANNONCE NE SERA PAS PUBLIEE.**

Les prix sont:

Première insertion, 10c par ligne (mesure agate)

Insertion subséquentes, 5c par ligne (mesure agate).

Traduction, 40c par 100 mots.

*Gazette Officielle*, par exemp., 21c.

Slips ou épreuves, 65c par douzaine.

**AUCUNE ANNONCE N'EST INSEREE POUR MOINS D'UNE PIASTRE.**

Les avis, documents ou annonces reçus après midi, le jeudi de chaque semaine, ne seront pas publiés dans la *Gazette Officielle* du samedi suivant, mais dans le numéro subséquent.

Les abonnés observeront aussi que le prix d'abonnement, \$5. par année, est invariablement payable d'avance, et que l'envoi de la *Gazette* sera arrêté à l'expiration de la période payée.

Quand les annonceurs veulent plus d'un exemplaire de la *Gazette*, ils devront faire une remise en conséquence.

N.-B.—Les chiffres au bas des avis ont la signification suivante:

#### TO ADVERTISERS IN THE OFFICIAL GAZETTE

PARTIES sending advertisements to be inserted in the *Official Gazette*, will please observe the following rules:

1. Address "The Official Gazette", Quebec.
2. Indicate the number of insertions required.

**3. INVARIABLY REMIT THE FEES FOR SUCH ADVERTISEMENTS, TOGETHER WITH THE PRICE OF THE GAZETTE, AS BELOW, OTHERWISE THEY WILL NOT BE INSERTED.**

The rates are:

First insertion, 10 cents per line (agate measure).

Subsequent insertions, 5 cents per line (agate measure).

Translation, 40 cents per 100 words.

*Official Gazette*, 21 cents per single number.

Slips, 65 cents per dozen.

**NO ADVERTISEMENT IS INSERTED FOR A LESS CHARGE THAN ONE DOLLAR.**

Notices, documents or advertisements received after twelve o'clock, noon, on Thursday, will not be published in the *Official Gazette* of the Saturday following, but in the next number.

Subscribers will also notice that the subscription of \$5. per annum, is invariably payable in advance, and that the *Gazette* will be stopped at the end of the period paid for.

When advertisers require more than one number of the *Gazette*, they must remit accordingly.

N.-B.—The figures at the bottom of notices have the following meaning:

Le premier chiffre est notre numéro d'ordre; le deuxième est celui de la livraison de la *Gazette* pour la première insertion; et le dernier chiffre accuse le nombre d'insertions.

Les avis publiés une seule fois ne sont suivis que de notre numéro d'ordre.

E. E. CINQ-MARS,  
Imprimeur du Roi.

Hôtel du Gouvernement.  
Québec, 4 avril 1914.

1999

The first number is our document number; the second number the *Gazette* number; and the last number, the number of insertions of the notice.

Notices published only once are only followed by our document number.

E. E. CINQ-MARS,  
King's Printer.

Government House.  
Quebec, 4th April, 1914.

2000

### Index de la Gazette Officielle de Québec, No 23.

#### ACTIONS EN SÉPARATION DE BIENS:—ACTIONS FOR SEPARATION AS TO PROPERTY:—

Dme Bélanger vs Duchesneau.....	1461
" Bigelow vs McShane.....	1458
" Blanchette vs Champagne.....	1460
" Burelle vs Marien.....	1458
" Cantin vs Levasseur.....	1458
" Cheranin vs Berson.....	1459
" Choquette vs St-Onge.....	1458
" Cimon vs Pelletier.....	1460
" Ethier vs Lapierre.....	1457
" Harbour <i>alias</i> Arbour vs Brunet.....	1460
" Guindon vs Belair.....	1461

#### ACTIONS EN SÉPARATION DE CORPS ET DE BIENS: Perry vs Pease..... 1461 |

#### AGRICULTURE:—Société Coopérative Agricole de Sainte-Lucie-d'Albanel..... 1449 |

ASSOCIATION, ASSURANCES OU SOCIÉTÉS:—The Protestant Relief Society, 1449; The Occidental Fire Insurance Company, 1488; The Society for the protection of Women and children, 1449; The Montreal Sailors Institute, 1488.

#### ANNONCEURS, avis aux:—1493.

AVIS:—La Commission des Eaux Courantes de Québec, 1464.

ERRATA:—Page 912, 27 mars, 1915, Nos 1833-34, 1492; Page 1190, 8 mai No 2691-92, 1463; Pages 1396 et 1397, 29 mai, 1493.

EXAMEN:—Association des Architectes de la Province de Québec, 1464.

LIQUIDATION:—The Jeanneville Land Coy, Ltd, 1465.

#### LETTRES PATENTES:—LETTERS PATENT:—

Bleury Realities Ltd.....	1441
Ideal Gas Company Incorp.....	1442
La Cie Neuville Ltée.....	1441
Majestic Moving Pictures Theatre, incorp.....	1445
Majestic Realty Company, Incorporated... ..	1487

#### FAILLIS:—INSOLVENTS:—

Blanchet.....	1490
Blouin, F., enregistré.....	1489

### Index of the Quebec Official Gazette. No. 23.

#### ACTIONS EN SÉPARATION DE BIENS:—ACTIONS FOR SEPARATION AS TO PROPERTY:—

Dme Kally vs MaKeros.....	1458
" Leborgne vs Boissel.....	1459
" Laffèche vs Toupin.....	1459
" Litofsky vs Grabstein.....	1461
" Paul vs Shierer.....	1461
" Plante vs Viens.....	1412
" Rémillard vs Marcell.....	1460
" Sabbath vs Bacher.....	1459
" Schierer vs Weininger.....	1460
" Spooner vs Bouchard.....	1458
" Trudeau vs Lemieux.....	1460

#### ACTIONS FOR SEPARATION AS TO BED AND BOARD: —Dme Picard vs Crete..... 1459 |

#### AGRICULTURE:—Société Coopérative Agricole de Sainte-Lucie-d'Albanel..... 1449 |

ASSOCIATION, INSURANCES OR SOCIETIES:—The Protestant Relief Society, 1449; The Occidental Fire Insurance Company, 1488; The Society for the protection of Women and children, 1449; The Montreal Sailors Institute, 1482.

#### ADVERTISING, notice to:—1493.

NOTICE:—The Quebec Streams Commission, 1464.

ERRATA:—Page 912, 27th March, 1915, Nos. 1833-34, 1492; Page 1190, 8th May, Nos. 2691-92, 1493; Pages 1396 and 1397, 29th May, 1493.

EXAMINATION:—The Province of Quebec Association of Architects, 1464.

LIQUIDATION:—The Jeanneville Land Coy, Ltd, 1465.

#### LETTRES PATENTES:—LETTERS PATENT:—

Municipal Debenture Corporation Ltd.....	1486
National Bakeries Ltd.....	1456
N. Vermette, Ltée.....	1403
The Canadian Garment Coy, Ltd.....	1443
Victoria Athletic Club, Ltd.....	1448
Winder's, Limited.....	1444

#### FAILLIS:—INSOLVENTS:—

Lesage.....	1491
Lyster.....	1490

Buckingham.....	1492	Maker.....	1463
Canada Optical Mfg Co., Ltd.....	1463	Martel.....	1489
Carter.....	1463	Martel.....	1492
Chartrand.....	1491	Morin.....	1490
Chambers & Chambers.....	1489	Ornstein.....	1463
Demers.....	1491	Paradis.....	1492
Dme Desjardins.....	1489	Pelletier.....	1490
Dufault.....	1490	Reutter & Co.....	1492
Gervais & Laflamme.....	1462	Rogers.....	1462
Goldstein.....	1491	Scarborough.....	1463
Lavigne.....	1462	The Goodform Clothing Coy, Ltd.....	1464
Léveillé.....	1462	The Montreal Pedlar Supply Co.....	1491

**MUNICIPALITES SCOLAIRES:**—Belœil Station, 1455; Delson Junction, 1400; Donocana, 1450; Dudswell-Saint-Adolphe de Marbleton, 1454; Fontainebleau, 1451; Fournier-Ashford, 1453; Garneau-Lac Noir, 1453; Honfleur, 1450; Kensington, 1454; Leeds-Leeds-Est, 1456; Nédelec, 1454; Nomingue-Canton Loranger, 1451; Petit Saguenay, 1451; Shelbred-Nouvelle, 1452; Rivière Croche, 1400; Sacré-Cœur de Jésus, paroisse, 1457; Saint-Antoine-Abbé à Saint-Jean-Chrysostôme, 1456; Saint-Barnabé-Saint-Etienne des Grès, 1450; Saint-Césaire village-Saint-Césaire paroisse, 1452; Saint-Etienne de Bolton, 1453; Sainte-Eulalie à Bulstrode, 1400; Sainte-Geneviève-L'Ile du Pads, 1453; Saint-Michel de Rougemont paroisse, 1451; Saint-Michel de Rougemont Village, 1400; Sainte-Thècle-village Sainte-Thècle, paroisse, 1454; Saint-Thomas de Pierreville-Saint-Thomas de Pierreville, paroisse, 1452; Sault-au-Récollet-Villeray, 1457; Ville Emard-Cité de Montréal, 1456; Village de Lotbinière-Paroisse de Lotbinière, 1452; Mille-Iles No 2-Mille-Iles No 3, 1400; Saint-Ignace du Lac, 1454.

**NOMINATIONS:**—

Recorder: M. J.-H. Joannette, ville de Saint-Laurent, 1437.

**ORDRE DE COUR:**—Jacobs vs Harel, 1466.

**PROCLAMATIONS:**—Cadastre: Canton Tourelle, 1437; Prorogation des Chambres, 1440.

**RATIFICATIONS:**—Landry et Fonderie et Machineries, Ltée, 1466.

**VENTE DE FAILLITE:**—Cohen *et al*, 1467.

**VENTE D'EFFETS NON RECLAMÉS:**—Dominion Express Coy, 1467; Quebec Central Railway Coy, 1467.

**VENTES PAR LES SHÉRIFFS:**—

**ARTHABASKA:**—Ayer Coy, Ltd, vs Héritiers Roux 1468.

**BEAUCE:**—Fortier vs Thibodeau, 1469.

**BEDFORD:**—Imperial Bank of Canada vs Hibbard 1469.

**GASPE:**—Duguay, fils vs Corporation de Pasbebiac, 1470; LeBoutillier Bros Coy Ltd vs Beyold, 1470;

**MONTMAGNY:**—Drouin vs Bouffard, 1471; Les-sard vs Couture, 1471.

**SCHOOL MUNICIPALITIES:**—Belœil Station, 1455; Delson Junction, 1400; Donacana, 1450; Dudswell-Saint-Adolphe de Marbleton, 1454; Fontainebleau, 1451; Fournier-Ashford, 1453; Garneau-Lac Noir, 1453; Honfleur, 1450; Kensington, 1454; Leeds-Leeds-East, 1456; Nédelec, 1454; Nomingue-Canton Loranger, 1451; Petit Saguenay, 1451; Rivière Croche, 1400; Shelbred-Nouvelle, 1452; Sacré-Cœur de Jésus, parish, 1457; Saint-Antoine Abbé to Saint Jean Chrysostôme 1456; Saint-Barnabé-Saint Etienne des Grès, 1450; Saint-Césaire village-Saint-Césaire parish, 1452; Saint-Etienne de Bolton, 1453; Sainte Eulalie to Bulstrode, 1400; Sainte Geneviève L'Ile du Pads, 1453; Saint Michel de Rougemont parish, 1451; Saint Michel de Rougemont Village, 1400; Sainte Thècle village-Sainte Thècle parish, 1454; Saint Thomas de Pierreville-Saint Thomas de Pierreville, parish, 1452; Sault-au-Récollet-Villeray, 1457; Town Emard-City of Montreal, 1456; Village of Lotbinière-parish of Lotbinière, 1452; Mille Iles, No. 2-Mille Iles No. 3, 1400; Saint Ignace dl Lac, 1454.

**APPOINTMENTS:**—

Recorder: Mr. J. H. Joannette, town of Saint-Laurent, 1437.

**ORDER OF COURT:**—Jacobs vs Harel, 1465.

**PROCLAMATIONS:**—Cadastre: Township Tourelle, 1437; Parliament prorogued, 1440.

**RATIFICATIONS:**—Landry and Fonderie and Machineries, Ltée, 1466.

**INSOLVENT SAKE:**—Cohen *et al*, 1467.

**UNCLAIMED SHIPMENTS:**—Dominion Express Coy, 1467; Cie Chemin de Fer Québec Central, 1467.

**SHERIFFS' SALES:**

**ARTHABASKA:**—Ayer Coy, Ltd, vs Heirs Roux, 1468.

**BEAUCE:**—Fortier vs Thibodeau, 1469.

**BEDFORD:**—Imperial Bank of Canada vs Hibbard 1469.

**GASPE:**—Duguay, Jnr vs Corporation de Pasbebiac, 1470; LeBoutillier Bros Coy Ltd vs Beyold, 1470;

**MONTMAGNY:**—Drouin vs Bouffard, 1471; Les-sard vs Couture, 1471.

**MONTREAL:**—Beulac vs Raymond, 1473; Bou-thillier (Dme) vs Brosseau, 1475; Chopin (Dme) vs Racicot, 1472; Dupré *et al*, Faillis, 1400; Grenier vs Dme Levert, 1476; Laporte vs Girard *et al*, 1477; Marquette *et al*, Faillis, 1476; Ménard *et al* vs Invention and Promotion Ltd, 1477; Michaud *et al* vs Dupré *et al*, 1474; Oeullette vs Wolfsky, 1400.

**OTTAWA:**—Lafortune vs Sauvé, 1480.

**PONTIAC:**—Chouinard vs Libby, 1460.

**RICHELIEU:**—Marcoux vs Lamarche et Dme St-Cyr, 1481.

**SAGUENAY:**—La Banque Nationale vs Saulnier, 1482.

**SAINT-FRANCOIS:**—O'Bready vs Couture, 1483.

**SAINT-HYACINTHE:**—Desrochers vs Dme Laferrière *et vir*, 1483.

**TERREBONNE:**—Prevost (Dme) *et al* vs Dme Desjardins *et vir*, 1484.

**TROIS-RIVIERES:**—Godin vs Champagne, 1485; The Bank of Montreal vs Héritiers Crête, 1485.

**MONTREAL:**—Beulac vs Raymond, 1473; Bou-thillier (Dme) vs Brosseau, 1475; Chopin (Dme) vs Racicot, 1472; Dupré *et al*, Insolvents, 1400; Grenier vs Dme Levert, 1476; Laporte vs Girard *et al*, 1477; Marquette *et al*, Insolvents, 1476; Ménard *et al* vs Invention and Promotion Ltd, 1477; Michaud *et al* vs Dupré *et al*, 1474; Oeullette vs Wolfsky, 1400.

**OTTAWA:**—Lafortune vs Sauvé, 1480.

**PONTIAC:**—Chouinard vs Libby, 1480.

**RICHELIEU:**—Marcoux vs Lamarche et Dme St-Cyr, 1481.

**SAGUENAY:**—La Banque Nationale vs Saulnier, 1482.

**SAINT FRANCIS:**—O'Bready vs Couture, 1483.

**SAINT HYACINTH:**—Desrochers vs Dme Laferrière *et vir*, 1483.

**TERREBONNE:**—Prevost (Dme) *et al* vs Dme Desjardins *et vir*, 1484.

**THREE RIVERS:**—Godin vs Champagne, 1485; The Bank of Montreal vs Heirs Crête, 1485.

10 JUIN 1915